

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Afrique du Sud.
Que révèle le débat
sur la nationalisation
des mines ?**

**La “Pacha Mama”,
la “décroissance”
et le Secrétariat unifié**

**Etats-Unis.
Le mouvement ouvrier
face à la réforme
de la santé d’Obama**



Afrique du Sud. Des manifestants crient “Héros, héros” au moment où la police emporte les présumés assassins de Terreblanche. (Photo AFP)



« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
- **Afrique du Sud :
que révèle le débat
sur la nationalisation
des mines ?** p. 11
(Par Benoît Marius)
- **Etats-Unis : le mouvement ouvrier
face à la réforme de la santé
d'Obama** p. 27
(Par Alan Benjamin)
- **Qu'est-ce que l' "Alliance bolivarienne
pour les peuples
de notre Amérique" (ALBA) ?**..... p. 33
(Par Andreu Camps)
- **La "Pacha Mama",
la "décroissance"
et le Secrétariat unifié** p. 45
(Par Lucien Gauthier)
- **Après le Seizième Congrès mondial
du Secrétariat unifié** p. 63
(Par Dominique Ferré)

- **Brésil :**
Alan Woods et Serge Goulart
disent : “*La IV^e Internationale*
***ne ressuscitera pas !*”**
Jusqu’où vont-ils aller ? p. 77
(Par João Alfredo Luna)

- **Une nouvelle publication**
de la commission Asie
de la IV^e Internationale p. 87
(Par François Forgeue)

Notes éditoriales

Dans quatre mois, le 20 août 2010, aura lieu le 70^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.

Il y a 70 ans, après des années de traque dans une “planète sans visa”, le tueur stalinien Mercader assassinait, le 20 août 1940, celui qui fut successivement président du soviet de Saint-Pétersbourg lors de la première révolution russe de 1905, théoricien de la révolution permanente, partie prenante des polémiques et des scissions dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POS DR), signataire, avec Lénine, de la déclaration de la gauche internationaliste à la conférence de Zimmerwald (1915), membre de la direction du Parti bolchevique aux côtés de Lénine après le retour de ce dernier en Russie, organisateur, comme dirigeant du comité militaire révolutionnaire, de la révolution d'octobre 1917, commissaire du peuple dans le premier gouvernement soviétique, et, à ce titre, fondateur de l'Armée rouge, rédacteur du *Manifeste de l'Internationale communiste*, dirigeant de l'Opposition de gauche dans le Parti bolchevique après la mort de Lénine, puis de l'Opposition de gauche internationale, avant d'être chassé d'URSS et de devenir le principal fondateur et dirigeant de la IV^e Internationale (1938).

Difficile, en quelques lignes, de résumer la biographie du principal compagnon de Lénine, qui cristallisait dans son parcours même ce que la couche bureaucratique stalinienne devait détruire, afin de défendre ses privilèges et sa soumission à l'impérialisme. Notre revue consacrera son prochain numéro (septembre 2010) à quelques aspects de la vie et du combat de ce grand révolutionnaire, fondateur de notre mouvement.

Soixante-dix ans ont passé. Au nom de la prétendue théorie du “socialisme dans un seul pays”, la bureaucratie stalinienne — contre laquelle Trotsky et la IV^e Internationale appelaient ouvriers et paysans soviétiques à la renverser par une révolution politique, seul moyen de défendre l'expropriation du capital et les conquêtes d'octobre 1917 — a conduit l'Union soviétique à sa destruction en 1991.

Et pourtant, à l'issue de cette première décennie du XXI^e siècle, nous nous apprêtons à célébrer l'anniversaire de ce terrible assassinat, non pas parce que nous, militants de la IV^e Internationale, aurions un goût quelconque pour les commémorations “historiques”, mais parce que nous estimons qu'il n'est pas, en cette année 2010, plus d'actualité que le combat de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale, dans la continuité de Marx, Engels et Lénine.

Et pour commencer, au cœur même de l'ex-Union soviétique, où, après vingt ans de privatisations-pillage menées, au compte du FMI et du capital international, par les héritiers mafieux de la “nomenklatura”, a surgi un intérêt grandissant pour Trotsky. Le journal russophone d'Ukraine *Sevodnia*, publiant un reportage sur le village natal de Léon Davidovitch Bronstein, écrit ainsi (28 novembre 2009) :

« *Le plus proche compagnon de Lénine, l'ennemi juré de Staline — Lev Trotsky —, il y a encore vingt ans, était “l'ennemi n° 1” en URSS (...). Dans son pays natal, jusqu'aux années 1980, pour la conservation de n'importe quoi concernant Trotsky, la prison vous menaçait.* »

Encore aujourd'hui, la simple décision de commémorer le 130^e anniversaire de sa naissance (en 1879) provoque l'ire des réactionnaires de tout poil, comme le confie à *Sevodnia* le maire de Bobrinez, Léonide Kravtchenko :

« *Les nationalistes se sont mis à nous accuser de vouloir immortaliser la mémoire d'un tyran et d'un tueur de millions d'hommes, et les communistes (en réalité, les staliniens — NDLR) se mettent à crier : “Comment peut-on élever une statue à un ennemi du peuple ?” Nous avons notre opinion : cet homme est connu dans le monde entier comme homme politique et publiciste talentueux, il a actuellement des millions de disciples de par le monde, et l'on étudie son travail dans les universités.* »

Et le journal de citer les témoignages des “vieux” paysans du village, comme celui d'Alexandre Fedortchouk, 72 ans :

« *Nous n'avons jamais considéré Trotsky comme un ennemi du peuple. Certainement, personne n'osait faire part de ses réflexions, on avait peur* ” (1).

Malgré des décennies de répression stalinienne, suivies par vingt années de privatisations-destruction de la propriété d'État par les héritiers de la bureaucratie ouvertement reconvertis à “l'économie de marché”, le fil de la continuité avec octobre 1917 ne fut jamais rompu. Comment comprendre, sinon, l'acharnement avec lequel les héritiers mafieux de la bureaucratie stalinienne qualifient, encore aujourd'hui, de “trotskysme” toute expression de la lutte de la classe ouvrière en ex-URSS, cherchant la voie de la reconquête des conquêtes d'octobre 1917 (en particulier en formulant le

(1) La traduction en français de cet article a été publiée par les *Cahiers du mouvement ouvrier* (n° 45, janvier, février, mars 2010), publication éditée sous la direction de Jean-Jacques Marie.

mot d'ordre de "renationalisation", comme des ouvriers de nombreuses usines (2) ont commencé à le faire) ? Faut-il rappeler qu'à la suite de la première grève dans l'usine automobile géante AvtoVaz, à Togliatti (Russie), le 1^{er} août 2007, tant les colonels du FSB (ex-KGB) que les porte-parole du Kremlin à la commission des affaires sociales de la Douma invoquaient publiquement un "*complot trotskyste*" comme étant à l'origine de la grève ?

Certes, il est depuis 1991 très à la mode, dans les sommets du mouvement ouvrier, de marteler que la chute de l'Union soviétique a signifié le triomphe de "l'économie de marché", du prétendu néolibéralisme (autant de "cache-sexe" utilisés pour ne pas parler du régime capitaliste agonisant, fondé sur la propriété privée des moyens de production).

Comme on le lira dans ce numéro de *La Vérité*, cette propagande acharnée (visant à justifier la prise en charge directe de la politique des capitalistes par les partis issus de la social-démocratie et de la crise du stalinisme) a été relayée par un certain nombre de courants, qui, jusqu'à récemment (voire aujourd'hui encore), se revendiquaient de l'héritage de Trotsky et de la IV^e Internationale.

«Faut-il renoncer au programme de la révolution prolétarienne ?»

Au nom de l'"*écossocialisme*" et du "*dépassement du capitalisme*", revendiqués par le congrès mondial du "Secrétariat unifié", il faudrait renoncer à la lutte de classe et à la perspective historique de la prise du pouvoir par la classe ouvrière...

Au nom d'une "V^e Internationale" sans programme ni contours (et qui ne verra probablement jamais le jour), il faudrait renoncer à la IV^e Internationale, et l'on entend les amis d'Alan Woods expliquer docement que

"la IV^e Internationale n'existe plus, comme organisation. Les groupes qui s'en réclament (et il n'en manque pas) n'ont ni masses, ni idées correctes, ni même un drapeau sans tache."

Répondons à une question : faut-il renoncer ? Faut-il renoncer au programme de la révolution prolétarienne, au programme de la IV^e Internationale et à son drapeau ? Faut-il remiser au musée de l'histoire cet héritage laissé par Léon Trotsky ?

Le programme de la IV^e Internationale, rédigé par Léon Trotsky et adopté par la conférence de fondation de la IV^e Internationale s'ouvre par l'affirmation suivante :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Pour les marxistes, la théorie n'est "*pas un dogme, mais un guide pour l'action*" (Lénine). Si les faits avaient contredit cette analyse vieille de soixante-douze ans, nous n'hésiterions pas une seconde à la reformuler.

Mais, oui ou non, la crise du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production menace-t-elle d'emporter la civilisation humaine tout entière dans une catastrophe ? Et, oui ou non, tout dépend de la classe ouvrière, de sa direction, et donc de son avant-garde révolutionnaire ?

"*L'économie américaine : un patient en état de mort clinique*", titre l'hebdomadaire russe *Argumenty Nedeli* (8 avril 2010), soulignant :

"Ce que tous taisent. Quasiment personne ne parle à voix haute de la situation qui se dégrade aux Etats-Unis. Ces économistes, que tout le monde comprend, sont tout simplement effrayés. Ils voient bien eux-mêmes la catastrophe à laquelle peut conduire le fait qu'une économie représentant 25 % du PIB mondial se trouve en situation de paralysie, et de fait en état de chute libre."

Le rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi du Bureau international du travail (BIT) note que la crise a fait exploser le chômage dans le monde entier.

"*Le nombre de sans-emploi dans le monde a atteint près de 212 millions en 2009, en raison d'une hausse sans précédent de 34 millions par rapport à 2007, à la veille de la crise économique mondiale*", indique le BIT. La crise y a fait "*près de 12 millions*" de nouveaux chômeurs pour la seule année 2009, ajoute le rapport, selon lequel le secteur industriel a été plus particulièrement frappé.

Au moment même où ces chiffres sont annoncés, ceux des dépenses mondiales d'armement battent tous les records, tandis que les sommets de l'administration américaine ne cachent plus les menaces de plus en plus directes contre l'Iran (3).

(2) Citons entre autres : les usines de la ville de Pikalevo, l'usine automobile géante AvtoVaz, à Togliatti, pour la Russie, l'usine de réparation de wagons YRSTY, à Alma-Ata, ou les mines de Janaozen, au Kazakhstan, l'usine KhMZ de Kherson, en Ukraine, les usines Moldcarton et Glodeni Zahar, en Moldavie...

(3) On lira au sujet de l'Iran le dossier publié dans le n° 2 du journal politique mensuel de la IV^e Internationale (mars 2010), *Correspondance internationale*.

Qui peut nier que le maintien du régime agonisant de la propriété privée des moyens de production provoque une destruction à grande échelle des forces productives, à commencer par la classe ouvrière elle-même. Ces gigantesques destructions, qui menacent la survie même de la classe ouvrière — et, au-delà, de toute l'humanité —, sont à la base de la résistance des masses travailleuses et de leurs organisations, qui se manifeste sous toutes les formes sur tous les continents.

Et c'est bien en raison de cela que la classe capitaliste a un besoin vital de chercher, en permanence, à caporaliser, intégrer — et en fin de compte détruire — le mouvement ouvrier, les organisations de la classe ouvrière (tout particulièrement ses organisations syndicales). On lira dans ce numéro comment cette question est posée aux États-Unis et en Azanie (Afrique du Sud).

Cette offensive sans précédent visant à transformer le mouvement ouvrier — avec l'aide des relais que constituent ses sommets — en agent de la mise en œuvre de sa propre destruction pose pour la classe ouvrière l'urgente nécessité du combat pour la défense de l'indépendance de ses organisations. Ce combat s'inscrit, pour la IV^e Internationale, dans la perspective de la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe.

“L'euro n'a jamais été une monnaie”

C'est le sens de l'engagement des forces de la IV^e Internationale dans la préparation de la Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, qui se tiendra à Alger en novembre 2010, à l'appel conjoint de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et du Parti des travailleurs d'Algérie.

Depuis que cet appel a été lancé, se sont produits de nouveaux développements dans la crise du régime capitaliste. Des développements qui frappent de plein fouet l'Europe, le “Vieux Continent”, celui qui a vu se développer le régime capitaliste dans sa phase ascendante, celui qui a été le berceau du mouvement ouvrier. Il n'est pas exagéré d'affirmer que ce premier semestre 2010 est marqué par l'effondrement du continent européen, en proie à des processus de balkanisation.

Réunie le 27 mars à Paris, une conférence des directions des sections européennes de la IV^e Internationale établissait le constat suivant :

« *L'explosion en cours de l'Union européenne manifeste l'impasse absolue de la prétendue réorganisation capitaliste du continent européen entreprise sous la houlette de l'impérialisme américain. Sous prétexte de lutter contre l'effondrement en cours, pour la défense de l'euro victime d'une spéculation effrénée, Bruxelles (dont les institutions sont elles-mêmes en pleine crise) accélère, dans un ultime effort, la pression sur tous les gouvernements pour qu'ils adoptent dans l'urgence des plans d'ajustement assassins contre leurs peuples. Et tous se sont accordés pour entériner, avec le prétendu compromis pour “secourir” la Grèce réalisé jeudi 25 mars, l'appel au FMI. Un appel qui sonne comme un échec de l'Union européenne, contrainte d'appeler à son secours l'institution basée à Washington.*

Toutes les pressions dislocatrices exercées par les marchés financiers en pleine crise, loin de se limiter aux États dont les économies sont les plus fragiles, ébranlent tous les États européens et convergent brusquement pour se concentrer sur l'impérialisme européen le plus puissant, donc le plus dépendant de l'effondrement du marché : l'impérialisme allemand.

La faillite de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne devient immédiatement un problème interne à l'impérialisme allemand, qui lui fait obligation d'engager une nouvelle offensive (qu'il craint par-dessus tout, en raison de la fragilité de son édifice gouvernemental ébranlé par l'affaiblissement du SPD, qui a subi en octobre dernier une perte de 6 millions de voix) contre le prolétariat le plus concentré et encore le plus organisé d'Europe, vingt ans après la réunification. »

Revenons quelques mois en arrière. Début janvier, les “agences de notation” privées, qui, au compte de l'Union européenne, “surveillent” l'état des déficits publics, attribuent une “mauvaise note” à la Grèce, conduisant les institutions européennes à exiger la mise en place d'un plan de rigueur jamais vu. A la mi-février, des informations publiées par la presse révèlent que la banque d'affaires américaine Goldman Sachs (et d'autres) ont aidé au maquillage des déficits publics de la Grèce.

« *Le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ont eux aussi “optimisé” leurs comptes avec l'aide de Goldman Sachs, JP Morgan, Barclays ou encore feu “Lehman Brothers” (...). La France n'a pas été absente du jeu » (Le Monde, 19 février).*

Soumis au diktat incessant de l'Union européenne et son pacte de stabilité, exigeant la “réduction des déficits publics”, les États ont “revenu au marché (leurs) créances sous forme de titres financiers pour se débarrasser de (leur) dette (...). Si l'État semble gagnant à court terme, il peut être contraint par la banque de rembourser des intérêts beaucoup plus lourds à long terme” (Le Monde).

Les mêmes banques américaines qui ont “aidé” les États européens à camoufler leur endettement ont lancé des opérations spéculatives contre ces mêmes États, révélant alors leur “déficit excessif” ! C'est ce qui s'est produit, conduisant à la mise en faillite de la Grèce.

La survie du régime de la propriété privée des moyens de production en décomposition — et, singulièrement, le capital financier des États-Unis — exige, pour préserver les profits gigantesques de

la spéculation, de passer à une nouvelle phase : la faillite des Etats (précisons : il s'agit là de la mise en faillite des vieux Etats impérialistes du continent européen), puis leur "mise sous tutelle".

"L'Union européenne met la Grèce sous pression" (Associated Press, 16 février).

"Athènes a désormais un mois pour commencer à tirer des économies du gel des salaires des fonctionnaires ou, notamment, de la réforme des retraites et de l'assurance maladie. Les 16 pays de la zone euro avaient annoncé qu'ils exigeraient de nouvelles mesures d'austérité (réductions des dépenses publiques, augmentation de la TVA et des taxes sur le carburant...)"

Et ce n'est pas seulement le gouvernement "socialiste" grec qui formule ses offres de service à l'application d'un tel plan : le ministre des Finances du Portugal — lui aussi membre du Parti socialiste — annonçait au même moment :

"Notre plan de redressement n'aura rien à envier à celui de la Grèce."

Les mesures prises par le gouvernement grec (en particulier la baisse générale des salaires et des pensions des fonctionnaires) sont données en exemple. Elles *"forcent l'admiration"*, selon la députée européenne socialiste Pervenche Berès, rapporteur de la commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière, économique et sociale.

Mais la mise en faillite de la Grèce a mis en lumière la crise des institutions européennes. Qui va prendre en charge le renflouement de la faillite de l'Etat grec ? D'un côté, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, et la plupart des Etats membres ont proposé l'octroi de prêts bilatéraux coordonnés à la Grèce. De l'autre, la chancelière allemande, Angela Merkel, se déclarait favorable à un recours au FMI, allant jusqu'à agiter la menace d'expulser la Grèce et les autres *"pays indisciplinés"* de la zone euro.

Cette crise a conduit l'impérialisme allemand à imposer ses vues lors du sommet européen du 25 mars. La déclaration qui, après moult convulsions, y fut adoptée, décida en premier lieu de faire appel au FMI :

"Dans le cadre d'un accord comprenant une implication financière substantielle du Fonds monétaire international et une majorité de financement européen, nous sommes prêts à contribuer à des prêts bilatéraux coordonnés."

Et d'exiger de nouvelles mesures d'une brutalité inouïe contre les travailleurs et les peuples, dont l'*International Herald Tribune* donnait le contenu en titrant (12 mars) : *"La générosité des retraites menace les budgets de l'Europe"* (4).

Fin avril, l'"économiste en chef" du Fonds monétaire international, adjoint du directeur général du FMI, le "socialiste" français Strauss-Kahn, déclarait justement la nécessité de *"se concentrer sur l'ajustement budgétaire"*. Et il ajoutait :

"Pourquoi ne pas, dans certains pays, augmenter l'âge de la retraite ? On ferait d'une pierre deux coups : outre l'assainissement des finances publiques, cet allongement de la vie professionnelle favorise une moindre épargne, et donc soutient la consommation."

On le voit, il s'agit, dans tous les pays du "Vieux Continent", de faire payer aux travailleurs (en particulier en pillant les systèmes de protection sociale, arrachés lors de la vague révolutionnaire de 1944-1945) l'effondrement des banques et des Etats.

Ce qui amène l'un des principaux analystes de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley à parier ouvertement sur un rapide *"démantèlement de la zone euro"* (15 avril 2010).

Ces processus d'explosion en cours en Europe, rappelle *La Lettre de la Vérité* (publiée par la section française de la IV^e Internationale, Courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant), était totalement inscrits, dès son acte de naissance, dans la création de l'euro :

« Revenons douze ans en arrière, à la création de l'euro. Rappelons ce que nous avons écrit à l'époque : l'euro n'a jamais été une monnaie, au sens où les monnaies nationales exprimaient un degré de développement des forces productives mises en œuvre par une bourgeoisie nationale, à l'échelle d'une nation, et servaient à ajuster les conditions de l'échange entre cette économie nationale et le marché mondial.

L'euro, "monnaie unique" mise sous le seul contrôle d'une BCE "indépendante" de tous les Etats de l'Union européenne, est donc en réalité uniquement dépendante du marché et de sa principale institution, la Réserve fédérale de l'impérialisme le plus puissant : les Etats-Unis. Sa création a représenté un acte majeur dans l'abdication de chaque Etat européen quant à sa souveraineté. L'euro n'avait pour seules fonctions que d'écraser le "coût du travail", devenu la seule "variable d'ajus-

(4) Notons au passage qu'à la veille du sommet européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) a adressé un *"message à l'Union européenne et aux chefs de gouvernement"*. Dans ce message, la CES prône *"une forte volonté d'agir ensemble, afin que les marchés ne puissent diviser et régner, et détruire l'euro"*. Ainsi, pour la CES, il faudrait "ensemble" sauver l'euro ! Et la CES décline ensuite diverses propositions, dont celle-ci : *"Toute réforme des systèmes de retraite doit être basée sur le dialogue social et sur les accords."* Donc, accord pour une nouvelle offensive dans toute l'Europe contre les retraites. Mettant en œuvre son message, la CES a signé, le 25 mars, un accord avec le patronat européen. Dans le résumé qu'elle en fait, on lit : *"L'Europe doit augmenter les taux d'emplois en cette période de vieillissement démographique"*, c'est-à-dire pousser les travailleurs âgés à travailler de plus en plus tard.

tement”, et d'aider le capital financier à broyer les économies nationales pour ouvrir aux groupes dominants (majoritairement américains) les parts de marché qu'ils convoitaient.

L'euro, douze ans après sa création, a fait son œuvre, il a disloqué toutes les économies européennes. Il a accentué toutes les “divergences” existant entre elles, en retirant à chaque Etat le pouvoir d'ajuster la parité de sa monnaie. Il a disloqué dans chaque pays le fragile équilibre issu de l'après-guerre. L'euro et le traité de Maastricht, dont il est indissociable, ont accéléré l'œuvre de destruction — engagée au nom de la “rationalité” économique d'une prétendue Europe unie — de secteurs entiers de la production. L'industrie n'a pas été seule à en faire les frais. Le réseau serré des services publics, des transports en commun, des établissements hospitaliers est en voie de dislocation. Des agricultures entières ont disparu. Quand les campagnes grecques ou portugaises brûlent, c'est l'expression la plus éclatante de ce travail “civilisateur”...

Jamais le sort de tous les peuples d'Europe n'a été aussi étroitement relié, jamais le sort du retraité grec, du travailleur du bâtiment espagnol, du fonctionnaire portugais n'a été aussi étroitement relié à celui de l'ouvrier métallo allemand. »

Le résultat de douze années d'euro manifeste de façon tragique l'incapacité absolue d'unifier l'Europe dans le cadre du régime décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Aussi, la résolution adoptée par les sections européennes de la IV^e Internationale soulignait :

“Pour nous, le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe — qui rassemble toutes les sections européennes de la IV^e Internationale — doit prendre à chaque étape du développement de la crise une forme concrète qu'il nous revient d'élaborer.”

C'est tout le sens de la conférence ouvrière européenne d'urgence, convoquée les 19 et 20 juin à Berlin par vingt militants ouvriers allemands, dont les sections européennes de la IV^e Internationale sont pleinement partie prenante, aux côtés de militants ouvriers de toutes origines.

D'autant que les processus d'effondrement de l'Europe sont gros des pires menaces contre les peuples et les travailleurs. L'appel des militants allemands à la conférence ouvrière d'urgence des 19 et 20 juin soulignait en particulier :

« Nous sommes scandalisés par les déclarations et discours chauvins et ouvertement xénophobes tenus en Allemagne contre les peuples grecs et portugais, et si nous en croyons les communiqués de presse, une campagne similaire se développe dans vos pays contre le peuple allemand. Nous pensions tous que cette sorte de démagogie appartenait au passé. Et cela se produit juste au moment où notre gouvernement décide, comme si de rien n'était, de renforcer le contingent allemand sous commandement de l'OTAN en Afghanistan, violant délibérément le serment du peuple allemand : “Plus jamais la guerre !” Où allons-nous ? Nous accusons tous ceux qui, pendant des années, ont tenu des discours sur “la paix, l'amitié et la fraternité parmi les peuples” pour justifier les sacrifices que l'Union européenne et l'euro exigeaient des travailleurs. Nous les accusons parce que ce sont eux qui, aujourd'hui, tiennent ces discours chauvins ou en sont les instigateurs. »

Une offensive sans précédent de dislocation des nations, de balkanisation, est en cours.

Au lendemain des élections législatives en Hongrie, dans un texte livrant leurs réflexions, les partisans de la IV^e Internationale dans ce pays de la région balkano-danubienne expliquent ceci :

« Les listes présentées par Jobik ont réuni 16,71 % de voix, ce qui, rapporté au nombre d'électeurs inscrits, représente 10 % des électeurs.

Utilisant la situation sociale tragique des masses pour tenter de diviser les travailleurs avec sa rhétorique anti-tzigane raciste et ses appels aux pogromes, Jobik cherche à pousser les travailleurs hongrois à considérer que leur ennemi, c'est le Tzigane, le Slovaque ou le juif... plutôt que le FMI, l'Union européenne et les grandes multinationales capitalistes. Signalons que, comme dans tous les autres partis, on retrouve à la tête de Jobik d'anciens dignitaires de la bureaucratie de l'ancien régime.

Nous disons : ce n'est pas le peuple hongrois qui est responsable de l'émergence d'un tel parti. La principale responsabilité incombe aux gouvernements MSZP (5), qui, en appliquant servilement la politique de l'Union européenne et du FMI, en privatisant-détruisant à tour de bras, en laissant faire les atroces pogromes anti-tziganes qui ont coûté la vie à 17 hommes, femmes et enfants en 2009, ont laissé la place à ce parti raciste.

Mais qui se cache derrière Jobik ? Jobik tire ses moyens financiers des cercles de l'émigration hongroise réactionnaire installée aux Etats-Unis. Nous rappelons qu'il y a vingt ans, en Yougoslavie, s'appuyant sur les différentes fractions “nationales” de la bureaucratie, l'impérialisme a constitué des bandes armées pour tenter de dresser les peuples de Yougoslavie les uns contre les autres, pour les faire s'affronter dans des guerres sanglantes, seul moyen de mettre un coup d'arrêt à la mobilisation

(5) Les élections législatives en Hongrie ont été marquées par la défaite cinglante du Parti socialiste (MSZP), principal parti héritier du parti unique de la bureaucratie hongroise. Au pouvoir depuis 2002, ce parti a successivement présidé à l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne (2004), à sa mise sous tutelle du FMI en 2009, conduisant, malgré la résistance des travailleurs et des paysans hongrois, à ce qu'un tiers de la population se trouve aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

des masses contre les plans du FMI. Voici ce qu'écrivait, il y a quinze ans, un expert américain, Criton Zoaka, économiste de Polyconomics : "En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI (avec qui l'ancienne bureaucratie yougoslave avait passé des accords dès les années 1970 — NDLR) a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre les thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Quand la thérapie de choc initiale du FMI a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées et d'autres actions ouvrières (...). En général, les gens ne se tournaient vers des solutions ethniques que lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale a été détruite. Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail."

Qui a intérêt à pousser à la "balkanisation" ?

N'est-ce pas ce sinistre scénario que l'on cherche à répéter aujourd'hui ? D'où la nécessité de Jobbik, de la "Garde hongroise", etc. ? N'est-ce pas ce sinistre scénario qui se profile derrière les gesticulations des gouvernements slovaques et hongrois poussant aux incidents "ethniques" entre nos deux pays ? D'ailleurs, le directeur du centre culturel slave de Komarno, en Slovaquie, cité dans un journal français, commentant la loi remettant en cause les droits démocratiques de la minorité hongroise — qu'il ne condamne pourtant pas —, déclare : "Avec des extrémistes de chaque côté, ce petit jeu politique est dangereux. Ça a commencé comme ça au Kosovo !" Parfaitement exact, mais qui donc a intérêt, comme au Kosovo, à pousser les "extrémistes" des deux côtés de la frontière ?

Partisans de la IV^e Internationale en Hongrie, combattant pour l'unité de toute la classe ouvrière, indépendamment de la nationalité, nous nous prononçons contre toute manipulation de la question nationale visant à diviser les travailleurs.

Partisans de la IV^e Internationale en Hongrie, nous affirmons : il ne peut y avoir de solution démocratique à la question nationale dans le cadre des Etats existants, car les traités impérialistes ont été établis pour faire en sorte qu'un peuple comme le peuple hongrois soit majoritaire en Hongrie, minoritaire en Roumanie, en Slovaquie et en Serbie... C'est le cas de la quasi-totalité des peuples de la région balkano-danubienne. C'est pourquoi nous réaffirmons, dans la tradition du mouvement démocratique et des Internationales ouvrières, que la seule solution démocratique est la Fédération des peuples des Balkans et du Danube, garantissant à toutes les nationalités et à toutes les minorités nationales leurs droits démocratiques, le droit de pratiquer leur langue, leur culture, dans l'unité et la fraternité (...). Nous nous opposons à la décision du gouvernement slovaque, agent de l'Union européenne, de remettre en cause les droits démocratiques de la minorité hongroise (6), car cette mesure ne vise qu'à diviser les travailleurs hongrois et slovaques de Slovaquie au bénéfice des privatiseurs et de leurs maîtres de Bruxelles et Washington. Mais nous nous opposons tout autant aux manipulations du gouvernement hongrois, qui vise à faire de cette question un prétexte pour l'union nationale en Hongrie : aucune union n'est possible entre les travailleurs hongrois et ceux qui, au gouvernement, privatisent et mettent la Hongrie sous tutelle du FMI et de l'Union européenne ! »

N'est-ce pas les mêmes processus de balkanisation, de "yougoslavisation", provoqués par l'impérialisme qui visent à disloquer et décomposer les classes ouvrières non seulement des nations d'Europe centrale et orientale, mais aussi en Italie, en Belgique, dans l'Etat espagnol, et en France au nom de la "régionalisation" imposée par l'Union européenne ?

Mais, pour notre part, aussi difficile que soit la situation pour la classe ouvrière, nous restons fermement convaincus de l'actualité du programme de la IV^e Internationale, qui affirmait, voilà près de 72 ans :

"Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa cowardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens trahés qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs."

Et ajoutait :

"L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

C'est toute la responsabilité de la IV^e Internationale dans la situation ouverte en Europe — comme dans le monde entier : aider les masses à prendre en main leur propre sort, les aider à se saisir des

(6) Il s'agit d'un projet de loi du gouvernement slovaque qui vise à interdire, sous peine de lourdes amendes, l'utilisation de la langue hongroise dans l'administration (alors que ce droit était garanti jusqu'à présent à la forte minorité nationale hongroise de Slovaquie).

organisations qu'elles ont construites pour réaliser leur unité et surmonter l'obstacle de la politique contre-révolutionnaire des appareils.

La résolution adoptée par les directions des sections européennes de la IV^e Internationale réunies le 27 mars affirmait de ce point de vue :

“Dans une situation où la classe ouvrière, malgré les coups reçus, n'a pas subi de défaite politique majeure, que ce soit en Allemagne ou dans toute l'Europe, la question de l'association des directions du mouvement ouvrier (la collaboration des partis sous les différentes formes possibles et l'engagement des directions syndicales dans un étroit processus d'intégration à la mise en œuvre des plans de rigueur) est la question centrale. Qu'en première ligne, dans le choc qui s'engage, nous trouvions le PASOK, le PSOE, le PSP et la direction du mouvement syndical en Allemagne est une expression de cette impérieuse nécessité. L'accord de blocage des salaires et d'accompagnement social des suppressions d'emplois signé par l'IG-Metal (le syndicat allemand des travailleurs de la métallurgie — NDLR) était une condition pour Merkel. Il est la traduction du soutien que lui apporte la direction de l'appareil du SPD et il concentre désormais, compte tenu de la situation dans le pays, une grande partie des problèmes.”

“La marche à la crise révolutionnaire est ouverte”

C'est le problème posé, en France, par la section française de la IV^e Internationale, engagée dans la construction du Parti ouvrier indépendant. Dans une résolution de sa direction, adoptée le 10 avril, le Courant communiste internationaliste du POI affirmait ainsi :

“Il ne s'agit pas de faire un pronostic sur les événements à venir, mais d'enregistrer le fait suivant : aux yeux d'une large couche de militants ouvriers, ce qui s'est passé au CCN (7) montre que le carcan corporatiste n'a pas encore enserré dans ses griffes l'ensemble des organisations ouvrières pour les détruire, que l'unicité n'est pas la voie de passage obligée. Une brèche peut s'ouvrir, dans laquelle le mouvement de la classe cherchera à passer. Loin d'atténuer l'importance de la politique indépendante mise en œuvre par la section française de la IV^e Internationale, cette situation met au contraire en évidence la responsabilité majeure qui est la nôtre. La situation présente s'inscrit dans ce que nous avons analysé dans les précédentes résolutions : la marche à une crise révolutionnaire ouverte. C'est un fait qu'en haut, on ne peut déjà plus gouverner comme avant. Qu'en bas, il devient de plus en plus insupportable aux masses d'être gouvernées comme avant. Qu'il s'agisse de l'école, de la Sécurité sociale, des hôpitaux, de La Poste, de l'industrie, ce gouvernement aux ordres de l'impérialisme avec l'appui des appareils entreprend de tout détruire à un rythme accéléré, en particulier tout ce qui est issu de la lutte de classe des soixante dernières années et même en remontant beaucoup plus haut. Ils le font dans un consensus qui se décline aussi bien sur la question des retraites que dans les régions et départements. Mais ils le font tenaillés par une question : jusqu'à quand les choses tiendront-elles ? Jusqu'à quel point sera-t-il possible de poursuivre ? C'est en particulier l'incertitude sur ce gouvernement Sarkozy, dont la fragilité apparaît chaque jour plus dangereuse. Et à l'intérieur de ce dispositif, c'est l'interrogation sur la capacité d'une direction du PS, et plus encore d'un Thibault, de tenir la situation. Jusqu'à quand ?

C'est là que se situe notre responsabilité (...). Cependant, dans une situation dont nous considérons qu'elle est plus que jamais favorable à la construction d'un parti révolutionnaire par la transition de la construction du Parti ouvrier indépendant, dans une situation qui, contradictoirement, est marquée par les coups portés contre la classe, dans une telle situation, comment avancer ?”

C'est tout l'enjeu, en France, de la construction du Parti ouvrier indépendant (POI), combattant pour aider à la réalisation de l'unité, par la constitution de comités politiques contre le “consensus” visant à associer les organisations ouvrières à la contre-réforme des retraites, et aidant la classe ouvrière à se saisir de tous les points d'appui dans les organisations de la classe (politique de front unique).

Ces questions fondamentales sont posées au cœur de l'appel à la conférence ouvrière d'urgence de Berlin. Les militants ouvriers allemands qui en sont à l'initiative précisant :

« Il y a parmi nous des militants du SPD, des anciens militants du SPD, des responsables de syndicats... Nous sommes convaincus que ni Merkel (CDU) ni Gabriel (SPD) ne répondront aujourd'hui aux exigences les plus vitales des travailleurs.

(7) Allusion à la résolution du Comité confédéral national de la CGT-Force ouvrière (la centrale syndicale réformiste) du 1^{er} avril, réaffirmant “sa proposition aux autres organisations d'un appel à une grève franche interprofessionnelle de 24 heures pour obtenir satisfaction. En tout état de cause, le CCN affirme que la CGT-Force ouvrière ne laissera pas voter une réforme des retraites contraire aux intérêts des salariés du public comme du privé sans appeler à la mobilisation de toute la classe ouvrière.” Et cela au moment où le gouvernement Sarkozy prétend réaliser le “consensus” des partis se réclamant de la classe ouvrière et des organisations syndicales sur son plan de destruction des régimes de retraite, aidé en cela par les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste français, et par le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault. Interrogé récemment par le journal *Nord-Eclair* : “Ne pensez-vous pas qu'une réforme du système des retraites est indispensable ?”, celui-ci répondait : “Bien sûr, et personne n'en conteste la nécessité.”

Nous ne pensons pas nous tromper en disant que la majorité des travailleurs de vos pays ne nourrit pas non plus de grands espoirs dans Papandréou, Zapatero, Socrates..., tous des gouvernements à majorité social-démocrate. Et pourtant, les travailleurs sont nombreux qui ont salué leur accession au pouvoir, car ils attendaient que des représentants des vieux partis ouvriers fassent une autre politique, celle pour laquelle ces partis ont été construits.

Tout gouvernement persistant à vouloir conduire une politique dans le cadre du carcan de l'Union européenne, de l'euro et de la satisfaction des exigences des banquiers et des spéculateurs ne peut que renoncer à toutes les prérogatives de la souveraineté des peuples, aux exigences les plus élémentaires de la démocratie. Il ne peut que jouer l'apprenti sorcier pour tenter de frapper plus durement la population laborieuse.

Il n'y aura pas d'issue sans rupture avec ce cadre.

La rupture est la condition pour construire à l'échelle du continent la coopération indispensable à laquelle nos peuples aspirent pour s'engager dans une réorganisation rationnelle de la production. Une coopération qui ne peut être que celle de gouvernements se libérant du carcan de l'Union européenne, des manipulations monétaires liées à l'existence de l'euro, de la dictature du capital financier ; la coopération de gouvernements qui aient l'audace de mettre sous leur protection l'industrie, de rétablir les services publics et toute l'infrastructure publique, et qui, de cette manière, assurent la survie de millions de familles de travailleurs.

Notre sort n'a jamais été aussi étroitement lié. C'est la raison pour laquelle nous prenons l'initiative de vous inviter immédiatement à une première rencontre, dans l'objectif d'une collaboration suivie face aux tâches auxquelles nous sommes confrontés.

Il est impensable de laisser à nos ennemis l'avantage de la collaboration qu'ils organisent dans les instances européennes contre nos peuples. Elaborons nous-mêmes le "pacte ouvrier", afin de mieux pouvoir nous affirmer dans les combats qui sont immédiatement devant nous. »

Pour les militants et les sections de la IV^e Internationale en Europe, cette conférence d'urgence s'inscrit pleinement dans le regroupement des forces du mouvement ouvrier qui entendent préserver l'indépendance absolue de celui-ci face à toutes tentatives de l'enchaîner à la mise en œuvre des plans du régime capitaliste à l'agonie. Ce sera une étape majeure, sur le continent européen, pour la préparation de la Conférence mondiale d'Alger contre la guerre et l'exploitation.

La Vérité

Afrique du Sud : que révèle le débat sur la nationalisation des mines ?

Par Benoît MARIUS

L'article qui suit, fondé sur une analyse de la situation en Afrique du Sud, notamment à partir des documents officiels et des éléments de discussion dans l'ANC, rendus publics, s'appuie également sur les récentes déclarations et documents du Parti socialiste d'Azanie (SOPA) à ce sujet. Il vise à développer la discussion sur les problèmes actuels du combat de la classe ouvrière noire pour son émancipation et des liens entre la question nationale et la question sociale.

QUINZE ANS APRÈS L'ÉLECTION DE MANDELA, L'APARTHEID N'A PAS DISPARU

Le Monde publiait récemment un article décrivant le handicap de l'économie sud-africaine lié aux "inégalités héritées de l'apartheid" :

"La première économie du continent africain — un PIB de 216 milliards d'euros en 2008 — est en permanence écartelée par son histoire, qui continue à osciller entre le monde développé et le tiers-monde",

estime Azar Jammine, directeur du bureau d'études économiques Econometrix, à Johannesburg.

"En instituant pendant plus de quarante ans un système d'exploitation de la

population noire (80 % des habitants) par la minorité blanche, le régime de l'apartheid, tombé en 1991, a accentué cette dualité."

Pourtant, précise ce journal,

« le pays jouit de ressources minières considérables, qui lui assurent des réserves de change importantes. En menant une politique fiscale et monétaire prudente depuis 1994, les autorités ont limité le niveau de la dette et de l'inflation. Elles ont su rassurer les investisseurs locaux et étrangers (...). L'isolement international de Pretoria avait conduit les dirigeants de l'apartheid à favoriser l'éclosion de "champions nationaux" dans les secteurs bancaires, miniers ou de la grande distribution. Ces entreprises investissent aujourd'hui au-delà des frontières et bénéficient d'un marché intérieur important. Les 50,7 millions d'habitants disposent d'un revenu moyen élevé, comparé à celui d'autres économies émergentes. Mais le pays est l'un des plus inégalitaires au monde. Seules 7 millions de personnes, composées par l'élite blanche et la nouvelle classe moyenne noire (les "black diamonds") ont des salaires confortables et un accès à l'éducation et à la santé. Ils s'endettent ainsi fortement pour consommer, contribuant au faible taux d'épargne national. En bas de l'échelle sociale, 43 % des Sud-Africains vivent avec moins de 1,5 euro par jour. »

Le développement économique sous l'apartheid reposait sur un système autarcique, qui bénéficiait de ressources mi-

nières exceptionnelles et de l'exploitation forcenée de la force de travail noire. C'était une économie tournée vers l'exportation de ses ressources minières, et qui attirait les investissements étrangers.

Après la chute de l'apartheid, selon ce journal, le système est resté tourné vers les exportations de matières premières sans développer une véritable économie nationale répondant aux besoins intérieurs. Les investissements étrangers ont été encouragés par les politiques de privatisation et de déréglementation mises en place à la fin des années 1990 par le gouvernement de l'Alliance regroupant l'African National Congress, ANC, parti de Nelson Mandela, le Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP) et la COSATU (Congrès des syndicats sud-africains, centrale syndicale fondée par l'ANC). Les masses ouvrières et paysannes ont continué à être écrasées par les politiques visant à limiter la dette et l'inflation, et à attirer les investisseurs étrangers. Cette politique dictée, comme nous le verrons par la suite, par les multinationales anglo-saxonnes, avait pour conséquence nécessaire de laisser en place l'organisation économique fondée sur l'exploitation de la majorité noire par la minorité blanche.

La crise mondiale du capitalisme n'a rien arrangé. En 2009, un million de travailleurs ont perdu leur emploi, le chômage touche officiellement 24,5 % de la population, 40 % selon les syndicats.

“La majorité de la main-d'œuvre est difficilement employable, car peu qualifiée.”

Les contradictions inhérentes au capitalisme s'expriment d'une manière particulièrement aiguë dans un pays où, selon la presse officielle elle-même, l'économie est toujours fondée sur l'exploitation brutale de la majorité noire par la minorité blanche.

LA NATIONALISATION DES RICHESSES DU PAYS ET LE COMBAT CONTRE L'APARTHEID

Le 2 juillet 2009, à l'issue d'un meeting des jeunes de l'ANC, Julius Malema, président de l'ANCYL (Ligue de la jeunesse

de l'ANC), a lancé un appel au gouvernement du président Jacob Zuma, élu en 2009, pour qu'il nationalise les mines en Afrique du Sud et empêche les licenciements liés à la crise économique :

“Aujourd'hui, alors que les forces impérialistes acceptent les faillites du capitalisme, nous devrions demander si le temps n'est pas venu pour le gouvernement de s'assurer que l'Etat possède les mines et les autres moyens de production comme c'est demandé dans la Charte de la liberté.”

Le site Miningmx (site d'information représentant les intérêts des patrons du domaine minier) rapporte ainsi les propos de Susan Shabangu, ministre des Ressources minérales :

“Nous n'allons surtout pas nationaliser les mines (...). Le débat qui se mène ne changera pas du tout la politique du gouvernement. C'est sans doute un sujet de préoccupation pour les investisseurs, mais je veux les assurer qu'en tant que gouvernement, nous n'allons pas dans cette direction. L'Afrique du Sud qu'ils ont connue hier est la même aujourd'hui et rien ne changera. Cela ne pose pas problème.”

Mzolisi Diliza, dirigeant de la Chambre des mines (importante organisation regroupant le patronat du secteur minier), déclarait que le gouvernement n'avait pas les moyens de racheter le secteur minier à hauteur de 2 000 milliards de rands (la monnaie sud-africaine). Cela semblait réglé : le gouvernement ne nationalisera pas, les patrons disent que c'est impossible, car l'Etat n'a pas les moyens de racheter les avoirs des compagnies minières. Pourtant, depuis juillet, le débat ne cesse de prendre de l'ampleur. Pour comprendre, il faut revenir sur la place particulière des ressources minières en Afrique du Sud et dans le combat contre l'apartheid.

Dans un document de l'ANCYL, on peut lire :

“L'Afrique du Sud est l'endroit où l'on trouve les réserves de minerais essentiels et les plus diversifiés au monde, et cela va des métaux du groupe du platine (70 %), de l'or (40 %), du manganèse (70 %), au chrome (70 %) et 54 autres minerais. L'Afrique du Sud est le plus grand producteur et exportateur de chrome et de vanadium, le leader dans la production d'or et de diamant naturel, de ferrochrom

me, de platine (88 % des réserves mondiales de base des métaux du groupe du platine), de manganèse (80 % des réserves mondiales de base de minerai), des carburants liquides de synthèse et des produits pétrochimiques dérivés du charbon. L'Afrique du Sud est le deuxième producteur mondial d'antimoine (8 % de la production mondiale) et de titane (troisième exportateur mondial), le troisième exportateur mondial de charbon et un producteur important de cobalt, de cuivre, de minerai de fer, de plomb, de nickel, d'argent, d'uranium, de zinc, de zircon, d'agrégat et de sable, d'andalousite (silicate d'aluminium), d'amiante, de pierre de taille, de fluorite, de chaux, de calcaire, de phosphate, de soufre et de vermiculite (...). L'Afrique du Sud fait partie des cinq principaux pays en termes de réserves et occupe le premier rang pour les réserves d'andalousite, de chromite, d'or, de manganèse, des métaux du groupe platine et du vanadium. De Beers, le géant sud-africain de la mine, comptait pour 94 % de la production de diamant du pays et contrôlait 80 % du marché mondial du diamant brut. L'industrie minière, sans compter l'exploration, les structures de recherche et de développement, et les personnels de la direction générale, employait 2,9 % de la population active d'Afrique du Sud, (...) et elle est passée à 8,9 %, pour atteindre le chiffre de 495 474 employés en 2007."

Les minerais représentent 47 % des exportations du pays et un mineur est payé entre 200 et 400 dollars par mois (en comparaison, un mineur canadien reçoit 2 600 dollars). L'essentiel de ces ressources est exploité par des multinationales étrangères : l'Anglo-American Corporation, basée à Londres, et la BHP-Billiton, basée à Melbourne, avec des capitaux australiens et hollandais. La fin de l'apartheid n'a pas inquiété outre mesure ces multinationales, qui se sont enrichies sous le régime de l'apartheid. La commission Vérité et Réconciliation, mise en place pour juger les crimes de l'apartheid, avait dédouané nombre de responsables blancs et, surtout, ne s'en était pas prise aux multinationales qui avaient soutenu et financé l'apartheid (dont British Petroleum PLC, Chevron Texaco Corporation, Crédit suisse, Daimler-Chrysler, Deutsche Bank, Exxon Mobil, Ford, General Motors, IBM, Shell, Total-Fina-Elf) dans les domaines de la banque, du pétrole, des technologies, de l'armement, du transport et de l'industrie minière.

Ainsi, tous les mouvements de libération nationale en Afrique du Sud (il n'y a pas seulement eu l'ANC, comme une histoire réécrite voudrait le faire croire) ont été fondés sur deux revendications centrales : l'expropriation des propriétaires terriens et le partage des terres, et la nationalisation des richesses du pays, en particulier le secteur minier. News24 (un site d'information sud-africain) rapporte ainsi les propos de Malema :

"La nationalisation des mines a été inscrite dans la Charte de la liberté, et c'est donc une condition pour la direction dans l'ANC (...). Si vous n'êtes pas pour la nationalisation, vous n'êtes pas qualifié pour diriger l'ANC (...). Vous pouvez vous voter des satisfecit, mais si vous n'avez pas de pouvoir économique et social, ça n'a pas d'intérêt (...). Le Black Economic Empowerment (BBE, programme économique visant à favoriser le développement d'une minorité de financiers et de patrons noirs) a aussi été un faux-semblant, puisque les contrats du BEE étaient financés par des banques détenues par des hommes blancs (...). Nous avons le droit d'acheter des actions, mais avec quoi ? (...) Nous sommes toujours contrôlés par le capital détenu par des hommes blancs."

La Charte de la liberté a été adoptée en 1955 par l'ANC et ses alliés, qui ont tenté de l'imposer, y compris par la violence, aux autres organisations du mouvement de libération (dont la Conscience noire), comme condition et comme base de toute action commune. Cette charte affirmait :

"La richesse nationale de notre pays, le patrimoine des Sud-Africains seront restitués au peuple. La richesse minérale du sous-sol, les banques et le monopole de l'industrie seront transférés à la propriété du peuple tout entier. Tout le reste de l'industrie et du commerce sera contrôlé pour contribuer au bien-être du peuple."

On remarquera qu'à aucun moment le terme "nationalisation" ou "propriété d'État" n'est utilisé.

Cette charte demandait aussi la distribution des terres aux paysans et l'accès aux soins gratuits.

Cependant, elle niait le problème national spécifique en Afrique du Sud, en considérant les différentes composantes raciales telles qu'elles avaient été définies par le régime de l'apartheid (les Blancs, les Noirs, les métis et les Indiens) comme

constituantes d'ores et déjà d'une nation, au sein de laquelle il suffisait de faire régner l'égalité entre les différentes communautés.

En ce sens, elle niait que le combat de libération du peuple noir, et donc la constitution d'une nation souveraine et indépendante, devait prendre la forme du combat des Noirs (et des métis et des Indiens, également opprimés parce que non-Blancs) contre la minorité blanche oppresseuse, pour le pouvoir de la majorité noire, pour la république noire.

Cela constituait la base même des divergences avec le mouvement de libération de la Conscience noire (Black Consciousness Movement), qui reprochait, en outre, à l'ANC son programme de soutien au capitalisme, masqué par un discours vaguement socialisant.

Le mouvement révolutionnaire des masses exploitées noires a renversé l'apartheid au nom des revendications ouvrières qui mettaient à l'ordre du jour la remise en cause du régime d'exploitation capitaliste qui avait pris la forme particulière de l'apartheid.

Acculée, la minorité blanche devait accepter de signer en 1993 les accords de Kempton Park, qui prévoyaient certes une Constitution établissant l'égalité politique entre tous les Sud-Africains, mais laissaient en place les institutions de l'apartheid (l'armée, la police et les partis blancs invités à participer à un gouvernement d'union nationale), renonçaient aux nationalisations, garantissaient le paiement de la dette et protégeaient la propriété privée, qui restait donc aux mains de la minorité blanche.

Loin d'avoir été étouffée, la révolution azanienne est cependant restée largement inachevée.

Ainsi, la contradiction entre les aspirations révolutionnaires des masses noires, partiellement reflétées dans la Charte de la liberté, et les accords de Kempton Park, compromis laissant à la minorité blanche l'essentiel de son pouvoir économique et politique tout en accordant à l'ANC et ses alliés une place essentielle dans l'appareil d'Etat, doit nécessairement éclater.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT ANC-SACP

Selon Malema, la nationalisation doit permettre de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie, notamment en empêchant l'augmentation des tarifs de l'électricité de 35 % comme l'a annoncé la compagnie publique Eskom, qui, faute d'investissements, ne peut fournir suffisamment d'électricité.

Il pointait lui-même la crise qui traverse le gouvernement en citant Fikile Mbalula, membre de la commission nationale exécutive (NEC) de l'ANC, qui expliquait à propos des manifestations de juin dans le township de Sakhile : *“Ces gens vont renverser le gouvernement.”* Cela est d'autant plus indispensable en temps de crise, selon Floyd Shivambu, porte-parole de l'ANCYL, car

“les entreprises ont extrait des richesses du sol du pays sans développer les localités d'où ces minerais sont extraits. Ces mêmes entreprises ont aussi contribué de manière significative à l'industrialisation, à la mise en valeur et à la diversification de l'économie”.

Le *Mining Weekly*, journal de l'industrie minière, rapporte :

« Il (Shivambu) dit que la confiance de l'investisseur ne sera pas mise à mal par la nationalisation des mines du pays. “Nous allons ouvrir des possibilités d'investissement dans d'autres secteurs comme la mise en valeur des minerais, là où nous n'en avons pas les moyens.” (...) Shivambu explique que la proposition de nationalisation ne va être introduite comme un “big-bang”, mais comme une introduction graduelle de la propriété d'Etat. “Des partenariats seront formés entre l'Etat et des grandes entreprises”, a-t-il déclaré. »

Ce que propose l'ANCYL est contradictoire : à la fois exproprier les patrons des mines et, en même temps, leur permettre d'investir avec l'aide de l'Etat. Pourtant, en s'appuyant sur le programme historique du mouvement de libération des Noirs, l'ANCYL, de fait, aggrave la crise politique qui touche le gouvernement.

Le 6 juillet 2009, le porte-parole national, Jessie Duarte, écrit dans *ANC Today* (publication de l'ANC) :

“Nous nous félicitons du fait que les débats en cours autour de l'utilisation des ressources de minerais suggèrent que de nouvelles idées importantes ont vu le jour (...). Il est vrai que la nationalisation des banques, des mines et de l'industrie lourde est prévue dans la Charte de la liberté (...). Il serait malhonnête de la part de l'ANC d'espérer la voir s'engager dans un débat sans faire référence aux résolutions des conférences de l'ANC et à la Charte de la liberté comme document d'orientation (...). Il est donc important d'avoir ce débat dans le contexte de ce qui s'est passé depuis que la Charte de la liberté a été adoptée et depuis les premières élections démocratiques de 1994. En gardant présent à l'esprit que l'ANC n'a seulement réussi à mettre en œuvre qu'une de nos propositions politiques et à les transformer dans la législation depuis 1994.

La législation existe, qui transfère la propriété des gisements de minerais à l'Etat. La loi sur le développement des ressources minérales et pétrolières (Mineral and Petroleum Resources Development Act) est l'instrument qui effectue ce changement. La charte pour les mines du BEE, qui est une annexe de cette loi, a l'effet d'une loi (...). C'est un débat dont nous nous félicitons. »

Le Mineral and Petroleum Resources Development Act (MPRDA), adopté en 2002, prévoit que le sous-sol appartient effectivement à l'Etat et que celui-ci reçoit des royalties payées par les entreprises qui les exploitent. Par ailleurs, l'Etat doit détenir au moins 26 % de ces compagnies. Le BEE, mis en place par le précédent président, Mbéki, visait à favoriser l'émergence de quelques compagnies dirigées par des Noirs et à favoriser l'achat d'actions dans ces entreprises par la petite classe moyenne noire.

Mais l'association d'une minorité noire aux profits de la classe dirigeante blanche ne modifie pas le pouvoir de ceux-ci sur l'économie sud-africaine ni le fait que les masses paysannes et ouvrières exploitées sont noires. Le 25 juillet, le président Zuma déclarait devant la chambre de commerce et d'industrie de Durban :

“Le prochain changement politique devra donc être attendu lors de la 53^e Conférence nationale de Mangaung, à Bloemfontein, en 2012, qui marquera aussi les célébrations du centenaire du mouvement. C'est pourquoi nous avons

dit qu'il ne fallait pas que le débat sur la nationalisation des mines soit une raison pour quiconque de s'alarmer.”

Mais l'ANC ne peut ignorer avec la pression de sa base et du peuple noir. Le 2 septembre, Fred Gona, dirigeant de la commission parlementaire sur les ressources minières et ancien représentant parlementaire de la National Union of Mineworkers (NUM), syndicat de la COSATU, a indiqué au Parlement que le gouvernement devrait mettre en place une entreprise d'Etat réunissant les avoirs déjà détenus par l'Etat dans l'industrie minière : cela contribuerait à “des appels discrets à la nationalisation des mines”. La nationalisation ne serait envisagée que si une telle compagnie était un échec. Gona a aussi prévenu que

« si jamais on ne remédiait pas aux inégalités et aux privations, des soulèvements sporadiques contre la mauvaise qualité des services se coordonneraient pour devenir une “grave rébellion” contre l'Etat, et qui feraient ressembler les événements du Zimbabwe à une “partie de campagne” ».

Il répondait ainsi aux syndicats qui demandent que la nationalisation permette de créer des emplois et de financer des programmes sociaux. Il propose de réactiver l'entreprise minière d'Etat créée en 1944, tout en assurant qu'elle serait soumise à la même réglementation que les autres entreprises. Dans le même temps, Gona s'en est pris à la domination économique des Blancs et aux réformes antérieures :

« Les changements effectués ont été “cosmétiques”. Par exemple, les primes d'intéressement détenues par les Noirs dans les compagnies minières ont été “insignifiantes”, beaucoup de gens étant endettés et n'ayant pas reçu de dividendes depuis environ 10 ans. L'attribution de postes à des Noirs n'a été qu'un effet de façade, puisque ce n'étaient pas des postes d'encadrement, sans réel contrôle. »

Et il explique que les patrons blancs des mines privées ne doivent pas craindre les réformes du gouvernement. Ce que craint Gona, c'est la révolte des masses ouvrières et paysannes comme au Zimbabwe. L'ANC et le gouvernement sont confrontés à la fois à l'exigence des travailleurs noirs de socialisation des richesses du pays et à la pression des multinationales. Pour cela, l'ANC se déclare ouverte au débat et propose des

mesures sous le nom de “nationalisation”, qui ont uniquement pour but de faire reculer le mouvement des masses pour l’expropriation des capitalistes blancs. Le 4 novembre 2009, le *Business Day* rapporte :

« Hier, le Congrès national africain (ANC) a déclaré avec emphase qu’il n’avait aucune intention de nationaliser les mines sud-africaines, affirmant qu’aucun dirigeant de parti ne “ferait de déclaration politique” fondée sur “le sentiment”.

Pas moins de trois dirigeants du parti au pouvoir, y compris le secrétaire général, Gwede Mantashe, le vice-président, Kgalema Motlanthe, et l’adjoint du ministre des Sciences et de la Technologie, Derek Hanekom, ont fait des déclarations publiques contre la nationalisation des mines (...). Motlanthe s’est adressé à l’assemblée générale annuelle de la Chambre des mines lundi soir, tandis que Hanekom a été le principal orateur de la conférence et de l’exposition 2009 du MINE-Tech International, à Johannesburg. Mais c’est le secrétaire général de l’ANC, Gwede Mantashe — qui s’est adressé à un point de presse hier à Johannesburg, après une réunion du comité national exécutif du parti —, qui a été sans équivoque.

“Il n’y a aucune décision à l’ANC pour nationaliser les mines en Afrique du Sud, a déclaré Mantashe. La Charte de la liberté, qui est un document de l’ANC, ne dit rien au sujet de la nationalisation des mines. Elle parle de la richesse en minerais sous le sol. Nos lois actuelles parlent de gisements de minerais qui reviennent à l’Etat”, a-t-il ajouté (...).

Phosa (Mathews Phosa, trésorier général de l’ANC) a déclaré devant un public d’étrangers que si l’ANC a observé la “rumeur” que la communauté internationale avait entendue sur la nationalisation, le parti resterait sur sa ligne et poursuivrait sa trajectoire politique macroéconomique prudente sous la direction du président Jacob Zuma. Peu de temps après cela, Phosa a été la cible d’une attaque acerbe de la Jeunesse communiste de la province de Gauteng, qui l’a qualifié de “golden boy de la domination impérialiste et du capital monopoliste blanc”. »

L’ANC a immédiatement essayé de rassurer les patrons du secteur minier, dans des déclarations contradictoires.

Le 5 novembre, le journal *Mail and Guardian* (journal de la minorité blanche afrikaaner) rapportait les propos du secrétaire général de l’ANC (qui est aussi mem-

bre de la direction du SACP), Gwede Mantashe, au congrès du SAMWU (syndicat des travailleurs municipaux sud-africains), à Bela Bela. L’article, intitulé “*Mantashe en appelle à des idées sur la nationalisation des mines*”, laisse entendre que Mantashe soutient la nationalisation. En fait, il avait répété ce qu’il avait dit la veille, ajoutant que le MPRDA répondait totalement à la revendication de la Charte de la liberté. Dans son discours, Mantashe appelait à l’arrêt des discussions abstraites, demandant aux partisans de la nationalisation “*des idées concrètes*”. Tout en refusant la nationalisation, la direction de l’ANC s’est vu imposer un débat sur la nationalisation qu’elle voudrait étouffer par quelques amendements au MPRDA, laissant en place les intérêts des capitalistes blancs. Malgré la timidité de ses propositions, l’ANC est taxée par les journaux blancs de soutenir la nationalisation du secteur minier. La crise est alimentée par les restructurations en cours dans le domaine minier, où la société Xstrata, premier exportateur mondial de charbon, fusionnerait avec l’Anglo-American Corporation pour donner la plus grosse société minière mondiale dans le domaine du zinc, du platine, du charbon, du cuivre et de l’acier. Cette fusion se traduira par des suppressions massives d’emplois.

Le lendemain de l’appel de Malema, Patrick Craven, porte-parole de la COSATU, affirmait au journal *Mail and Guardian* que la COSATU soutenait un plan de nationalisation visant à créer des emplois. Dès le 7 juillet, Frans Baleni, secrétaire général du NUM (syndicat des mineurs), a apporté son soutien à Malema. Pourtant, le journal d’informations économiques *Business Report* souligne sa prudence :

« Baleni a déclaré au journal que les droits des minerais avaient déjà été nationalisés sous le gouvernement du Congrès national africain. En clair, si vous annexe les avoirs privés, vous aurez un problème, à moins qu’il y ait une volonté de vendre. Nous disons “faites ces choses d’une façon dynamique plutôt qu’en les imposant”, a déclaré Baleni au *Business Report*. »

LES “EXERCICES DE STYLE” DU SACP

Quant au SACP, il s’est officiellement rallié à la Révolution nationale démocra-

tique, défendue dans la Charte de la liberté en 1962. Il admettait à l'époque qu'il renonçait à combattre dans l'immédiat pour la révolution socialiste, celle-ci étant retardée jusqu'à la victoire complète de la première révolution, la révolution démocratique bourgeoise. Cette conception stalinienne de la "révolution par étapes" vise à faire accepter aux masses de renoncer au combat révolutionnaire sous prétexte de "l'étape" de la révolution démocratique. Depuis l'éclatement de l'appareil international contre-révolutionnaire du Kremlin, ce rôle contre-révolutionnaire des partis issus du stalinisme s'est poursuivi sous la forme d'une soumission directe à l'impérialisme dominant des Etats-Unis. *Umsebenzi* ("Le Travailleur" en bantou, langue courante parmi les Noirs sud-africains), organe du SACP, a publié plusieurs articles de Jeremy Cronin, dirigeant du SACP et ministre des Transports, qui attaque l'ANCYL et son dirigeant au nom de l'unité de l'Alliance gouvernementale et au nom des réalités économiques. On peut résumer rapidement les arguments de Cronin :

— La Charte de la liberté ne parle pas seulement de nationalisation, mais de socialisation des moyens de production via leur remise entre les mains du peuple. Cela est totalement faux, comme le rappelle *In Defence* (décembre 2009, journal publié par nos camarades du Parti socialiste d'Azanie – SOPA) :

« Ben Turok, député ANC, auteur de la clause économique de la charte en 1955, s'est récemment expliqué sur ce sujet dans un journal du dimanche : "En tant qu'auteur de la clause de la charte en 1955, je suppose qu'il me revient de faire des remarques. D'abord, le mot "nationalisation" ne figure pas dans la clause qui commence par ces mots : "Le peuple bénéficiera des richesses de la nation." La clause stipule : "La richesse nationale sera rendue au peuple, les ressources naturelles du sous-sol seront rendues au peuple et les ressources minérales du sous-sol deviendront propriété de tout le peuple." Ce que nous avons à l'esprit à l'époque était de mettre en relief le fait que le pouvoir économique des Blancs avait usurpé l'héritage historique des peuples indigènes, à qui il fallait rendre la propriété légitime. C'était cet aspect colonial contre lequel s'élevait la charte, et non pas contre la propriété privée. Il n'a jamais été dans l'intention de l'ANC de

créer une économie planifiée par le biais de la nationalisation, ni à l'époque, ni maintenant." Dans le même article, Turok reprend la même idée : "Assurément, alors que l'ANC s'orientait vers une solution négociée, il n'y a jamais eu d'allusion à la confiscation des industries clés, et cela demeure actuellement la position officielle." *Les nationalisations, qui n'ont finalement jamais vu le jour, ont été une concession arrachée à l'ANC par les travailleurs noirs. En février 2010, un camarade du SOPA écrivait : "Les deux points (nationalisation des moyens de production et distribution de la terre aux paysans noirs) ont été à l'origine d'une divergence qui a finalement amené la division de l'ANC à la fin des années 1950, ce qui a eu pour résultat la construction du Pan African Congress (PAC). Lors des négociations pour les accords de Kempton Park, la question de la terre et les débats sur l'économie sont devenus des points de désaccord lorsque le leader de l'ANC, "saint" Mandela, suivant son orientation opportuniste, l'a, au vu et au su de tous, mis sous le boisseau et a passé un compromis sur le dos de notre peuple. Alors que le document abstrait de l'ANC (la Charte de la liberté) — une abstraction due aux multiples possibilités d'interprétation contradictoires qu'elle laissait — dit que la terre appartient à tous ceux qui y habitent et que la richesse et les ressources naturelles de notre pays seront distribuées au peuple de façon égalitaire, la triste réalité est qu'une énorme part de notre terre et de ses ressources sont aux mains de propriétaires privés. Plus précisément, elle est aux mains de quelques "personnes sélectionnées", qui n'ont aucune légitimité". »*

— La simple nationalisation n'est pas un gage de prise en main des moyens de production par le peuple.

— L'économie sud-africaine est marquée par sa structure coloniale, entièrement tournée vers le pillage des ressources naturelles du pays par des multinationales.

Et Cronin de conclure :

"Et ce sont donc ces réalités systémiques qui ont besoin de transformation, et elles vont au cœur de la possibilité et de la nécessité d'une lutte patriotique, multi-classe, démocratique et, oui camarade Malema, même non raciale, pour transformer notre pays. C'est une lutte qui, bien sûr, sera conduite par les travailleurs et les pauvres, et par les aspirations et les capacités de la majorité noire. En d'autres termes, elle est au cœur de la

lutte nationale démocratique d'aujourd'hui."

Finalement, la "socialisation" sera réalisée par une révolution, certes "dirigée par les travailleurs et les pauvres", mais multi-classes et non raciale, c'est-à-dire la révolution nationale démocratique, qui, selon le SACP lui-même, ne met pas à l'ordre du jour le socialisme. Les rodomontades radicales sur la "socialisation" cachent en fait un programme très différent.

Ce programme est celui-ci :

"Une analyse des réalités systémiques qui reproduisent le sous-développement dans notre pays doit certainement nous conduire à en appeler à faire un usage plus grand des sources d'énergies renouvelables, pour l'élimination progressive des hauts-fourneaux d'aluminium et pour la renationalisation de SASOL (principale compagnie de charbon). Mais il n'est pas clair de comprendre comment la nationalisation extensive des mines contribuerait à ce point à la transformation de notre voie d'accumulation perversée. En fait, si l'Etat possédait réellement d'importants intérêts dans les mines, par exemple, nous pourrions être tentés d'éviter de regarder vers des sources d'énergie renouvelables au nom du fait qu'il faudrait conserver de mauvaises compagnies de charbon propriétés de l'Etat et profitables pour l'actionnaire."

La question noire en Afrique du Sud pourrait être résolue par le "développement des énergies renouvelables", l'abandon des gisements d'aluminium et des nationalisations dont l'importance n'est "pas claire". Cronin, qui assure "s'exprimer comme marxiste", pense que la nationalisation de l'industrie minière, construite sur la surexploitation et l'assassinat de millions de travailleurs noirs, est justifiée, mais, dit-il, la Cour constitutionnelle pourrait s'y opposer et les procès coûteraient très cher...

Cronin conclut que l'Etat renflouerait ainsi les capitalistes en difficulté (notre partisan de la socialisation exclut toute confiscation des entreprises minières) et devrait financer les mesures environnementales qu'ils refusent de prendre, sans transformer le système économique issu de l'apartheid.

Le SACP, ayant renoncé à la révolution prolétarienne, et donc à l'expropriation des capitalistes, au profit de l'unité de

l'alliance gouvernementale, considère que toute nationalisation serait une opération de renforcement des patrons, ce qui lui permet, par le recours à un pseudo-radicalisme verbal, de défendre le maintien de la propriété privée sur le secteur minier.

Dans un nouvel article, Cronin propose qu'au lieu de nationaliser, le gouvernement amende le MPRDA en vue de diminuer la durée des baux accordés aux multinationales pour exploiter le sous-sol (actuellement 30 ans) pour favoriser les investissements. Il propose aussi d'imposer un quota d'exportations effectuées par des compagnies maritimes de transport sud-africaines, pour limiter la concurrence des transporteurs étrangers et favoriser le développement du transport maritime national.

Ces mesures n'empêcheront en aucun cas les compagnies de continuer à piller les ressources du pays pour en tirer le maximum de profit et visent à empêcher la nationalisation, comme le dit lui-même Cronin :

"Rien de cela ne signifie que nous devrions simplement exclure la question de nationaliser les mines. Et le SACP ne l'a jamais exclu. Mais cela signifie que l'on n'a pas nécessairement besoin de nationaliser les activités minières pour accomplir des objectifs majeurs de transformation immédiate."

Pourtant, dans les documents adoptés par le Deuxième Congrès national spécial du SACP, on peut lire :

"Nous soutenons la résolution de la 52^e Conférence pour instituer une compagnie minière propriété de l'Etat et nous nous engageons dans le débat sur la nationalisation de l'industrie minière. Cependant, nous insistons sur le fait que tous ces développements doivent servir à la transformation du secteur minier, dont les éléments clés doivent comprendre la valorisation des produits minéraux et la transformation pour promouvoir une augmentation des offres de travail décent dans le secteur. En ce sens, le parti soutient la révision de la loi Mineral and Petroleum Resources Development Act, afin de s'assurer que la propriété d'Etat qui existe sur les ressources minérales sous le sol sert aussi cette orientation (...)."

La commission a réitéré l'appel à la nationalisation de secteurs spécifiques fait lors du 12^e Congrès national, mais fait appel au SETC pour examiner quelle

transformation dans chacun de ces secteurs nécessiterait d'avancer vers la socialisation (...).

Elle a mis l'accent sur le fait que les mécanismes du marché ne pourront pas accomplir la réforme agraire sur une échelle suffisante et elle a contresigné les documents recommandant la nationalisation de la terre comme un pas vers la socialisation. Dans le même temps, elle a établi la liste d'un certain nombre de problèmes dans le domaine foncier actuellement propriété de l'Etat et soulignant ainsi la nécessité d'une voie vers la socialisation (...).

La commission s'inquiète également du fait que la privatisation de ce qui était antérieurement des organismes quasi régulateurs dans l'agriculture commerciale ait amené une concentration du capital dans ce secteur. La commission a appelé à l'instauration d'une banque dédiée au développement rural et d'un programme de développement coopératif revitalisé. Nous devons reconnaître que la crise actuelle de marginalisation rurale par le capital crée des occasions pour le développement d'alternatives au capitalisme dans le développement rural."

Tout en posant la question de la nationalisation des mines et de la terre, le SACP limite cet appel à la constitution d'une entreprise d'Etat, n'ayant pas nécessairement un monopole, à un amendement du MRDPA, à la création d'une banque dédiée au "développement rural" et à une "alternative au capitalisme" dans l'agriculture.

Du 29 janvier au 1^{er} février, s'est tenu le comité national exécutif (NEC) de l'ANCYL. Celui-ci a abouti à l'élaboration d'un document détaillant ses propositions pour nationaliser le secteur minier et destiné à être discuté dans les instances de l'ANC. Ce document propose :

- la réorganisation de l'entreprise d'Etat en une compagnie unique contrôlant la recherche, l'extraction, la production et le commerce des minerais ;

- l'expropriation, avec ou sans rachat, en particulier pour les entreprises endettées ;

- un amendement au MPRDA prévoyant que les compagnies privées passent un contrat avec l'Etat, qui détiendrait au moins 60 % de ces compagnies ; cette mesure s'applique à toutes nouvelles

entreprises désirant exploiter le sous-sol et, jusqu'à cette réforme, aucune nouvelle licence ne peut être accordée ;

- la réforme doit associer l'ANC, le SACP, la COSATU, les organisations patronales et la Chambre des mines.

Ce texte réaffirme par ailleurs que la nationalisation doit garantir la souveraineté et permettre l'amélioration des conditions de travail et le développement de l'économie en vue de répondre aux besoins de la population, et non plus vers l'exportation des richesses du pays.

Shabangu a aussitôt déclaré lors d'une réunion rassemblant les patrons du secteur minier :

"Je peux dire que, tant que je serai en vie, il n'y aura aucune nationalisation. Peut-être quand je serai mort, mais soyez sans crainte, je ne vais pas mourir la semaine prochaine."

L'ANCYL a tout d'abord déclaré qu'elle mentait pour "essayer d'impresionner les impérialistes", alors qu'en privé, elle soutenait la nationalisation, avant d'essayer d'isoler la ministre et le président Zuma en disant que chaque membre devra appliquer les décisions de la direction de l'ANC. Jérémy Cronin et le SACP ont réagi en s'opposant à la nationalisation.

LA CRISE ACCENTUE LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ALLIANCE GOUVERNEMENTALE

A mesure que la crise de l'alliance gouvernementale s'approfondit et face à l'incapacité de chacun des partis à résoudre positivement cette crise, la situation conduit à l'éclatement de l'alliance. Malema, qui avait été sifflé par les délégués du SACP lors du congrès qui s'est tenu le 10 décembre 2009, accuse le SACP de vouloir prendre le contrôle de l'ANC et qualifie le texte de Cronin de "réactionnaire déguisé en rhétorique quasi marxiste", et comme reflétant le même sentiment de supériorité des Blancs à l'égard des Noirs que sous l'apartheid. De son côté, le SACP accuse Malema d'être un agent de l'ancien président Mbeki et d'être

"sponsorisé pour se donner des airs et perpétuer son point de vue raciste et de

révolution antinationale démocratique par des partis politiques de droite et quelques secteurs de la couche capitaliste noire”.

Lors de ce même congrès, Gwede Mantashe, secrétaire général de l'ANC et dirigeant du SACP, avait refusé de prendre la défense des membres de l'ANC hués par le congrès.

Un rapport interne à l'ANC, rédigé par le ministre Tokyo Sexwale, membre du NEC de l'ANC, pointe du doigt les problèmes politiques entre l'ANC et le SACP depuis l'incident du congrès. Sexwale fait partie de ceux qui veulent rompre avec le SACP, ou du moins obliger le SACP et sa base à s'aligner sur le programme du gouvernement dirigé par l'ANC.

Ce rapport dénonce

“les niveaux qui s'élèvent de plus en plus rapidement de tensions politiques inter et intra alliance, d'hostilité, de méfiance et de suspicion mutuelle, de campagnes de désinformation, de délation publique et autres maux qui commencent à caractériser notre existence politique au jour le jour”.

Par ailleurs, Sexwale s'était retiré de la course à la présidence de l'ANC en faveur de Zuma, mais compte bien conquérir la présidence de l'ANC en 2010. Ainsi, Mantashe est attaqué sur le fait qu'il est membre du SACP. Thenjiwe Mtintso, membre du NEC de l'ANC et du SACP, a pris sa défense publiquement ; celle-ci avait défendu en 1998 Nelson Mandela et sa réforme GEAR (plan de privatisation et de déréglementation) lorsqu'il avait été sifflé au congrès du SACP. La crise politique conduit à l'affrontement entre différents clans au sein de l'ANC et du SACP. A cela, il faut ajouter les conflits sociaux quotidiens, parfois violents (la police avait tiré l'an dernier sur une manifestation de soldats), organisés par les syndicats de la COSATU, tiraillée entre sa base et son soutien au gouvernement. Il n'y a pas de raison pour que la crise politique épargne la direction de la COSATU, bien au contraire.

Dans son éditorial du 4 février, le *Sowetan* décrit ce qu'il en est de la crise au sein du gouvernement :

“Ce qui est le plus dérangeant, c'est la faillite apparente du président Jacob Zuma et du reste de la direction de l'ANC

à se porter en défense de Shabangu. On pourrait donner l'impression, parmi les investisseurs locaux et internationaux, que le gouvernement était en réalité en train de chasser plusieurs lièvres à la fois, ce qui expliquerait son incapacité à montrer une direction décisive sur la question. Au milieu de la cacophonie et de l'impatience croissante de ses partenaires, ni Zuma ni l'ANC ne peuvent plus éluder leur responsabilité à assumer une direction sur ce sujet controversé. Le silence assourdissant de leur part ne fera pas disparaître la question ni amadouer leurs alliés.”

Le Guardian (1^{er} février) fait la même analyse :

« Officiellement, l'ANC a déclaré qu'il se félicitait du débat sur le sujet, mais Susan Shabangu, la ministre des Ressources minérales, a rapidement insisté sur le fait que la nationalisation “ne se pose pas” et n'arrivera en aucun cas. Le président Jacob Zuma n'a rien dit. Il ne fait aucun doute que Shabangu a en tête qu'il y a un besoin criant de nouveaux investissements miniers, ce qui n'a pas bien marché à cause de la législation de l'ANC sur le BEE. Jusqu'à présent, les marchés ont aussi considéré la revendication de Malema comme un non-événement : s'ils devaient la prendre au sérieux, il y aurait une fuite massive des capitaux et un effondrement du rand.

Mais on est en terrain dangereux. Zuma est arrivé au pouvoir avec plein de promesses de gauche, et cependant, la triste réalité, c'est que le chômage est en hausse et que le sort des pauvres s'aggrave. Dans ce climat de déception et de frustration qui en résulte, il y a un large éventail pour cette sorte de populisme que projette Malema, en particulier depuis que la chute des marchés signifie que la plupart de ceux qui ont profité du BEE sont désormais en difficulté financière, et ils se réjouiraient d'un renflouement de l'Etat. Malema ne fait pas dans la finesse (...).

La situation est extrêmement fragile. Et les marchés n'ont pas encore mis à l'épreuve la présidence Zuma, permettant à Zuma de rester tout pour tous — y compris sa coalition de la racaille de gauche.

Mais combien de temps les marchés vont-ils attendre ? Si les choses commencent à basculer, comme ce pourrait être le cas, Zuma sera l'objet d'une pression énorme pour afficher la couleur — ce qui, à son tour, déstabilisera sa coalition. La

majorité qui a voté pour Zuma à Polokwane était unie dans sa haine envers Mbeki. Avec le départ de Mbeki, le ciment de l'unité est aussi parti et l'on ne sait pas clairement si Zuma a suffisamment de gens derrière lui pour contrecarrer ce fait. »

Dans cette crise, chaque clan défend sa propre méthode pour empêcher les revendications des masses ouvrières et paysannes d'aboutir : certains veulent imposer la volonté des multinationales minières, quitte à rompre avec le SACP et la COSATU ; d'autres voient l'impossibilité de faire refluer le mouvement révolutionnaire si le gouvernement est désuni. La crise accentue d'autant plus les rivalités entre chaque groupe dans un régime largement corrompu. L'ANCYL et certains pans de l'ANC semblent vouloir rompre partiellement avec l'impérialisme face à la situation catastrophique dans laquelle est plongé le pays et face aux exigences de profits toujours plus grandes en temps de crise. Pour leur part, les marchés financiers s'interrogent sur la capacité de Zuma, l'homme qu'ils ont choisi contre Mbeki, à mettre en œuvre leurs exigences, alors qu'il s'appuyait en même temps, pour être élu, sur la COSATU et la gauche de l'ANC contre la politique de privatisation de Mbeki.

CE QU'EN DISENT LES CAPITALISTES

Business Day rapporte que Malema a rencontré la direction de l'Anglo-American Corporation pour lui présenter son plan de nationalisation :

« Le président de la Ligue des jeunes, Julius Malema, a déclaré hier que l'Anglo avait entrepris "d'engager le débat sur notre document". Il a déclaré qu'il semblait que le groupe n'avait pas de problème par rapport à ce document, à part sur le terme de "nationalisation" (...). Mais le porte-parole de l'Anglo, Pranill Ramchander, a dit que "toute action qui porte atteinte à la vitalité du secteur pourrait avoir des coûts économiques graves, pouvant aller jusqu'à aggraver l'effet négatif de la crise financière mondiale sur les pauvres". Le Business Report (2 février) indique que le débat n'a pas encore eu d'effet sur les bourses locales, mais que les patrons du secteur minier sont "déjà inquiets du fait

que Zuma pourrait céder à la pression venant du syndicat et de ses alliés communistes, qui l'ont aidé à parvenir au pouvoir l'an dernier. Ces alliés exigent un tournant à gauche, en rupture avec la politique actuelle favorable au monde des affaires, comme une contrepartie". »

Patrice Motsepe, dirigeant de l'African Rainbow Minerals, a déclaré soutenir le plan de nationalisation "dans l'intérêt du pays". Dans *Business Day*, le ton est plus violent :

"Quel dommage que nous ne soyons pas devenus civilisés ! Sinon, je recommanderais d'arrêter tous ceux qui en appellent au Congrès national africain (ANC) pour adopter une politique de nationalisation et je les enverrais à Robben Island, où ils seraient employés utilement à donner aux touristes une expérience de vie réelle dans l'univers carcéral."

Certains sont pourtant rassurés par les déclarations du gouvernement :

« Peter Leon, responsable juridique des ressources naturelles et de la réglementation chez Webber Wentzel, et président de la commission de la réglementation minière de l'association internationale des avocats (International Bar Association), a dit que la déclaration de Shabangu sur la nationalisation aurait été bien accueillie pas les investisseurs étrangers et sud-africains. "Son discours semble marquer une rupture significative entre elle et l'ancienne ligne dure du gouvernement par rapport à l'industrie minière sud-africaine. Aujourd'hui la prise de position de la ministre est bien plus inclusive et positive", a déclaré Leon. »

Le même Peter Leon se félicite par ailleurs que le récent amendement au MPRDA (qui prévoit un code des bonnes pratiques) ne serait appliqué qu'après l'accord des compagnies minières.

Ce que craignent les patrons, comme l'explique Fred Gona, c'est la situation au Zimbabwe, où le gouvernement a pris des mesures d'expropriation des capitalistes blancs au profit de la population sous la pression des masses. Et le Zimbabwe ne serait à côté "qu'un pique-nique du dimanche", selon Gona, car le mouvement révolutionnaire qui a fait libérer Mandela et a renversé l'apartheid n'a pas été étouffé. Les entreprises du secteur minier sont peu effrayées par ce que propose Malema, car finalement, dans plusieurs autres pays

africains (au Botswana, par exemple), des mesures similaires ont permis à l'Etat de détourner à son profit une partie des bénéfices des multinationales minières en échange de leur rôle de garant de l'exploitation du peuple et des richesses du pays. Comme le dit le dirigeant de l'Anglo-American, c'est le mot nationalisation qui les gêne, car il résonne comme un appel au mouvement révolutionnaire des masses noires qui n'ont pas cessé de se battre contre la domination blanche.

EN CONCLUSION

Le débat virulent sur la nationalisation du secteur minier en Afrique du Sud reflète deux processus contradictoires.

D'une part, la poussée révolutionnaire des masses exploitées, majoritairement noires, qui, se saisissant des revendications de la Charte de la liberté, leur donne un contenu prolétarien (la socialisation), dont les revendications remettent en cause les accords de Kempton Park. Comme le rapporte l'organe du SOPA (*In Defence*, février 2010) :

« La clause portant sur la propriété figurant dans notre Constitution (la Constitution avait été négociée et faisait partie des accords de Kempton Park) représente un obstacle majeur à une solution qui pourrait profiter à la majorité des pauvres et des sans-terre de notre pays. Ce qui apparaît clairement à la lecture de la clause et des interprétations qu'on en fait, c'est qu'elle protège les "droits" acquis des colonisateurs. Y compris l'expropriation des terres par l'Etat dépend de la volonté politique, compte tenu du fait que la minorité blanche qui détient des kilomètres carrés de notre terre peut arguer du fait que la "loi d'expropriation" est contraire à la Constitution, et peut ainsi commettre des assassinats en toute impunité. »

Ces masses exploitées, confrontées à l'exploitation capitaliste qui prend la forme de l'oppression des Noirs, se fraient un chemin vers la révolution prolétarienne, qui, en abolissant la propriété privée des moyens de production (aux mains des Blancs), résoudra dans le même mouvement le problème de la nation noire et souveraine. Ces deux questions sont indissol-

ublement liées, car malgré la fin de l'apartheid, l'exploitation capitaliste en Afrique du Sud prend toujours la forme de la domination d'une minorité blanche liée aux multinationales anglo-saxonnes sur la majorité noire, ouvrière et paysanne.

D'autre part, prise entre les exigences de l'impérialisme mondial en crise et le mouvement des masses, l'Alliance gouvernementale tend à se déliter entre ceux qui voudraient rompre de manière limitée avec l'impérialisme qui étrangle le pays (c'est l'appel à la nationalisation de l'ANCYL, soutenue par la COSATU) et différents clans dans l'ANC et le SACP. Ceux-ci cherchent à maintenir le régime d'exploitation capitaliste, à empêcher les masses de faire aboutir leurs revendications dans un mouvement vers la révolution prolétarienne et la libération nationale, mais ils ne peuvent plus le faire aujourd'hui dans le cadre du gouvernement ANC-SACP-COSATU mis en place en 1994 sur la base d'un compromis avec les capitalistes blancs.

La pression du mouvement révolutionnaire se réfracte aussi dans l'appareil de l'ANC et de la COSATU, qui, bien qu'essayant de détourner les masses vers des mesures compatibles avec le système actuel ou vers une version radicale de la Charte de la liberté, sont obligés de répondre à un certain nombre de revendications contradictoires avec les accords de Kempton Park. La contradiction entre la révolution azanienne inachevée et les accords de Kempton Park éclate particulièrement aujourd'hui, menaçant de déstabiliser les institutions issues de Kempton Park.

Le SOPA indique par une déclaration de son président :

« Le Parti socialiste d'Azanie, pour sa part, soutiendra toujours toute action visant à la nationalisation, surtout si le but final est le socialisme (...). Donc, il ne faut pas que la nationalisation se fasse pour servir le parti politique ou le gouvernement, mais doit être un instrument au service du peuple, des travailleurs et de leurs aspirations. »

Seul le combat uni des travailleurs noirs de la COSATU, du SACP, de l'ANC et d'autres organisations du peuple noir qui veulent véritablement combattre pour la République noire peut y aboutir, ce qui suppose la nationalisation des moyens de

production et la restitution de la terre volée aux paysans noirs.

Le SOPA a raison, et il prend ses responsabilités quand son président déclare :

« D'autre part, dans ce débat, la COSATU se montre timorée dans le soutien qu'elle apporte à la revendication de la nationalisation et elle ne se montre pas très active. Pourtant, nous considérons que la COSATU, en tant qu'organisation qui représente les travailleurs, qui, toutes choses égales, devrait être sous le contrôle des travailleurs, devrait être au premier rang de ce débat. Il ne peut y avoir de nationalisation sans que les travailleurs et leurs organisations soient au centre. Les syndicats qui organisent les mineurs doivent aussi avoir leur mot à dire et participer à tous les aspects de ce débat et de ce programme (...).

Alors que pour nous, la nationalisation représente une des clés de voûte d'une perspective socialiste, nous savons aussi qu'il subsiste beaucoup de problèmes non résolus et que la révolution azanienne sera longue et difficile. D'abord, la question de la terre est une question d'actualité. Plus de 80 % des terres demeurent la propriété d'un nombre très restreint de Blancs à qui le gouvernement a promis une politique de "vendeur volontaire, acheteur prêt à payer" (...).

En fait, on ne peut parler du problème de la nationalisation sans parler de la classe ouvrière, de la démocratie ouvrière et du peuple noir en général ; après tout,

le processus lui-même est censé d'abord répondre aux besoins des travailleurs qui peinent dans les mines, mais aussi des Noirs qui ont perdu leurs terres. La nationalisation ne peut se faire en dehors de la majorité noire, à qui tout le pouvoir doit revenir et qui, en fin de compte, doit posséder toutes les terres et toutes les ressources minérales d'Azanie.

Cela se situe donc dans la logique de l'appel et des slogans qui préconisent "tout le pouvoir à la majorité noire" et qui dit que la vraie démocratie en Azanie signifie que la majorité noire doit avoir tout le pouvoir et qu'il faut le gouvernement de la majorité noire dans une République noire. Donc, dans cette situation, la nationalisation devient un processus démocratique qui ne tombera pas aux mains ni sous le contrôle des mafias politiques et ne servira pas les intérêts de ceux qui se sont enrichis au nom du peuple qu'ils sont censés servir. »

Dans ce processus complexe, une campagne de masse défendant clairement la perspective de la République noire et celle de la nationalisation au service du peuple noir des mines et des terres agricoles, et luttant pour son indépendance face à ceux qui refusent de rompre avec le système mis en place par les accords de Kempton Park, constituerait un outil puissant au service des travailleurs noirs.

Benoît Marius

Déclaration du Socialist Party of Azania (SOPA)

A propos de la mort d'Eugène Terreblanche

Dimanche 4 avril 2010, en début de matinée, l'Azanie (l'Afrique du Sud) a appris avec stupéfaction la mort d'Eugène Terreblanche (communément appelé E.T.), le leader du mouvement d'extrême droite, le Mouvement de résistance afrikaner (AWB). Les coupables présumés seraient deux de ses employés, âgés respectivement de 15 et 28 ans.

La nouvelle de sa mort était totalement inattendue, mais pas aussi surprenante que la réaction du gouvernement dirigé par l'ANC. Les plus hauts responsables du gouvernement ont été envoyés sur les lieux du crime (le ministre de la Police, M. Nathi Mthethwa, le chef de la police, le général Bheki Cele, et un message de condoléances fut immédiatement envoyé par le Premier ministre de la province du Nord-Ouest, M^{me} Maureen Modiselle). Comme si cela ne suffisait pas, le président de la République, M. Jacob Zuma, a prononcé un discours spécialement à cette occasion et lancé un appel au calme, adressant ses condoléances à la famille d'Eugène Terreblanche et, comble de l'horreur, à l'AWB, cette organisation responsable du meurtre et de la mutilation de nombreux Noirs, et qui, à ce jour, n'a pas renoncé à la violence.

La question se pose : pourquoi tant d'histoires pour E.T. ? Les gens de ce pays savent qui était Terreblanche. C'était tout simplement un homme horrible et violent, qui, par tant d'aspects, aurait pu lui-même causer sa propre perte ; il était particulièrement brutal avec ses employés, qui, tous les jours, devaient supporter ses froides colères racistes. Il inspirait une grande crainte et menaçait les Noirs des feux de l'enfer. Lors de ses meetings, on conseillait souvent aux Noirs de se tenir à une distance de 100 mètres, car il était capable d'exciter parmi ses partisans, tous très blancs, les sentiments les plus ignobles à l'égard des Noirs. Il croyait à ses propres diatribes racistes et agissait souvent en conséquence. La façon dont il traitait ses employés noirs, souvent très pauvres, a toujours été pour le moins choquante, et nombreux sont encore ceux qui peuvent en témoigner. Il pensait que les Noirs étaient par nature inférieurs aux Blancs et qu'ils ne méritaient aucun respect.

Ses gesticulations racistes l'ont conduit à envahir le World Trade Center, là où se tenaient les négociations de la CODESA (*Convention pour une Afrique du Sud démocratique — NdT*), menaçant et sifflant certains participants. Ses associés d'extrême droite sont connus pour avoir tué des Noirs sans raison, au simple motif qu'ils étaient Noirs. Ils ont le sang de femmes et d'enfants noirs sur leurs mains. L'Afrique du Sud ne peut pas oublier les Barend Strydoms, les "Loups blancs" (*nom d'une société secrète à laquelle appartenait Barend Strydom, et qui fut responsable d'attaques meurtrières contre les Noirs — NdT*) de ce monde, qui ont un jour abattu huit Noirs dont le seul tort était d'être Noirs et de vouloir se libérer du joug des racistes blancs.

E.T. vouait une haine féroce aux Noirs. Il avait tiré sur l'un de ses employés, Paul Motshabi, le visant à la tête, et l'avait frappé à plusieurs reprises de telle sorte qu'aujourd'hui, le cerveau ayant été atteint, il est réduit à l'état de légume et totalement dépendant de sa famille. C'était lui qui subvenait aux besoins de ses proches. Terreblanche est mort sans avoir exprimé le moindre remords, comme s'il n'avait rien fait d'autre que d'écraser une mouche. Nous pourrions citer bien d'autres exemples pour démontrer sa brutalité et celle de ses partisans.

Il y a quelques années, des militants d'extrême droite ont perpétré des attentats à la bombe contre une mosquée et un bidonville à Soweto, causant la mort de femmes et d'enfants, et ce sont ces mêmes individus dont les dirigeants sont traités comme des saints par le parti au pouvoir. Tout cela prouve bien le peu de considération que por-

tent à la vie des Noirs ceux qui gouvernent grâce au mandat qui leur a été donné par ce même peuple noir.

La communauté blanche raciste et tous ses partis, à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement, ont prétendu que E.T. a été tué à cause d'une chanson. Si les chansons pouvaient tuer, il n'y aurait plus aujourd'hui de Blancs en Afrique du Sud. Ce sont les fusils qui tuent, et les adeptes de la suprématie de la race blanche se sont servi de fusils pour tuer les Noirs. Tous les chants qui ont été chantés ou continuent d'être chantés par les Noirs ne relèvent que de la catharsis, d'un mécanisme d'autoguérison par lequel le peuple noir entendait se délivrer de la colère et de la frustration engendrées par le racisme et la brutalité des Blancs, en particulier dans les fermes. Les fermiers blancs font encore preuve d'une extrême et impitoyable brutalité. Ils couvrent le corps des Noirs de peinture argentée, les donnent à manger vivants aux lions, les attachent à l'arrière de leurs camions lancés à toute allure, les nourrissent avec de l'urine et des aliments pour chiens, et, pour dresser leurs chiens policiers, permettent à ceux-ci de mordre des Noirs innocents. Ils ne chantent pas, ils se contentent d'agir contre les Noirs. Les Noirs, en général, chantent trop, que ce soit pour exprimer leur bonheur ou leur grande souffrance. La communauté blanche sait qu'elle ne dit pas la vérité et cette histoire de chanson n'est qu'un écran de fumée destiné à couvrir sa cupidité et son refus d'un changement positif.

Malgré des circonstances et des situations éprouvantes, le peuple noir a fait preuve de patience et d'une grande force de caractère. A cet égard, les paroles de Kwame Toure (autrefois connu sous le nom de Stokeley Carmichael) se révèlent très appropriées :

“Si c'est le racisme noir que craint la société dans son ensemble, nous ne pouvons lui venir en aide. Nous pouvons seulement parler de ce à quoi nous espérons aboutir, en tenant compte du fait que la situation actuelle est inacceptable et que nous n'avons d'autre choix que d'œuvrer à la promotion du Pouvoir noir. En fin de compte, la vérité est que la société blanche ne peut se prévaloir d'aucune garantie, quand bien même il serait possible de lui en donner.”

Le parti au pouvoir a créé de nombreuses diversions politiques au lieu de s'occuper de ses propres échecs et des défis auxquels il doit faire face. Parmi ces diversions figurent sa réaction totalement inattendue à la mort d'E.T., ainsi que les débats interminables au sujet de Malema et des nombreuses questions qu'il n'arrête pas de soulever (certaines à juste titre). La mort d'Eugène Terreblanche lui a aussi fourni l'occasion de promouvoir une psychose de peur, et donc un discours en faveur d'une plus grande réconciliation. En vérité, le gouvernement doit faire face aux manifestations de plus en plus puissantes sur la question des services publics, à l'extrême pauvreté du peuple noir, sans terre, sans logement. Nos dirigeants actuels continuent à honorer la dette de l'apartheid, qui n'est pas celle du peuple, et à subordonner l'économie du pays à la tyrannie du FMI et de la Banque mondiale. Le défi, ce serait en fait de répondre sans attendre à l'urgente question de la nationalisation et de la socialisation des moyens de production plutôt que de chercher à rassurer les Blancs et les fermiers.

Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour comprendre que, pour résoudre un problème donné, la solution correcte et sage ne consiste pas à se servir des conceptions qui ont créé le problème au départ. Il faut sortir de ce cadre.

Nous, au SOPA, nous pensons qu'il faut dire la vérité et en tirer les conclusions pour que le pays connaisse un nouveau départ. Un changement superficiel ne saurait constituer un changement véritable, il reste superficiel, ni plus ni moins. Le plus tôt les gouvernants le comprendront, mieux ce sera. Banaliser les défis et les problèmes ne les fera pas disparaître. Les diversions, par leur nature même, ne durent qu'un temps, et à la fin nous devons tous nous réveiller et voir les choses en face.



Une mine de charbon en Afrique du Sud.

Le mouvement ouvrier face à la réforme de la santé d'Obama

Par Alan BENJAMIN

Présentation

Ce qui s'est passé en ce début du mois de mars 2010 aux Etats-Unis concentre le problème auquel les travailleurs et les organisations ouvrières sont confrontés dans le monde entier.

Obama, on le sait, a fini par faire adopter une réforme du système de santé. Une réforme dont le *New England Journal of Medicine* ("Journal de médecine de la Nouvelle-Angleterre") résume ainsi le contenu :

"Obama a cédé devant les géants de l'industrie pharmaceutique et les assurances."

Une réforme de la santé dont l'association des médecins pour un programme de sécurité sociale nationale (Physicians for a National Health Program) estime que

"loin d'éliminer la racine du problème — c'est-à-dire une industrie de l'assurance maladie privée guidée par le profit —, cette nouvelle législation coûteuse va enrichir et renforcer encore plus ces entreprises d'assurance".

L'association poursuit :

"Cette loi va exiger de millions d'Américains qu'ils achètent les produits douteux d'assureurs privés et qu'ils drainent vers eux des montants gigantesques d'argent public."

Et pourtant, s'exprimant le 19 mars au sujet de cette même réforme, Richard Trumka, le principal dirigeant de la centrale syndicale ouvrière AFL-CIO, déclare :

"Après une intense discussion, le conseil exécutif de l'AFL-CIO, avec mon soutien complet et sur mes recommandations, a décidé cet après-midi de soutenir et de combattre pour faire adopter le projet de loi du président sur la réforme de la santé."

Rappelons ce fait, indiscutable : six mois plus tôt, le congrès national de l'AFL-CIO avait, à l'initiative du même Trumka, voté une résolution exigeant une sécurité sociale fondée sur le "single-payer", c'est-à-dire sur le salaire différé, et avait considéré comme une première étape allant dans ce sens l'adoption d'une réforme proposant — c'était à l'époque la position d'Obama — une "option publique" distincte des assureurs privés. Et voici qu'en l'espace de quelques mois et même quelques semaines, le coup porté aux aspirations des millions qui avaient voté pour Obama l'est avec l'appui direct des dirigeants de l'AFL-CIO.

Qu'Obama — porteur des aspirations de l'immense majorité des travailleurs, des Noirs, des Latinos, des jeunes, des couches les plus opprimées et les plus exploitées de la classe ouvrière américaine —, prenne la responsabilité de tourner le dos à ces aspirations et d'agir directement au compte des multinationales, c'est une chose. Une autre chose est que les dirigeants de l'AFL-CIO, représentation au plus haut niveau de la classe ouvrière américaine, décident de l'aider à porter ce coup, au moment même où, sur tous les autres plans — en particulier sur la guerre en Afghanistan et en Irak, mais

aussi les promesses faites sur les services publics, sur le droit à la syndicalisation —, l'administration Obama tourne le dos à ce quoi elle s'était engagée. Ici se concentre d'une manière terriblement saisissante le problème majeur auquel la classe ouvrière américaine — et pas seulement elle — est confrontée. A savoir que les coups qui lui sont portés ne peuvent l'être qu'avec l'implication de ceux-là mêmes qui ont reçu et accepté le mandat de défendre les intérêts ouvriers.



Exagérons-nous dans cette appréciation intégralement négative de la réforme de la santé mise en œuvre par Obama ?

Nous avons cité le *New England Journal of Medicine* et l'organisation "Physicians for a National Health Program". On pourrait citer également cette appréciation d'un éditeur du *San Francisco Chronicle*, E. J. Dionne (20 mars), qui écrit :

"Les démocrates se sont ralliés à une loi qui convient tout à fait aux républicains — au moins à une grande majorité d'entre eux. Elle se fonde sur une série de principes adoptés depuis des années par les républicains."

Comment le président Barack Obama et les démocrates ont-ils bien pu faire passer cette imposture de "réforme du système de santé" ?

Une des raisons principales en est que la direction de la confédération syndicale AFL-CIO a soutenu le projet de loi Obama — surtout durant les six semaines qui ont précédé le vote le 21 mars. Fin janvier, on pouvait croire que la loi ne verrait pas le jour. Les sondages indiquaient que moins de 40 % des citoyens y étaient favorables — "*beaucoup parce que le projet ne va pas assez loin*", écrivait Paul Krugman dans l'*International Herald Tribune* (27-28 mars).

C'est à ce moment qu'Obama et Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre, ont rallié leurs troupes. Ils se sont rendu compte que si, après avoir fait campagne pendant un an pour une réforme du système de santé, ils ne réussissaient pas à faire passer la moindre loi, ce serait pour eux un véritable suicide politique.

La direction de l'AFL-CIO a répondu "présente" à l'appel pour venir en aide à la présidence d'Obama. Elle a organisé des meetings et fait parvenir des millions de lettres à des députés hésitants pour les amener à se prononcer pour. Lorsque la loi a été finalement adoptée, le président de l'AFL-

CIO, Richard Trumka, a publié un communiqué de presse dans lequel il faisait valoir que la nouvelle loi "*était bonne pour les salariés américains*". Trumka reconnaissait qu'"*elle n'était pas parfaite*", mais ajoutait que ce vote était "*historique*" et représentait un pas de géant dans la bonne direction.

En fait, les démocrates, les uns après les autres, adressèrent des remerciements publics à Richard Trumka et à la direction de l'AFL-CIO pour leur "*inestimable soutien*" à la loi sur le système de santé, déclarant que, sans les efforts décisifs de l'AFL-CIO, la loi n'aurait pas été approuvée.

LE MANDAT DU CONGRÈS NATIONAL DE L'AFL-CIO

En septembre dernier, lors de son congrès national, l'AFL-CIO a adopté un objectif à long terme de soutien à un système d'assurance maladie par répartition, fondé sur le salaire différé. Ce vote — résultat d'une campagne de neuf mois dans les rangs du mouvement syndical, organisée par Labor Campaign for Single Payer Healthcare — marquait une grande avancée pour la confédération.

En même temps, le congrès adoptait une autre résolution demandant au président Obama et aux démocrates d'inclure une "option publique" (1) dans le projet final. La direction de l'AFL-CIO déclarait que cette "option publique" permettrait d'avancer vers le système de sécurité sociale par répartition et fondé sur le salaire différé.

C'était ce qui constituait le mandat donné par les adhérents.

Pendant tout l'automne, l'AFL-CIO a fait campagne pour l'"option publique" et

(1) "Option publique" : remise en cause du monopole des assurances privées par un système garanti par l'Etat.

contre la taxation spécifique imposée sur les assurances maladie des salariés proposée par de nombreux démocrates “conservateurs”. L’AFL-CIO obtint l’engagement de 70 membres du Congrès, y compris celui de Dennis Kucinich, représentant de l’Ohio, qu’ils refuseraient de voter une réforme du système de santé qui ne comprendrait pas au moins une “option publique”.

Le 5 novembre 2009, l’AFL-CIO a publié un encart dans la revue du Congrès (*Congressional Roll Call*) appelant à voter pour une sécurité sociale par répartition et demandant à tous les membres du Congrès de voter pour l’amendement Weiner.

Le député Anthony Weiner (démocrate, Etat de New York) avait introduit un amendement modifiant le projet de la Chambre des représentants HR 3200, reformulant le projet et y substituant les dispositions du projet HR 676 soutenu par le député John Conyers (démocrate, Michigan), et dont la formulation impliquait une sécurité sociale par répartition et fondée sur le salaire différé ainsi que Medicare (2) pour tous.

Dans l’encart de l’AFL-CIO, on pouvait lire entre autres :

“L’amendement HR 676 du député Anthony Weiner lancerait un message très clair aux grandes compagnies d’assurances et à tous les Américains que le Congrès ne tolérera pas plus longtemps :

— Des primes d’assurances disproportionnées, franchises, forfaits et autres dépenses non remboursées. Les frais médicaux trop élevés occasionnent 62 % des cas de surendettement pour soins médicaux et obligent plus de la moitié des Américains à se priver des soins dont ils ont besoin parce qu’ils coûtent trop cher.

— Le refus des compagnies d’assurer certains soins médicaux qu’elles ne veulent pas assurer. En Californie, une étude montre que les six principales compagnies d’assurances rejettent chaque année un quart des demandes de remboursement.

— Que les bureaucrates des compagnies d’assurances fassent écran entre les patients et leur médecin. L’assurance privée coûte entre 25 et 30 % en frais administratifs inutiles, contre 3 % pour Medicare.”

Cette position hardie fut encore renforcée fin janvier, lorsque, après la victoire du candidat républicain Scott Brown dans le Massachusetts, le président de l’AFL-CIO, Richard Trumka, publia une déclaration où il faisait remarquer que le mouvement ou-

vrier organisé et tous les salariés ne pouvaient pas compter sur les démocrates et les républicains pour faire droit à leurs revendications urgentes. Voici ce que Trumka déclarait :

“Ce qui s’est passé mardi dernier dans le Massachusetts a tiré la sonnette d’alarme pour nous tous. Il s’agissait d’un mouvement de révolte ouvrière, signe que, dans cette crise économique, le peuple américain exige des emplois, une assurance maladie et une économie qui aille dans le sens de leurs intérêts, et cela maintenant, et pas le traintrain politique habituel.

Pour le mouvement ouvrier organisé et pour les militants, le message a été clair aussi : ce n’est pas le moment de se fier à un parti politique pour s’occuper de nous une fois qu’on les a élus. C’est le moment de s’organiser et de se mobiliser comme jamais pour que chacun de ceux qui ont été élus ou chacun de ceux qui veulent diriger apporte la preuve qu’il ou elle créera les emplois qu’il nous faut dans l’économie qu’il nous faut avec le système de santé qu’il nous faut.”

La loi Obama sur la santé adoptée quelques semaines plus tard avec l’appui de Trumka correspond-elle vraiment au “système de santé qu’il nous faut” ?

En rien ! La loi Obama n’instaure ni le système par répartition fondé sur le salaire différé — alors que c’est ce que demandait l’AFL-CIO — ni le régime public. Elle continue à taxer les plans d’assurances gérés par les syndicats (même si c’est à un taux plus bas qu’initialement prévu) et à réduire les budgets Medicare pour les personnes âgées. Elle contient des dispositions essentielles auxquelles l’AFL-CIO avait fait connaître sa ferme opposition.

En fait, pendant que les syndicats battaient le pavé pour un régime public, Obama avait déjà passé un marché avec l’industrie des hôpitaux privés pour que le régime public ne figure pas dans une loi adoptée par le Congrès.

Le 17 mars, un article de Miles Mogulescu dans le *Huffington Post* — sur la base d’un entretien avec un reporter du *New York Times* (15 mars) sur MSNBC — révélait que, déjà l’été dernier, le président Obama avait en coulisses passé un marché

(2) Medicare : système d’assurance maladie pour les plus de 65 ans à faibles revenus.

avec le lobby des hôpitaux privés afin que la loi de réforme de la santé ne contienne aucune “option publique”. La Maison-Blanche n’a jamais démenti cette information.

Alors même qu’Obama promettait publiquement aux syndicats qu’il irait jusqu’au bout pour l’“option publique”, il avait déjà promis aux groupes de pression des hôpitaux privés, adversaires des syndicats à la table des négociations, qu’il n’y aurait aucune “option publique” dans le projet final. Obama, le prétendu ami du mouvement ouvrier...

L’“option publique” n’a pas été incluse tout simplement parce que les hôpitaux privés, qui ont fait campagne sans relâche pour s’y opposer, constituent une source de financement importante, tant pour les démocrates que pour les républicains.

En février et mars 2010, la direction de l’AFL-CIO a abandonné toutes les exigences antérieures, à seule fin d’assurer l’adoption de la loi Obama.

Même le *Wall Street Journal* faisait remarquer que “*les syndicats ont cédé devant le gouvernement et le patronat sur la législation de la santé*” (12 février).

COMMENT AVANCER ?

Toute la bataille pour la réforme de la santé a révélé de façon nette que la direction de l’AFL-CIO est incapable de se battre au compte de ses adhérents ni de défendre les intérêts de la majorité des travailleurs en matière de santé tant qu’elle reste liée au Parti démocrate. Subordonner les revendications du mouvement ouvrier aux exigences des démocrates a abouti à ce qu’elle a abandonné ses propres revendications en matière de santé au bénéfice des compagnies d’assurances privées et des politiciens à leur botte.

Aujourd’hui, que ce soit en versant des milliards de dollars pour le sauvetage de Wall Street et des banques au détriment du contribuable, ou par l’abandon de ses promesses concernant la loi sur le libre choix du syndicat par les salariés, l’abandon d’un programme de création d’emplois, sa décision d’intensifier la guerre en Afghanistan, ou bien à présent l’abandon de l’“option pu-

blique” et d’une véritable réforme du système de santé, le bilan de la présidence d’Obama s’avère “*proche du désastre total pour le mouvement ouvrier américain*”, comme l’écrit Harold Meyerson, l’un des journalistes du *Washington Post*.

Ce n’est pas seulement qu’Obama n’a pas tenu ses promesses. A la mi-février, les enseignants de Rhode Island ont été sommairement licenciés et leur syndicat démantelé avec le soutien ouvert d’Obama et du ministre de l’Éducation, Arne Duncan — le tout au nom des “*réformes du système éducatif nécessaires pour augmenter la productivité*”.

En dépit du soutien apporté au plan Obama par la direction de l’AFL-CIO, les choses ne sont pas réglées au sein de la centrale syndicale. Il est certain, même si pour l’instant cela reste encore timide, qu’au fur et à mesure que les travailleurs américains et leurs responsables syndicaux vont prendre conscience des conséquences de cette loi, ils vont être amenés à réagir.

Par ailleurs, il est important de mesurer que la campagne dont les militants de *Socialist Organizer* ont pris l’initiative sous le nom de WERC (Workers Emergency Recovery Campaign) — cette campagne qui en appelait à une mobilisation indépendante du mouvement ouvrier pour la défense intransigeante de ses revendications fondamentales, et en particulier la question de la lutte contre les licenciements, la sécurité sociale, etc. — se concentre aujourd’hui sur l’exigence que l’AFL-CIO en appelle à un “*Solidarity Day III*” : une marche nationale sur Washington DC le 28 août, date anniversaire de la marche des droits civiques de 1963 sur Washington. D’ores et déjà, les présidents de sept fédérations de l’AFL-CIO (Californie, Wisconsin, Caroline du Sud, Maryland, Etat de New York, Oregon, Vermont) et des douzaines de conseils du travail de différentes localités proposent l’organisation d’une telle marche nationale sur les mots d’ordre de : “*Des emplois pour tous, pour un programme de création massive d’emplois, single-payer healthcare et la paix, c’est-à-dire plus un sou pour la guerre.*”

Le mouvement s’étend à d’autres fédérations d’Etat. On le voit : les choses ne sont pas jouées. Le mouvement par lequel la classe ouvrière américaine, la jeunesse, les

Noirs se sont mobilisés parce qu'ils voulaient voir au plan électoral, dans le candidat Obama, celui qui, possiblement, porterait leurs revendications, ce mouvement s'est traduit ensuite dans la mobilisation pour imposer véritablement un système de sécurité sociale fondé sur "single-payer" ; et ce mouvement trouve son prolongement aujourd'hui dans cette résistance, qui, au sein même des organisations syndicales, cherche à formuler la nécessité d'une action indépendante pour imposer des mesures conformes aux aspirations les plus vitales et les plus urgentes de la classe ouvrière et de la jeunesse. Au plan politique, ce mouvement pose toute la question de l'indépendance politique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de la rupture des centrales syndicales avec le Parti démocrate.

C'est toute la question de l'issue.

Ce quasi-*"désastre total pour le mouvement ouvrier américain"* dont parle le *Washington Post* ne peut que s'amplifier, à moins que le mouvement ouvrier ne rompe

avec les démocrates et se mobilise massivement dans la rue et sur le terrain électoral autour de ses propres revendications, en présentant ses propres candidats politiques et son propre parti : un Labor Party. Il y a deux partis pour la classe dirigeante : les démocrates et les républicains. Nous, les travailleurs, avons besoin d'un parti à nous.

C'est ce à quoi contribuent les militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, membres de l'organisation *Socialist Organizer*. A la fois dans la campagne autour de WERC, dans le combat contre la guerre, dans les organisations syndicales, ils mettent à l'ordre du jour l'espoir d'indépendance du mouvement ouvrier et de rupture avec le Parti démocrate. Combat qui converge sur une exigence : avancer patiemment, pas à pas, vers une authentique représentation politique indépendante de la classe ouvrière.

Alan Benjamin

Le système de santé selon le Parti démocrate

La "victoire" risque d'être de courte durée

Lorsque Dennis Kucinich, membre "démocrate progressiste" du Congrès et partisan de longue date de la sécurité sociale par répartition et fondée sur le salaire différé, céda sous la pression de la direction du Parti démocrate et se rangea derrière le plan Obama en tournant le dos à son engagement de ne pas soutenir une loi qui ne contenait pas au moins une option de régime public, il expliqua que l'adoption de la réforme Obama le 21 mars n'était que le premier pas dans la bonne direction et que le processus serait long. Il ajouta qu'une fois adoptée la loi présentée par le président, il serait plus "facile" d'avancer vers un système par répartition.

Cela revient peut-être à prendre ses désirs pour des réalités. Les démocrates ont fêté leur "victoire", mais, en fait, elle risque bien d'être de courte durée.

Bien que les hommes politiques du Parti démocrate et tous les médias clament haut et fort que l'adoption du plan Obama est comparable en importance à l'adoption de Social Security (1) et de Medicare, comparaisons parfaitement dénuées de fondement, les Américains sont bien plus réservés. Et tout cela n'est pas dû à toute la démagogie et à la campagne de haine engagée contre le "système de santé Obama" par les républicains. Cela vient aussi du fait que beaucoup se rendent parfaitement compte des graves carences de ce système.

La campagne que les républicains ont menée contre le plan Obama — comme par exemple celle du mouvement Tea Party (2) — est ouvertement raciste et ignoble. Le 21 mars, cela se voyait sans peine lorsque ceux qui manifestaient au Congrès se sont déchaînés contre le député John Lewis, le traitant de "Sale Nègre" pour protester contre le soutien qu'il apportait au projet de loi Obama. En même temps, il est flagrant que les républicains ont trouvé un écho chez les personnes âgées, légitimement révoltées par le fait que la réforme de la santé est financée en partie par des restrictions sur le budget de Medicare.

(1) Social Security : minimum vieillesse et invalidité pour des personnes à faibles revenus.

(2) Organisation d'extrême droite qui usurpe le nom de la Boston Tea Party, un événement survenu le 16 décembre 1773 et qui fut l'un des événements symboliques de la révolution américaine et annonçant la guerre d'indépendance.

Quand les primes d'assurances et les forfaits vont augmenter ou quand les salariés se retrouveront confrontés à des difficultés croissantes pour se faire soigner correctement, les républicains vont immanquablement accuser la "machine étatique" qui met la pagaille en se mêlant de vouloir régler "la liberté du marché".

Un terreau fertile pour la démagogie des républicains

Bien sûr, tout cela n'est que pure démagogie. Il n'y a rien d'"étatique" dans ce plan. En fait, les républicains lui apporteront leur soutien si l'hôte de la Maison-Blanche était un républicain — et pas un Noir qui s'appelle Barack Obama, élevé à la présidence par le mouvement de millions de pauvres, de ceux qui n'avaient jamais fait entendre leur voix, Noirs et Latinos dans leur immense majorité.

E. J. Dionne Jr., journaliste membre d'une agence nationale, soulignait dans une tribune publiée par le *San Francisco Chronicle* (20 mars) ce qu'il qualifiait de "plus grand paradoxe de la grande bataille du système de santé". Voici ce qu'il écrivait :

"Les démocrates se sont ralliés à une loi qui conviendrait aux républicains — du moins à une immense majorité d'entre eux. Elle est établie sur une série de principes adoptés depuis des années par les républicains."

Peu importe que le plan de santé Obama soit essentiellement un plan avec une "forte tendance républicaine", comme le dit Dionne Jr. Les républicains sont enrégés. Ils espèrent enregistrer de grandes victoires lors des élections de mi-mandat en novembre. Ils vont continuer sans relâche à mettre en avant les défauts du plan de santé Obama — ce qui est inévitable, compte tenu de la tare originelle de ce plan, qui consiste à édifier la réforme du système de santé sur la base de ces mêmes assurances privées qui sont responsables de l'état de choses calamiteux qui règne actuellement.

Si les républicains enregistrent beaucoup de victoires, ce ne sera que parce que la politique d'Obama leur aura frayé la voie en refusant d'écouter ceux qui, le 4 novembre 2008, lui ont donné un mandat pour l'emploi, la paix et la justice. La rupture du mouvement ouvrier avec les démocrates est bien la question clé.

Car le plan Obama fournit un terreau fertile où la démagogie des républicains ne peut que s'enraciner et croître.

Dans une déclaration faite quelques jours après le vote de la loi sur la réforme Obama du système de santé, Rose Ann DeMoro, directrice exécutive du syndicat des infirmiers-infirmières National Nurses United et membre du conseil exécutif de l'AFL-CIO, notait :

"Quand un nombre grandissant d'Américains vont se rendre compte que la loi n'a rien à voir avec les mensonges propagés par la droite et vont se retrouver face à l'inflation de leurs dépenses de santé, et qu'ils vont devoir se bagarrer avec les assureurs pour se faire rembourser les soins dont ils ont besoin, ils vont être déçus et vont avoir davantage de possibilités de faire pression pour une véritable réforme. La prochaine fois, il faudra que la réforme soit faite comme il faut."

Nous sommes d'accord avec cet appel à continuer le combat jusqu'à une vraie réforme du système de santé, autrement dit le système par répartition et fondé sur le salaire différé. Mais nous croyons nécessaire de lancer un avertissement, car avec la déception devant l'inflation des dépenses, la campagne démagogique va redoubler contre "le système étatique" qui se mêle du marché de la santé, au lieu de se retourner contre les assurances privées.

C'est ce qui arrive quand le président sur qui se concentraient les espoirs de millions d'électeurs les emmène sur une fausse route et les envoie dans les griffes des compagnies d'assurances privées.

Dans la prochaine phase de cette bataille, il faudra rejeter systématiquement toute tentative de fonder la réforme de la santé sur les assurances privées. C'est seulement en mettant à jour ce qui est à la racine du problème que nous pourrions combattre l'offensive de l'extrême droite raciste et fascisante.

Mais cela ne pose-t-il pas à son tour une autre question évidente ? Si nous voulons gagner une sécurité sociale par répartition et fondée sur le salaire différé, ne faudra-t-il pas que les syndicats rompent les liens qui les subordonnent au Parti démocrate en mobilisant massivement dans la rue sur leurs propres revendications en faisant alliance avec les organisations populaires, et, ce qui est le plus important, en construisant leur propre Labor Party indépendant ?

Qu'est-ce que l' "Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique" (ALBA) ⁽¹⁾ ?

Par Andreu CAMPS

DANS QUEL CONTEXTE S'EST CONSTITUÉE L'ALBA ?

Le 14 décembre 2004, le président du Venezuela, Hugo Chavez, et le président de Cuba de l'époque, Fidel Castro, ont signé à La Havane un accord appelé ALBA, plus connu sous le nom d' "Alternative bolivarienne". Cet accord a été conclu contre la politique de l'administration nord-américaine, qui tentait de conclure depuis le mandat de Bill Clinton un traité de libre commerce pour tout le continent.

Mais l'offensive des administrations américaines successives pour imposer cet accord continental de libre commerce avait soulevé une résistance accrue des peuples de l'Amérique latine. A cela s'est ajouté le fait que les conséquences désastreuses, particulièrement pour la nation mexicaine, mais aussi pour les travailleurs nord-américains (Etats-Unis et Canada), de la mise en place au 1^{er} janvier 1994 du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN) étaient ressenties dans tout le continent.

L'ouverture du processus révolutionnaire au Venezuela a été le produit direct du soulèvement populaire du 27 février 1989 contre la hausse des prix, notam-

ment des transports, décrétée par le gouvernement Andres Perez sur injonction du Fonds monétaire international. Ce soulèvement a ébranlé l'Etat bourgeois semi-colonial de haut en bas, provoquant entre autres choses la division au sein de l'armée et la formation d'un mouvement dit "bolivarien" de jeunes officiers commandés par Hugo Chavez.

Hugo Chavez a mené la bataille pour des élections à la Constituante, qui ont eu lieu en juillet 1998. Elles ont représenté l'institutionnalisation du processus révolutionnaire en cours. Dans la même période, ont eu lieu l'explosion sociale qui a bouleversé l'Argentine en décembre 2001, les différents mouvements de masse en Equateur et en Bolivie, y compris la victoire électorale de Lula en octobre 2002 au Brésil. Les derniers événements au Mexique, au Pérou, au Honduras, etc., s'inscrivent dans cet ensemble, qui dessine un bouleversement général sur tout le continent.

L'intention des gouvernements vénézuélien et cubain était donc de dresser une "alternative" face à l'échec de la politique commerciale d'ensemble de l'administration américaine. Cette alternative, nous y

(1) Depuis octobre 2009, l'ALBA a pris le nom d'Alliance bolivarienne-TCP (Traité de commerce des peuples).

reviendrons plus loin, avait ses limites, marquées par le respect, en dernière instance, du marché mondial, et donc de la propriété privée des grands moyens de production, de distribution et d'échanges. Donc, au point de départ, l'intention des gouvernements vénézuélien et cubain était d'établir un meilleur rapport de force pour négocier avec l'administration américaine. De la part de Cuba, il s'agissait de la levée de l'embargo, seule possibilité pour augmenter considérablement les entrées de devises liées au tourisme nord-américain et pouvoir accéder à des prêts pour pouvoir acheter dans de meilleures conditions des produits de première nécessité dont Cuba a largement besoin.

Les 4 et 5 novembre 2005, le sommet des Amériques qui a eu lieu à Mar del Plata, en Argentine, a, dans les faits, entériné la mort de l'ALCA et a forcé l'administration américaine à promouvoir des traités de libre commerce bilatéraux. C'est à ce moment-là que Mercosul, constitué en 1991 (même si son application complète n'a eu lieu que fin 1994) entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, a donné l'impression d'une certaine "autonomie" par rapport à l'administration américaine ; ce qui n'était qu'une apparence, car Mercosul a été constitué sous les diktats et pour les intérêts des multinationales qui ont participé au début des années 1990 au pillage des entreprises nationales de ces pays respectifs. Et l'apparence d'autonomie par rapport à l'administration américaine était notamment donnée par la place importante des multinationales européennes.

En tout état de cause, l'administration Bush venait de subir une défaite dans sa volonté d'instaurer un accord continental de libre commerce, défaite produite d'abord par la résistance des peuples latino-américains. Répétons que ce projet avait été mis en place par son prédécesseur, Bill Clinton.

Lors de son discours d'investiture en janvier 1994, Clinton a annoncé la nécessité de modifier les rapports commerciaux avec les pays d'Amérique latine, qui étaient à l'époque largement déficitaires, et en particulier la nécessité de renforcer la place des multinationales nord-américaines sur le continent, c'est-à-dire assujettir encore plus tous les peuples dans

une concurrence avec les multinationales européennes.

L'administration Bush a essayé de donner une impulsion majeure à ce projet et il s'est trouvé confronté à la résistance des peuples.

Evidemment, l'échec relatif de l'ALCA a renforcé la place de Mercosul, mais a limité aussi son développement, parce que l'administration américaine a renforcé les traités bilatéraux avec le Chili, a forcé l'adoption d'un traité de libre commerce avec le Pérou en 2008, le Costa Rica en 2009, l'instauration du CORICOM pour toute la Caraïbe, et a poursuivi, à l'échelle du continent, la mise en place de ce type de traités.

Cependant, en aucun cas on ne peut considérer Mercosul comme en opposition à la politique de l'impérialisme américain. Depuis la mise en place de Mercosul, des accords avec l'administration américaine ont été établis.

Ainsi le 24 septembre 2001, un communiqué commun des ministres du Commerce des pays de Mercosul et des Etats-Unis indique :

"Nous sommes d'accord pour redoubler nos efforts afin d'assurer la réussite de la réalisation de la zone de libre échange des Amériques avant janvier 2005."

Après la victoire du Parti des travailleurs du Brésil en octobre 2002 et la constitution du gouvernement Lula, celui-ci n'a pas pu continuer les négociations sur la création de l'ALCA. D'abord, parce qu'en 2001, il y a eu une grande mobilisation populaire et syndicale engagée par les noyaux militants du PT pour la tenue d'un plébiscite populaire sur l'ALCA, qui s'est soldé par 98 % de non à l'ALCA sur 6 millions de participants. Ensuite, dans d'autres pays du continent, s'est développée une opposition grandissante à l'ALCA, notamment au Venezuela, où le gouvernement Chavez a pris une place active. Cet ensemble d'éléments a fait échouer l'accord sur l'ALCA.

Mais les représentants de l'administration nord-américaine, après la faillite de l'ALCA, ont déclaré de manière pragmatique :

"... par l'ALCA si possible ou sinon par des accords bilatéraux."

La structure de Mercosul rappelle dans la forme la structure de l'Union européenne, y compris par la constitution d'un cadre de concertation sociale dénommé Coordination des centrales syndicales du Cône Sud, sur le modèle de la Confédération européenne des syndicats. Mais il serait abusif d'aller plus loin dans l'analogie. D'abord, les gouvernements de Mercosul sont les gouvernements de pays semi-coloniaux. La majorité des gouvernements de l'Union européenne sont des gouvernements impérialistes. Même s'ils sont subordonnés à l'impérialisme nord-américain, ils ne renoncent pas à défendre leur place sur le marché mondial. L'actuelle crise de dislocation de l'Union européenne, face à l'offensive des Etats-Unis, qui, pour essayer de surmonter l'effroyable crise économique, essaient de réduire à la portion congrue les différents impérialismes européens, offensive qui n'hésite pas à mettre sous tutelle même des pays impérialistes, à commencer par la Grèce, montre clairement que les différentes bourgeoisies européennes cherchent à sauver leur place. Cela, évidemment, met en cause tout l'assemblage des institutions de l'Union européenne, démontre que ce sont des instruments exclusivement au service du capital financier, notamment l'euro.

Entre décembre 2004 et décembre 2009, l'ALBA s'est élargie à la Bolivie, en 2006 à l'Equateur et au Nicaragua et à d'autres petits pays de la Caraïbe, tels qu'Antigua et La Barbade, Saint-Vincent, Les Grenadines et la Dominique. En 2008, le Honduras a également adhéré, adhésion suspendue après le coup d'Etat du 28 juin 2009.

QUEL EST L'AXE DES PRINCIPES CONSTITUTIFS DE L'ALBA ?

Nous reproduisons ci-dessous les principes constitutifs de l'ALBA.

« Principes directeurs de l'ALBA :

1.- *L'intégration néolibérale donne la priorité à la libéralisation du commerce et des investissements.*

2.- *L'Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine (ALBA) est une propo-*

sition qui se concentre sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

3.- *Dans la proposition de l'ALBA est octroyée une importance cruciale aux droits de l'homme, aux droits sociaux et aux droits de la femme, à la défense de l'environnement et à l'intégration physique.*

4.- *Au sein de l'ALBA, la lutte contre les politiques protectionnistes et les subventions faramineuses des pays industrialisés ne peut pas nier le droit des pays pauvres à protéger leurs paysans et leurs productions agricoles.*

5.- *Pour les pays pauvres dont l'activité agricole est fondamentale, les conditions de vie de millions de paysans et indigènes se trouveraient irréversiblement affectées s'ils étaient inondés de produits agricoles importés, même dans le cas où ceux-ci ne seraient pas subventionnés.*

6.- *La production agricole va au-delà de la production d'une marchandise. C'est la base pour préserver des options culturelles, une manière d'occuper le territoire, c'est-à-dire les modalités de rapports avec la nature. Cela a à voir directement avec l'autosuffisance alimentaire. Dans ces pays, l'agriculture est plutôt un mode de vie et elle ne peut être traitée comme toute autre activité économique.*

7.- *L'ALBA doit s'attaquer à la racine des obstacles, c'est-à-dire :*

– *la pauvreté de la majorité de la population ;*

– *les inégalités profondes et les différences entre les pays ;*

– *l'échange inégal et les conditions non équitables des relations internationales ;*

– *le poids de la dette impayable ;*

– *l'imposition de politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale et des règles rigides de l'OMC, qui minent les bases de soutien social et politique ;*

– *les obstacles pour accéder à l'information, à la connaissance et à la technologie, qui découlent des accords actuels sur la propriété intellectuelle ;*

– *porter l'attention aux problèmes qui concernent la consolidation d'une véritable démocratie, comme la monopolisation des moyens de communication sociale.*

8.- *Il faut faire face à ladite "réforme de l'Etat", qui a seulement amené à la mise en place de processus brutaux de*

dérégulation, de privatisation et de démantèlement des capacités de la gestion publique.

9.- *Comme réponse à la brutale dissolution que l'Etat a subie pendant une décennie d'hégémonie néolibérale, aujourd'hui s'impose la nécessité de renforcer l'Etat sur la base de la participation du citoyen dans les affaires publiques.*

10.- *Il faut contester l'apologie du libre commerce en soi, comme si celui-ci permettait de manière automatique un plus grand niveau de croissance et de bien-être collectif.*

11.- *Sans une intervention claire de l'Etat pour réduire les disparités entre les pays, la libre concurrence entre pays inégaux, la conséquence ne peut être autre chose que le renforcement du plus fort au détriment du plus faible.*

12.- *Approfondir l'intégration latino-américaine exige un plan économique défini par des Etats souverains en dehors de toute influence néfaste des organismes internationaux. »*

La conclusion de ces principes, c'est qu'il faut une *"intervention claire de l'Etat pour réduire les disparités entre les pays"*, et, au point 12 : *"Approfondir l'intégration latino-américaine exige un plan économique défini par des Etats souverains en dehors de toute influence néfaste des organismes internationaux."* Ils concentrent dans une bonne mesure l'objectif de l'ensemble du projet.

Mais précisons d'abord le contenu réel de ces principes. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale n'est pas contradictoire avec les formulations utilisées par la Banque mondiale et l'ONU, reprises aujourd'hui à son compte par le G 20. "L'intégration latino-américaine", selon l'ALBA, n'est pas contradictoire avec la signature de lettres d'intention avec le FMI. La preuve : le gouvernement nicaraguayen, depuis la victoire de Daniel Ortega, a renouvelé ses accords avec le FMI.

Et le point le plus important : en aucun cas, il ne s'agit d'une remise en cause de la propriété privée des grands moyens de production, de distribution et d'échange. Et bien que l'ALBA se réclame de Simon Bolivar et aussi de José Martí, le leader du combat pour l'indépendance de Cuba, personnalités qui avaient combattu pour

l'unité de l'Amérique latine, la perspective d'une Fédération des Etats libres et souverains de l'Amérique latine et de la Caraïbe est absente, parce que cette perspective ne peut avoir de réalité si elle n'est pas intimement liée au combat contre l'oppression et l'exploitation, c'est-à-dire à la rupture avec l'impérialisme et ses traités.

Tout d'abord, on ne peut prêter à Bolivar des choses qu'il n'a ni dites ni faites. Sans aucun doute, son combat était un combat révolutionnaire, pour l'indépendance nationale, pour la souveraineté, mais il était un ferme défenseur de la propriété privée, et donc d'un développement qui ne pouvait être que capitaliste des pays latino-américains, dans le cadre du marché mondial dominé par les pays impérialistes. Aujourd'hui encore moins qu'hier, comment peut-on poser le problème de l'unité sous la forme d'une fédération ou autre des nations de l'Amérique latine ou des Caraïbes sans la rupture totale avec l'impérialisme et les multinationales ? C'est-à-dire sans donner un contenu économique clair : l'expropriation des grands moyens de production, et en particulier des multinationales.

Ces questions se sont posées à Cuba en 1959, nous y reviendrons. Mais aujourd'hui, aucun autre pays de l'ALBA, y compris le Venezuela, n'a cassé la colonne vertébrale de l'Etat bourgeois semi-colonial, garantie de la propriété privée.

Cela, évidemment, nous amène à conclure que l'accord initial entre Cuba et le Venezuela a ses limites. En effet, suite à la chute de Somoza, la révolution cubaine a connu un processus à partir de janvier 1959 qui, par la combinaison du mouvement révolutionnaire des masses, de l'encercllement par l'impérialisme américain et du caractère purement comprador de la bourgeoisie cubaine, a amené à l'expropriation des grands propriétaires, à la constitution d'une banque d'Etat unique, à l'expropriation des grands moyens de distribution, donc à la constitution d'un Etat ouvrier, certes déformé parce que la classe ouvrière a été privée d'une organisation indépendante et exclue du pouvoir par la bureaucratie du Mouvement du 26 juillet, le parti de Castro qui a fusionné rapidement avec l'ancien parti stalinien, le Parti socialiste populaire (PSP). Il se place dans

le cadre de la “coexistence pacifique” entre la bureaucratie stalinienne et l’impérialisme, “sous” la “protection” de Moscou. Cela a démontré, et les développements ultérieurs l’ont confirmé, que la seule issue favorable aux intérêts des travailleurs et des peuples pour la révolution cubaine était l’extension de la révolution sur tout le continent.

En revanche, au Venezuela et dans tous les autres pays qui ont signé l’ALBA, malgré des mesures partielles de nationalisation, le poids du capital privé dans tous les domaines n’a pas été qualitativement modifié. Par exemple, l’analyse de l’économie vénézuélienne au Xe anniversaire du régime chaviste indique une participation de la propriété privée qualitativement non modifiée au sein du PNB. Selon le *Reporte diario de la economía* (journal des milieux patronaux au Venezuela) du 13 janvier, 70 % du PIB restent dans le secteur privé, et cela malgré le fait que la grande industrie nationale, le pétrole, soit propriété de l’Etat et que le nouveau gisement de l’Orénoque soit exploité par l’intermédiaire d’une entreprise mixte, PDVSA, et de plusieurs multinationales dans lesquelles PDVSA détient 51 %.

Du point de vue du système financier, pas plus de 20 % des banques sont nationalisées. Les nationalisations qui ont eu lieu dans la dernière période, même si elles sont importantes, ne concernent pas les secteurs clés de l’économie. La seule entreprise importante était Sidor, dans la région de Guayana (Etat de Bolivar), entreprise d’environ 14 000 travailleurs. Cette entreprise a été nationalisée par le gouvernement Chavez, contraint et forcé par les travailleurs en grève. Mais le gouvernement Chavez a laissé tomber les investissements dans cette entreprise nationalisée. Ces investissements étaient nécessaires surtout parce que la multinationale expropriée a quasiment détruit les installations. De plus, tous les réseaux d’entreprises sous-traitantes privées (autour de 400) a été conservé. Le résultat, c’est que la production a presque chuté de moitié.

Du point de vue de la souveraineté alimentaire, qui a été l’emblème du gouvernement Chavez, en 2009, la production agricole nationale a baissé concernant les produits les plus importants : maïs (- 26 %),

café (- 27 %), canne à sucre (- 12 %), pomme de terre (- 15 %), orange (- 25 %). Le problème central, même si la sécheresse a été très forte cette année, c’est que le gouvernement Chavez essaie de stimuler la production agricole en subventionnant les propriétaires, y compris les grands propriétaires qui se présentent comme de bons patriotes.

Cela ne veut pas dire que dans toute une série de pays qui participent à l’ALBA, il n’y a pas eu de modifications importantes. Par exemple, les nationalisations partielles qui ont eu lieu au Venezuela ont permis une augmentation en nombre et en densité de la classe ouvrière en tant que classe. Et selon les institutions internationales, il y a eu une réduction radicale de la pauvreté, qui est passée de 47 à 27 % de la population. Le gouvernement Chavez a augmenté le budget du ministère de l’Education tous les ans de presque 20 %, équivalent à 7 % du PIB. Depuis 1999, le nombre d’étudiants est passé de 400 000 à 2 500 000 en 2008.

En Bolivie, la nationalisation du pétrole et du gaz a permis de doubler le budget de l’Etat. Donc, ces mesures ont permis au gouvernement d’augmenter les budgets sociaux, même si cela n’a pas signifié l’établissement de véritables services publics nationaux, par exemple de la santé ou de l’éducation. Mais cela est une question qui échappe à l’ALBA. L’ALBA n’engendre pas de tels processus parce que les mesures prises par les différents gouvernements sur le plan social sont le produit direct de la lutte des classes et non la conséquence de la constitution de l’ALBA.

AMPLEUR ET LIMITE DE L’ALBA

Depuis décembre 2004, l’ALBA a eu surtout pour conséquence des échanges au point de départ entre Cuba et le Venezuela. Cuba a fourni au Venezuela des milliers de médecins et d’enseignants (autour de 20 000), qui ont été utilisés pour constituer des missions, c’est-à-dire pour ouvrir des écoles et des centres de santé dans les quartiers les plus pauvres.

En échange, le Venezuela a fourni à Cuba du pétrole à des prix sans concurr-

rence. A ce sujet, l'accord sur le pétrole s'est élargi à toute une série de pays de la Caraïbe et le gouvernement Chavez a constitué une entreprise publique dénommée Petrocaraïbe, qui concède ces avantages aux pays membres de l'ALBA et à d'autres comme Haïti. Dans ce dernier cas, c'est une manière indirecte de soutenir le gouvernement fantoche de Préval, sous occupation militaire de l'ONU, et l'on ne peut pas dire que le peuple haïtien bénéficie de ce pétrole, puisque les prix sont inchangés.

Par rapport à Cuba, l'économie planifiée, produit du triomphe de la révolution et de l'expropriation du capital, ne dépend pas des accords actuels de l'ALBA. Soyons précis : les 80 % d'importations de produits alimentaires proviennent des Etats-Unis. L'embargo imposé par l'impérialisme nord-américain depuis 1962 et renforcé ultérieurement par toute une série de lois et de décrets oblige le gouvernement cubain à payer cash ses importations au prix du marché mondial.

L'objectif central du gouvernement cubain, confirmé lors de la dernière session de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire (les 19 et 20 décembre 2009), c'est d'essayer de modifier les rapports avec les Etats-Unis, en particulier les rapports commerciaux. La victoire d'Obama avait ouvert l'espoir pour les dirigeants cubains d'un allègement de l'embargo. Sur ce point, le rapport du sénateur républicain Lugar abondait en ce sens. Mais l'administration Obama n'a modifié de façon substantielle aucune des mesures d'embargo.

Aujourd'hui, l'économie cubaine est dans une impasse totale. Rappelons les trois chapitres principaux de ces exportations : le nickel (un des premiers producteurs mondiaux) se vend à la moitié de son prix de 2008. Le tourisme a connu une chute significative d'environ 10 %, produit de la crise mondiale, et l'envoi d'argent à Cuba par les ressortissants cubains aux Etats-Unis a chuté de manière importante pour les mêmes raisons.

Le gouvernement cubain vient d'annoncer et a commencé à mettre en place toute une série de mesures, dont la réduction des dépenses notamment sociales. Ainsi, il a commencé à fermer les cantines

pour les travailleurs et a annoncé la suppression des cartes d'alimentation qui permettaient l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité à des prix sans concurrence. Nous devons constater que les accords commerciaux de l'ALBA ne permettent pas à l'économie cubaine de sortir de l'impasse. Cela montre aussi l'impasse de la politique castroïste du "*socialisme dans un seul pays*".

D'ailleurs, le bénéfice de ces accords issus de l'ALBA sont, par exemple, utilisés au Nicaragua pour constituer des entreprises sous le contrôle du plan d'Ortega.

VERS UNE MONNAIE COMMUNE ?

Sans prétendre épuiser l'analyse des effets économiques de l'ALBA, nous pouvons dire que le principe du commerce qui régit l'ALBA est le troc qu'on essaie d'institutionnaliser. Ainsi, au 8^e Sommet de l'ALBA, qui a eu lieu à La Havane les 13 et 14 décembre 2009, il a été décidé au point 18

"d'adopter un plan de mise en place d'un système unitaire de compensation régionale de paiement (Sucre) et de mettre en place un groupe de travail transitoire pour accélérer le dispositif de sa mise en marche, fin janvier 2010".

Le Sucre n'est pas en l'occurrence une monnaie, c'est un moyen virtuel de paiement pour faciliter l'échange.

Le ministre vénézuélien du Pouvoir populaire pour l'Économie et les Finances, Ali Rodriguez Araque, a annoncé le 6 janvier 2010 la mise en place de la première étape de l'expérimentation du Système unique de compensation régionale (Sucre). Il a déclaré :

"Dans cette étape, nous prévoyons que les transactions avec le Sucre soient virtuelles, c'est-à-dire qu'on émettra de la monnaie physique, mais l'opération sera électronique."

Il a annoncé aussi que la première opération serait l'achat de la Bolivie au Venezuela de ciment en échange de l'importation par le Venezuela de bois, de textiles, de produits alimentaires, etc.

"L'année commence avec une nouvelle méthode d'échanges commerciaux dans

l'intention de moins dépendre des règles commerciales des pays développés et surtout du dollar américain, dans l'objectif de faire des émules de l'expérience positive de l'euro sur le continent."

Cette référence à l'euro découle de l'ignorance totale ou de la tromperie consciente, surtout aujourd'hui. Nous vous renvoyons à l'article publié dans *Correspondance internationale*, n° 2, de mars 2010, de Dominique Ferré, qui explique que, dans l'actuelle crise de dislocation de l'Union européenne, l'euro est l'instrument majeur de l'impérialisme nord-américain pour détruire les conquêtes de la classe ouvrière des pays européens. A juste titre, cet article rappelle les déclarations qu'en juin 1997, Tietmeyer, l'un des principaux responsables de la Banque centrale européenne, avait faites avant même le lancement de l'euro :

"Nous ne pouvons plus jouer sur les taux de change (...). Le fardeau de l'ajustement (...) reposera désormais exclusivement sur les coûts du travail nationaux."

Il est évident que le Sucre, cette monnaie virtuelle, n'échappe pas, car elle ne peut échapper, au fait d'avoir comme référent le dollar (à cela s'ajoute le fait que l'Equateur, pays qui fait partie de l'ALBA depuis 1997, a pris le dollar comme monnaie nationale). La preuve en a été faite le 8 janvier 2010 : le président Hugo Chavez a annoncé la décision de dévaluer le bolivar, monnaie nationale vénézuélienne. Cette décision, qui est une décision de souveraineté nationale qui implique le contrôle du gouvernement sur la Banque centrale vénézuélienne, a eu des conséquences très contradictoires.

Le gouvernement a cherché avec l'ajustement monétaire, et notamment la création d'un bolivar pétrolier (le bolivar passe de 2,15 à 4,30 dollars), à multiplier les exportations notamment de pétrole, à impulser la production nationale et à réduire les importations, notamment des produits de luxe. Mais le fait que le gouvernement ne contrôle pas la majorité du système financier, pas plus que les secteurs clés de l'économie, a provoqué une augmentation de l'inflation. Certes, cette inflation ne touche pas de la même ma-

nière toutes les couches de la population. Le gouvernement a établi un réseau de marchés (redmercal) pour les travailleurs avec des produits de première nécessité à des prix 40 % plus bas.

De plus, il a décidé de subventionner d'autres produits comme les livres, l'électricité, le gaz et le téléphone. Il a augmenté le nombre de travailleurs ayant droit à une retraite, et un million et demi de retraités reçoivent une pension mensuelle indexée sur le salaire minimum ouvrier (en 1998, ils n'étaient que 400 000).

Cela a amené aussi à une crise politique, dont une des conséquences a été l'expulsion du ministre du Commerce, Eduardo Saman, du gouvernement. De toute évidence, il représentait l'aile gauche du gouvernement. Il avait déclaré qu'il était nécessaire d'exproprier les grandes entreprises de distribution.

Pour le gouvernement vénézuélien, l'exportation du pétrole est une question majeure : deux tiers de ces exportations se font vers les Etats-Unis (le marché nord-américain est dépendant d'environ 14 % des importations vénézuéliennes) et le gouvernement vénézuélien cherche aussi à trouver de nouveaux marchés. De là, les accords avec la Chine, l'Iran et d'autres pays.

Nous constatons donc que le gouvernement vénézuélien cherche en particulier à tenter de vendre son pétrole sur le marché mondial. Dans ce cadre, l'ALBA et la mise en place du Sucre restent marginales et donnent notamment à l'ALBA une dimension politique.

LE DERNIER SOMMET DE L'ALBA

Les décisions de ce sommet donnent toute la dimension de l'ampleur et des limites de l'ALBA. Quelles sont les décisions qui y ont été prises ? Et dans quel ordre ?

Tout d'abord, il s'agit de considérations politiques, d'affirmation de la souveraineté, de l'exigence de libérer l'Amérique latine des bases militaires étrangères, de la condamnation du régime putschiste du Honduras, évidemment du

refus de l'implantation de nouvelles bases militaires américaines (Colombie, Panama, Costa Rica), l'affirmation des droits de chaque Etat à établir souverainement sa politique extérieure, la référence explicite au droit d'avoir des rapports diplomatiques et économiques avec l'Iran et la Chine, tout en se situant dans le cadre de l'ONU, notamment à propos de la levée de l'embargo sur Cuba votée à la quasi-unanimité lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2009.

Parmi les 25 accords qui ont été conclus, les plus importants concernent :

— Des mesures de santé publique et d'éducation. Ainsi on peut lire :

“ — Réaliser l'étude clinique dans tous les pays de l'ALBA pour pallier les handicaps et dysfonctionnements physiques à partir des plans déjà mis en place en Bolivie, à Cuba, en Equateur, au Nicaragua et au Venezuela. Renforcer plus généralement la coopération sur le terrain de la santé publique.

— Adopter un plan d'action pour l'alphabétisation. Et élargir de manière systématique les services d'éducation dans les pays membres dans l'objectif d'atteindre la couverture totale, afin de garantir l'accès à l'éducation primaire universelle et avancer vers l'accès à l'éducation secondaire.”

La grande mesure, en réalité, c'est la mise en place du Sucre, et à partir de début 2010, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'annonce de la mise en place d'un traité de commerce entre les peuples dont les objectifs sont à déterminer.

Lors du prochain sommet de l'ALBA, annoncé pour les 17 et 18 avril à Caracas dans le cadre de la commémoration du deuxième centenaire du début de la lutte pour l'indépendance des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, il est aussi prévu un Conseil des mouvements sociaux des pays de l'ALBA (il est possible que cela coïncide avec la proposition de Chavez de constituer la V^e Internationale, mais cela n'est pas dit explicitement, entre autres parce que le Parti communiste cubain n'a pas signé l'“Engagement de Caracas”.

Rappelons qu'il s'agit du document soumis par Chavez aux partis de gauche présents à la rencontre de Caracas, en novembre 2009).

L'ALBA ET LA V^e INTERNATIONALE

Rappelons qu'au sommet de Caracas de novembre 2009, Chavez a lancé la proposition de constituer une V^e Internationale socialiste. Lors de ce sommet, il a été constitué un comité de suivi pour organiser une conférence qui devrait se tenir en avril 2010 autour de la date de la célébration du deuxième centenaire du combat pour l'indépendance, qui devrait coïncider avec un nouveau sommet de l'ALBA.

Cet espèce de comité de suivi est composé de Cilia Flores, vice-présidente du Parti socialiste unifié du Venezuela, Ricardo Patino, ministre de l'Equateur et porte-parole du Parti Alianza país (parti de Correa), Piedad Cordoba, sénatrice du Parti libéral de Colombie, Miguel D'Escoto, représentant du Front sandiniste du Nicaragua, et Nicolas Maduro, ministre des Affaires étrangères du Venezuela.

Depuis cette rencontre, aucune proposition n'a été rendue publique sur la préparation de cette conférence. Entre-temps, toute une série de forces à l'échelle internationale, notamment en Amérique latine, se sont prononcées.

Le Parti communiste cubain n'a même pas rendu publique l'existence de cette proposition. Le Parti des travailleurs du Brésil s'est exprimé publiquement pour dire que ce n'était pas une proposition adaptée. La convention nationale du Front Farabundo Marti pour la libération nationale du Salvador a décidé d'adhérer à la proposition. Mais le président du Salvador, Mauricio Funes, membre de ce parti, s'est prononcé contre. Ceux qui ont soutenu de manière “enthousiaste” cette proposition sont les partisans de l'ancien Secrétaire unifié, regroupement dirigé aujourd'hui par Sabado, Besancenot, etc.

Dans le dernier congrès international de ce regroupement, qui s'est conclu le 28 février, la discussion a porté largement sur ce point.

Selon Salvatore Cannavo, dans l'article qui tire le bilan de ce congrès dans *Inprecor*, publié le 8 mars, il est dit notamment :

“Nous pouvons répondre aux défis actuels tels que la possible convocation par le gouvernement vénézuélien d'un débat sur la V^e Internationale. La nature propagandiste de cette proposition unie à la complexité d'une invitation lancée par un chef d'Etat n'échappe à personne. En même temps, et cela a été souligné de manière réitérée, cette hypothèse donne une nouvelle crédibilité et visibilité à la proposition d'une nouvelle Internationale, une dimension cruciale pour faire face à la globalisation capitaliste et à ses crises. Ce n'est pas une coïncidence si, en plus de la proposition de Chavez, il y en a une autre dont l'origine se trouve dans la page web américaine Znet, dont les premiers signataires sont Noam Chomsky, Michaël Albert, Vandana Shiva, Michaël Löwy, John Pilger et d'autres.”

Il faut souligner aussi le soutien “enthousiaste” à la proposition de Chavez de la part du regroupement dénommé “Courant marxiste international” (constitué par feu Ted Grant, et dont le chef de file aujourd'hui le plus connu est Alan Woods). Quelques jours après l'appel de Chavez, il a répondu présent. Dans un document plus élaboré, daté du 19 mars et titré “*Pour la V^e Internationale*”, ce courant dit notamment qu'après la dégénérescence de la II^e et de la III^e Internationales,

“aujourd'hui, la dénommée IV^e Internationale n'existe pas comme organisation. Ceux qui parlent en son nom (et il y en a plusieurs) n'ont pas d'influence de masse, ni d'idées correctes, ni même un drapeau sans tâche (sic !). Sur ces éléments, une quelconque résurrection de la IV^e Internationale est totalement exclue.”

Et plus loin :

“Quelle attitude les marxistes doivent-ils adopter ? Le Courant marxiste international défend les idées du marxisme dans les organisations de masse de la classe ouvrière dans tous les pays. C'est précisément dans ces organisations qu'on doit promouvoir la discussion sur la V^e Internationale de manière urgente.”

Résumons. Le dénommé “Courant marxiste international” n'a aucune difficulté à renoncer aux étiquettes et aux contenus. Selon ce courant, il s'agit de défendre la constitution de la V^e Internationale on ne sait autour de quel programme, dans les organisations dites de masse qui, normalement, sont des organisations dirigées par des appareils qui, selon le Cou-

rant marxiste international lui-même, ont dégénéré. On pourrait dire avec eux : où sont les masses et où est le programme ?

Personne ne peut dire aujourd'hui si Chavez va convoquer ou pas cette conférence. En tout cas, sur la base de l'ALBA, il tente d'établir un regroupement politique pour la défense des actions de son gouvernement.

Toutes les forces politiques qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, notamment sur le continent latino-américain, se définissent d'une manière ou d'une autre par rapport à cette démarche. Donc en ce sens, il y a un lien direct — et nous insistons sur ce point — entre ce regroupement politique aux contours nébuleux et ce qu'est l'ALBA.

Les accords dénommés ALBA représentent sans doute une expression déformée du combat pour la souveraineté des peuples d'Amérique latine dans le cadre limité des intérêts des bourgeoisies nationales qui se placent entre l'impérialisme et les masses, et qui sont poussées à prendre des mesures de résistance face à l'impérialisme.

Cette démarche n'est pas contradictoire avec la politique de toute une série d'institutions dirigées par l'impérialisme et-ou les multinationales, comme l'ONU ou Mercosul. Et en même temps, même cela est insupportable pour l'impérialisme américain, qui, au nom de la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production, ne peut pas permettre qu'échappent à son contrôle le pétrole vénézuélien, bolivien, etc. Pas plus qu'il ne peut permettre qu'existent des renationalisations qui remettent en cause la domination sans partage des multinationales. Par exemple, l'administration Obama a lancé une offensive redoublée contre tous les pays de l'Amérique latine, dont la composante militaire est nécessaire, mais dont l'objectif est d'inonder tous les pays latino-américains de produits subventionnés, bon marché en provenance des Etats-Unis.

C'est une atroce guerre commerciale qui, évidemment, ne concerne pas seulement l'Amérique latine, mais qui est indispensable pour l'impérialisme nord-américain pour essayer de surmonter son effroyable crise.

Face à cela, est-ce que l'ALBA est une alternative ? Le problème, c'est que l'ALBA ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire elle ne remet pas en cause de manière substantielle la place des multinationales. C'est avant tout un accord politique entre gouvernements nationalistes qui résistent partiellement à l'impérialisme, mais qui ne sont pas des gouvernements ouvriers et paysans. Dans ce cadre, Cuba occupe une place particulière, car à Cuba, il y a eu une révolution expropriatrice et il s'y est constitué un Etat ouvrier bureaucratique.

Cela étant, l'ALBA n'est pas l'extension des rapports de propriété de Cuba. La IV^e Internationale et ses sections développent une politique de front unique anti-impérialiste de soutien à toutes les mesures de rupture avec l'impérialisme, de défense de la souveraineté nationale que développent ou peuvent développer les gouvernements de l'ALBA et l'institution elle-même.

LE CAS D'HAÏTI

Le 25 janvier, l'ALBA a tenu à Caracas un sommet après le tremblement de terre qui a dévasté Haïti le 12 janvier. Le communiqué officiel de cette rencontre dit notamment :

« La réunion des chanceliers des pays membres de l'ALBA a abouti à huit décisions de coopération concrète avec le peuple haïtien, avec pour axe central la santé. L'efficacité de cette coopération reposera sur une action à court, moyen et long terme, supervisée par une commission nommée à cette fin. Le plan a pour premier point le secteur de la santé, divisé en trois phases fondamentales :

— l'urgence, pour soigner les traumatismes et les pathologies directement produites par le tremblement de terre ;

— l'épidémiologie, pour traiter les conséquences dérivées de l'insalubrité, avec des services de base ;

— la réhabilitation.

20 millions de dollars ont été engagés pour commencer ce travail.

Deuxième point : un appui financier à travers le Fonds humanitaire de l'ALBA pour Haïti, doté par les Etats membres,

dans le but de rassembler des Fonds des organisations politiques apportés de manière volontaire. Cela se développera via les collectes d'entreprises comme Pétrroles du Venezuela (PDVSA) et de l'entreprise CITGO. Pour cela, le président Chavez a suggéré une première dotation de 100 millions de dollars.

Troisième point, la continuation de l'appui énergétique à travers Petrocaraibe. Le président vénézuélien a souligné l'annulation de la dette d'Haïti envers Pétrocaraibe. Il a également annoncé la création d'un plan spécial pour l'approvisionnement direct en combustible à travers les stations-service dans les endroits stratégiques (...).

Le huitième point concerne la coopération en matière de sécurité, de transport et de logistique pour réunir les efforts et appuyer le peuple de manière efficace sur le plan humanitaire.

Les représentants de l'ALBA ont souligné l'importance de ce que "les efforts pour reconstruire Haïti devront veiller à ce que le peuple et le gouvernement de ce pays en soient les principaux protagonistes. Ils ont insisté sur le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale." Ils ont manifesté leur préoccupation au sujet de "la présence excessive de forces militaires étrangères en Haïti, sans motifs qui le justifient et sans clarté sur leur autorité, leurs objectifs, leurs compétences et la durée de leur séjour". »

Evidemment, pour le peuple haïtien, toute l'aide du point de vue de la santé, de l'éducation, la reconstruction du pays que peuvent apporter ces gouvernements ne peut être que saluée. En même temps, cette référence à la présence excessive des forces militaires étrangères en Haïti cache mal le soutien implicite à la Minustah, donc à l'action des Nations unies. Il faut comprendre la contradiction existante : ni le gouvernement de Cuba ni celui du Venezuela n'ont envoyé de troupes dans le cadre de la Minustah. Toute leur aide a été une aide humanitaire. Mais les gouvernements d'Equateur et de Bolivie qui font partie de l'ALBA ont envoyé des contingents dans le cadre de la Minustah.

Nous avons démontré, et les campagnes de l'Entente internationale et les enquêtes réalisées l'ont explicité preuves à l'appui, que l'action de la Minustah, depuis avril 2004, a été désastreuse pour Haïti et a préparé même les conditions de l'intervention actuelle des forces nord-

américaines. Peut-on taire que le représentant de l'ONU en Haïti est Bill Clinton ? Rappelons que lorsqu'il était président, il a commandé l'opération dite "*Restore Hope*" en Somalie, en 1994. On en voit encore aujourd'hui les conséquences.

La question centrale, c'est la souveraineté d'Haïti. Tout soutien au gouvernement fantoche ainsi que toute omission par rapport au rôle de la Minustah est une attaque contre le combat pour la souveraineté d'Haïti, donc la possibilité de sa reconstruction. Comment peut-on édifier une V^e Internationale qui se prétende socialiste sur des bases qui ne mettent pas en cause la propriété privée des moyens de production et ne mettent pas au centre, comme en Haïti, le combat pour la souveraineté des nations face à l'impérialisme ?

*
* *

Pour la IV^e Internationale et ses sections, la défense inconditionnelle du gouvernement Chavez et des autres pays de l'ALBA face à l'impérialisme est une question de principe, ainsi que le soutien à toute mesure qui va dans le sens de

l'émancipation nationale et de la satisfaction des revendications des travailleurs et des peuples.

Pour la IV^e Internationale, le combat pour aider à organiser la classe ouvrière, sur le plan politique et syndical, de manière indépendante de tout gouvernement, y compris des gouvernements nationalistes, est une garantie pour que les mêmes revendications de souveraineté nationale puissent être satisfaites.

Notre position face au projet de V^e Internationale, donc au regroupement politique autour de la défense de l'action du gouvernement Chavez, correspond à une politique de front unique anti-impérialiste, qui implique que la IV^e Internationale et ses sections soient indépendantes. Et dans ce sens, notre orientation stratégique, c'est la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine et des Caraïbes, c'est-à-dire l'union des nations souveraines de l'Amérique latine et des Caraïbes, libérées de l'oppression et de l'exploitation, en solidarité organisée avec les travailleurs et leurs organisations d'Amérique du Nord.

Andreu Camps,
2 avril 2010

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La "Pacha Mama", la "décroissance" et le Secrétariat unifié

Par Lucien GAUTHIER

Depuis quelques années, sous couvert d'écologie politique, se développent toutes sortes de "théories" sur le développement durable, la croissance acceptable et aussi la décroissance. Même si les idées des décroissants purs et durs restent minoritaires, elles influencent largement l'idéologie écologique et imprègnent également les positions des directions du mouvement ouvrier et celles de partis de "gauche et d'extrême gauche".

Que l'"activité humaine", si tant est qu'on puisse parler d'activité humaine en général, influe sur la nature, le climat, l'environnement, c'est une évidence. Depuis l'aube de l'humanité, en abattant des arbres ou en créant des champs, l'homme a modifié son environnement. Mais l'activité humaine n'est pas neutre. Elle s'incarne dans des rapports sociaux de production. En 2010, nous vivons dans le cadre d'un régime social, le capitalisme, forme actuelle de la division de la société en classes. Le capitalisme à son stade impérialiste, loin de développer la société, la conduit à la catastrophe. Il est destructeur. Pour se sauver de la barbarie, l'humanité doit voir l'avènement du socialisme.

Lors de son dernier congrès (février 2010), le Secrétariat unifié a adopté une résolution renonçant explicitement à la seule référence au socialisme pour adopter "l'écocapitalisme".

Le rapporteur à ce congrès ose affirmer :

"Parmi les adversaires de l'écocapitalisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs."

Remarquons au passage la mise en cause du "pur schéma de la révolution d'Octobre" pour noter l'ironie involontaire du rapporteur d'un courant politique qui, depuis plus d'un demi-siècle, combat la position trotskyste qui veut que le capital est un régime social à l'agonie, que les forces productives ont cessé de croître, que ce régime entraîne l'humanité à la barbarie.

Le Secrétariat unifié dénonçait cette position comme "catastrophiste" et considérait que le capital n'avait pas épuisé ses possibilités historiques, continuant de développer les forces productives. Et aujourd'hui, au nom du "réchauffement climatique", le Secrétariat unifié s'alarme des ravages du capital.

Dans *La Vérité*, n° 67, l'article "*Les marxistes face à l'imposture de l'écologie politique*" revient sur cette question. Il cite notamment des articles de Gérard Bloch sur l'écologie datant d'il y a quarante ans, qui analysait le caractère du capital, dégradant et destructeur pour l'humanité et l'environnement.

On le voit, sur ce terrain comme sur les autres, le marxisme, qui n'est pas un dogme, mais une méthode d'analyse et de combat, permet de saisir, pour le combattre, le caractère réactionnaire du capital, entraînant l'humanité à la barbarie.

LA DÉCROISSANCE CONTRE LE PROGRÈS

“Nous savons qu'il n'existe pas de développement et de croissance sans fin”,

écrit l'un des “théoriciens” de la décroissance, Paul Aries, dans *Nouveau millénaire, défis libertaires*.

Qui est le “nous” ? Qui a établi que le monde est “fini”, que l'infini n'existe pas ? Pas des scientifiques, en tout cas, mais des idéologues qui ont un objectif. Quel objectif ?

“Il faut casser la société productiviste, c'est-à-dire détruire la société industrielle” (“Décroissance ou barbarie”).

L'alternative n'est plus, selon ces “libertaires” (sic), socialisme ou barbarie, mais décroissance ou barbarie. Paul Aries présente la décroissance comme

“très difficilement récupérable. Elle attaque frontalement le capitalisme et la société de consommation.”

Capitalisme et “société de consommation”, ce n'est pas identique. Dans son *Petit traité de la décroissance sereine*, Serge Latouche, un autre “théoricien” de la décroissance, précise :

“La décroissance repose sur la critique du développement de la croissance, du progrès, de la technique et finalement de la modernité.”

Ainsi, sous le drapeau du choc frontal avec le capitalisme, ce qui est en cause, c'est le “progrès” et le “développement”.

Et Serge Latouche d'enfoncer le clou :

“L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous la bannière du développement ou de la mondialisation (...). Pour mettre en œuvre ces politiques de décroissance, faut-il au préalable, au Sud comme au Nord, une véritable cure de désintoxication collective ? La croissance, en effet, a été à la fois un virus pervers et une dro-

gue” (“Et la décroissance sauvera le Sud”).

La lutte “frontale” contre le capitalisme, c'est donc la lutte contre le “développement”. Il faudrait donc en conclure, si l'on suivait ce raisonnement, que loin d'être un régime social à l'agonie, destructeur, le capitalisme est moteur de croissance et développement de la société. En réalité, l'ennemi n'est pas le capitalisme, mais le “développement” et le “progrès”.

Selon les décroissants, l'idéologie “productiviste” aurait pour seul but la production. Et c'est cette production illimitée qui serait responsable de la “crise de la planète”. Le capitalisme ne serait dès lors qu'une des variantes de l'idéologie “productiviste”, le socialisme en serait une autre. Or, derrière l'apparence des choses — la production illimitée sous le capitalisme —, il y a la réalité ; *“la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste”*, selon Marx, c'est la production de la plus-value fondée sur l'exploitation du travail et sa transformation en profit. Tel est le fondement de la production capitaliste, et évacuer ou ignorer cette réalité, c'est — qu'on le veuille ou non — préserver le capital.

Le capitalisme n'est donc pas une idéologie “productiviste”, mais un régime social défini par la recherche du profit. La production est déterminée par le profit. Et cela entraîne l'écrasement des masses ouvrières et paysannes et des peuples sous son talon de fer et, loin de contribuer au développement et au progrès, conduit l'humanité à la plus grande des catastrophes.

“L'HUMANITÉ CONSOMME TROP”

C'est précisément cette division de la société en classes que les décroissants veulent nier en s'attaquant aux “consommateurs” en général :

“Nous n'exonérons pas la consommation ordinaire des gens ordinaires” (Paul Ariès).

Sous le drapeau de la lutte contre le “productivisme” et la société de consommation, il faut arrêter de rouler en voiture, d'acheter des télévisions et d'autres marchandises, bref de consommer. Il ne s'agit

donc pas de s'attaquer au capital, mais aux "consommateurs", regroupant ainsi sous un même vocable travailleurs et capitalistes.

Par avance, Marx avait répondu à nos "nouveaux théoriciens". Selon lui, la consommation de masse

"dépend non de ce que la société peut produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, qui a une tendance à ramener à un minimum variable entre des bornes plus ou moins étroites la consommation de la grande masse" (Le Capital, Livre III, tome 1, chapitre 15).

Plus la capacité de production se développe, plus elle entre en conflit avec la capacité limitée de la consommation. Le système s'efforce d'y remédier en trouvant de nouveaux marchés (mais ceux-ci satureront à leur tour), en tentant de prendre le monopole d'un marché, en exerçant la concurrence, en ouvrant des marchés artificiels, et aussi par la guerre. Bref, c'est le stade d'agonie du capital ; les rapports capitalistes sont un obstacle au développement de l'humanité.

Mais tout cela n'existe pas pour les décroissants. Pour ces gens-là, l'unique solution réside dans la réduction de la consommation de masse. Serge Latouche propose ainsi d'instaurer *"de forts impôts, type TVA, sur la consommation de produits dont les prix continuent de baisser"*. Prenant l'exemple des écrans plats de télévision, auxquels il semble tenir et dont le prix a baissé, pour éviter que la consommation d'écrans plats augmente, il faut les taxer lourdement...

C'est donc la grande masse des travailleurs qui sera sanctionnée, tandis que la minorité aisée ne sera pas gênée.

Et Paul Aries, universitaire comme son collègue Latouche, d'écrire :

"Tant qu'il repose sur l'exploitation et la domination, le travail est à fuir."

Les millions de travailleurs qui se sont retrouvés, du fait de la "crise", privés de travail en 2009 ne l'ont pas fui. Ils ont été licenciés. Et c'est certain, leur consommation en a été réduite ! Est-ce cela, la décroissance ?

A l'évidence, la décroissance est non seulement réactionnaire et ne mériterait pas qu'on s'y arrête si le danger ne résidait dans son imprégnation diffuse dans les organisations ouvrières.

Sous couvert de lutte contre le gaspillage, d'équilibre écologique, il s'agit en fait d'une offensive contre les fondements mêmes de la lutte des classes et du socialisme. Celui-ci a toujours dénoncé l'anarchie capitaliste, le gaspillage et les destructions qu'il entraîne ; mais il s'agit là d'une autre question pour les décroissants, qui appellent à lutter contre l'amélioration des conditions d'existence des populations au nom de la lutte contre la "surconsommation".

"Par la production à une grande échelle, la production de masse, la production capitaliste implique donc la production sans tenir compte du marché",

écrit Marx. Car, précise-t-il :

"Il ne faut jamais oublier que dans la production capitaliste, il ne s'agit pas directement de valeur d'usage, mais de valeur d'échange et spécialement de l'augmentation de la plus-value. C'est là le vrai mobile de la production capitaliste ; et nous pouvons rire de ceux qui, pour faire disparaître les contradictions de la production, en font une production basée sur la consommation directe des producteurs."

Prétendre que c'est la "surconsommation" qui est responsable de la production vise donc à remettre en cause la division en classes de la société, l'exploitation du travail, et à exonérer le capital de toute responsabilité. Ce serait donc une trop grande consommation des travailleurs et une trop grande production qui seraient responsables des malheurs de la planète. Une responsabilité partagée, en quelque sorte, entre travailleurs et patrons.

Pour Marx, à l'inverse, *"la production est limitée par le profit capitaliste et non par les besoins des producteurs"*. Les "besoins des producteurs" (les "consommateurs"), c'est le combat séculaire des travailleurs pour obtenir des augmentations de salaires, interdire le travail des enfants, obtenir le droit à la retraite, à des congés, à des prestations sociales. Et c'est à cela qu'ils devraient renoncer ? C'est très exactement le point de vue des capitalistes.

"ON PRODUIT TROP PEU"

Pour Marx, sous la domination du capital,

“on ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même, on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donné la partie de la population qui est capable de travailler (...). En outre, les moyens de production que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et, par conséquent, les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

Mais, périodiquement, on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconstituées en capital dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste” (*Le Capital*, Livre III, tome 1, chapitre 15).

On “produit trop peu” pour l'immense majorité de la population, mais, périodiquement, on “produit trop” pour que le profit des capitalistes soit à la hauteur de ce qu'ils désirent. Ce n'est donc pas la consommation de masse qui est responsable de la crise et des crises, mais la recherche effrénée du profit par la minorité capitaliste.

“La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production ; la production n'est qu'une production pour le capital, et non l'inverse (...). (Les forces productives) entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Le moyen — développement inconditionné de la production sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant” (*Le Capital*, Livre III, tome 1, chapitre 15).

Ici s'exprime la contradiction fondamentale du système capitaliste : la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. C'est de là que naissent toutes les autres contra-

dictions du capitalisme, et c'est de cette contradiction que naissent les crises : de cette contradiction entre production illimitée pour extorquer la plus-value et appropriation privée pour la recherche du profit.

C'est cette contradiction qui donne son caractère anarchique à la production capitaliste, le gaspillage et les destructions. Pour surmonter ses crises, le capital détruit une masse de forces productives. Les guerres en sont l'expression la plus élevée.

La production, le développement honnis par les décroissants ne sont pas guidés par la recherche de la satisfaction des besoins sociaux de la grande masse, mais par celle de la minorité capitaliste. Pour permettre un nouveau développement de l'humanité, c'est ce système capitaliste qu'il faut renverser.

Mais pour les idéologues de la décroissance, ce n'est pas le problème. Pour eux, c'est le développement qui est en cause.

VIVE LA PAUVRETÉ !

Paul Aries écrit :

“Nous devons expliquer aux exclus et aux déçus de la croissance que la vraie alternative n'est plus entre croissance et décroissance, mais entre récession et décroissance.”

N'est-ce pas très exactement ce que ne cessent d'expliquer les tenants du capitalisme en restructurant les entreprises, en licenciant par millions les travailleurs, en écrasant les peuples ?

Et Serge Latouche, universitaire qui profite de sa retraite (car lui en a une), n'hésite pas à écrire :

“La croissance économique est l'alpha et l'oméga de toutes les politiques économiques actuelles. Elle représente un bénéfice illusoire pour des sociétés de plus en plus malades de leurs richesses. Dans les pays développés (...), boire et manger y sont devenus les principales sources de mortalité.”

Le fait que dans un pays “développé” d'Europe, des millions de personnes aient recours à la soupe populaire parce que c'est leur seul moyen de subsistance, qu'aux Etats-Unis, officiellement 40 millions de personnes vivent en dessous du seuil de

pauvreté, cela n'effleure même pas l'esprit de Serge Latouche.

C'est pourquoi il faudrait, à son avis, revenir à une "production matérielle équivalente à celle des années 1960-1970", et pas question que les pays "sous-développés" rejoignent ce niveau... Un certain Vincent Cheynet, adepte de Latouche, explique :

"Le développement, c'est notre modèle occidental (...). Pourquoi les sous-développés nous rejoindraient-ils ? Pour penser la décroissance, il faut penser l'humain comme un. Le gâteau ne peut pas grossir indéfiniment. Il faut le partager."

Les "sous-développés" ? Le style, c'est l'homme !

Et Latouche d'insister :

"Une société hors croissance est aussi nécessaire au Sud qu'au Nord."

Quelle serait donc la solution "décroissante" pour les "sous-développés", à savoir les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique dominés par l'impérialisme ?

« Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation. Retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Réintroduire les produits spécifiques oubliés et abandonnés, et les valeurs "antiéconomiques" liées à leur histoire. Récupérer les techniques et les savoir-faire traditionnels » (Serge Latouche, "Et la décroissance sauvera le Sud").

Et il ajoute :

« Il y a dans cette proposition qui part d'un bon sentiment — vouloir "construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire " — un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement. »

Et Latouche de se révéler pour ce qu'il est :

"Quant aux écoles et aux centres de soins, sont-ce les bonnes institutions pour introduire et défendre la culture et la santé ? Ivan Illitch (1) a émis naguère de sérieux doutes sur leur pertinence même pour le Nord."

Sur les 600 médecins formés en Zambie, il n'en reste que 50 dans le pays. Sur les 498 diplômés de la faculté au Ghana, 298 sont partis à l'étranger. Il y a plus de médecins nigériens à New York qu'au Nigeria. Selon les études mêmes de la Banque mon-

diale, ce mouvement devrait s'amplifier et toucher aussi les infirmières du fait des besoins de recrutement des Etats-Unis. Dans ce pays du "Nord", les coupes dans les budgets sociaux de la santé, de l'école au profit du budget militaire provoquent des manques énormes dans les services sociaux et de santé, que l'impérialisme comble très partiellement en pillant les personnels qualifiés des pays dits "sous-développés". Cela coûte beaucoup moins cher que de les former aux Etats-Unis.

Comme on le voit, le "développement" est contradictoire... La misère s'étend en Europe et aux Etats-Unis. L'espérance de vie tend à baisser et des maladies éradiquées réapparaissent "au Nord".

Selon l'OMS, le seuil minimum est de 20 médecins pour 100 000 habitants, ce qui n'est déjà pas grand-chose. En Afrique subsaharienne, il est de 3 à 5 ! Sur les 529 000 femmes qui meurent chaque année dans le monde suite aux complications d'une grossesse ou d'un accouchement, 270 000 sont Africaines.

Et ces "décroissants"-là proposent de revenir "aux pratiques ancestrales" ! Est-il exagéré de parler de génocide ?

Sur les 40 millions de séropositifs dans le monde, 26 millions vivent en Afrique. Alors qu'en Europe et aux Etats-Unis, le taux de mortalité a chuté de 80 % du fait des traitements, l'épidémie continue de tuer en Afrique.

2 000 enfants meurent chaque jour du paludisme, une maladie qui fait 900 000 victimes par an alors que les traitements existent ! En 2004, Richard Trent, directeur de l'association "Africa Fighting Malaria", déclarait à ce propos :

« Ils meurent parce qu'ils sont trop pauvres pour disposer de médicaments. Ils meurent parce que les gouvernements des pays riches ne veulent pas financer des mesures qui sauveraient des vies, comme pulvériser de l'insecticide dans les maisons, parce que ces gestes ne sont pas conformes à l'idée qu'ils se font de la "durabilité environnementale". Le paludisme est une maladie complexe, mais le meilleur remède pour les habitants des zones infectées est d'échapper à la pauvreté. Le Traité sur le réchauffement cli-

(1) Ivan Illitch : idéologue post-soixante-huitard, qui mena campagne contre l'école en France.

matique et le protocole de Kyoto ne leur sera d'aucune aide. »

Mais pour les décroissants, rien n'y fait. Il poursuivent :

“Les bidonvilles possèdent des points forts et peuvent être riches d'enseignements en matière d'urbanisme : esprit communautaire, respect de l'environnement, inventivité” (numéro spécial “*Dé-croissance*” de *Courrier international*, octobre 2009).

Un milliard d'êtres humains vivent dans ces bidonvilles, sans travail ou surexploités, sans hygiène, où la lutte pour manger est quotidienne, soumis aux bandes de trafiquants de drogue, encerclés par la police, qui, comme au Brésil, abat régulièrement les enfants de ces favelas. Voilà donc, pour les décroissants, le modèle de “société hors croissance”.

L'“ÉCOSOCIALISME” DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ

Bien que collaborant avec les décroissants, le Secrétariat unifié ne se revendique pas décroissant, mais “écosocialiste”, comme l'a voté son dernier congrès (février 2010). Bien évidemment, le discours est autre. Le responsable des malheurs de la planète, du réchauffement climatique, c'est le capitalisme, bien sûr...

A l'occasion du sommet de Copenhague, le reproche fait aux capitalistes, c'est que “*les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC*”.

Pour le Secrétariat unifié, les propositions du GIEC — organisme mis en place par les Etats et l'ONU, et non pas organisme scientifique indépendant — constituent la plate-forme minimale à mettre en œuvre.

Dans la résolution adoptée par le congrès du Secrétariat unifié, on peut lire :

“La réussite de la transition dans les quarante ans à venir est conditionnée par une importante diminution de la consommation d'énergie (50 % et plus dans les pays développés). Celle-ci implique à son tour une réduction significative de la production matérielle, de sorte que le problème clé est le suivant : il faut produire globalement moins, tout en répondant aux

demandes légitimes de trois milliards d'êtres humains dont de nombreux besoins fondamentaux sont insatisfaits.”

Trois milliards seulement sur les 6,5 milliards de terriens ? De façon plus ampoulée que les décroissants, la résolution du Secrétariat unifié n'en affirme pas moins que la moitié de l'humanité (le “Nord”) voit ses besoins fondamentaux satisfaits. Il n'y a plus, d'un côté, la minorité capitaliste, et, de l'autre, les travailleurs du “Nord” comme du “Sud”, soumis au capital. Non, il y a ceux qui vivent bien “au Nord” et ceux qui vivent mal, “au Sud”. On comprend, dans ces conditions, qu'il faut produire moins pour faire baisser la consommation inutile des peuples engraisés du Nord !

Le principal reproche fait au capital ?

“Le capital est incapable de résoudre le problème clé, car il est structurellement incapable de réduire la production matérielle.”

La lutte “anticapitaliste” n'est donc pas la lutte contre le profit et l'exploitation du travail, mais la réduction de la production. La résolution précise :

“La diminution de la production et de la consommation matérielle est immédiatement nécessaire à la stabilisation du climat parce que le capitalisme a entraîné trop loin l'humanité dans une voie sans issue.”

Peu importe l'humanité : l'urgence, c'est le climat !

Derrière le langage “anticapitaliste” apparaît la même exigence commune aux décroissants et aux écologistes : on produit trop, on consomme trop.

Et pour le Secrétariat unifié, qui se réclame frauduleusement de la “révolution”,

“l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles : limites des stocks de ressources non renouvelables, pas de conversion de l'énergie, conditions de fonctionnement des écosystèmes et des cycles biologiques”.

Et partant d'affirmations spéculatives et non fondées scientifiquement, le Secrétariat unifié révisé la lutte des classes pour l'émancipation des travailleurs. Si l'on comprend bien, le combat d'émancipation doit être borné par les “contraintes naturelles”. En conséquence, le Secrétariat unifié se prononce pour une mobilisation dont le but “doit être de contraindre les gouverne-

ments à viser au minimum les réductions d'émissions les plus radicales avancées par le GIEC". Rappelons que le GIEC est un organisme officiel mis en place par l'ONU et les Etats, et que ses propositions, même les plus "radicales", s'inscrivent dans le cadre du système capitaliste.

UN PLAN "ANTICAPITALISTE" POUR FERMER LES USINES

Avec un langage "révolutionnaire", le Secrétariat unifié en appelle à un "plan anticapitaliste global de reconstruction sociale et écologiste".

"Ce plan inclut la défense et le renforcement du secteur public (en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie), le droit à l'emploi, à la protection sociale et au revenu comme droits fondamentaux, la reconversion collective et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles ou nuisibles."

En un mot, le Secrétariat unifié appelle le mouvement ouvrier, les travailleurs et leurs organisations, au nom de la défense du climat, à participer aux restructurations. D'ailleurs, dans le journal du NPA, *Tout est à nous* (10 décembre 2009), on pouvait lire :

"Répondre réellement à la crise climatique implique une transformation des modes de production et du système industriel. Il faut dire clairement qu'à terme, des industries devront fermer."

On comprend donc que le Secrétariat unifié révisé le combat d'émancipation des travailleurs, puisqu'il ne s'agit plus de s'opposer aux plans du capital, mais d'opérer un "contrôle ouvrier" sur les restructurations et fermetures d'usines.

Dans une situation marquée, au nom de la "crise", par un plan mondial de restructurations, de licenciements par millions, le Secrétariat unifié, qui se déclare "anticapitaliste", au nom du "réchauffement climatique", se prononce pour des restructurations "écologiques"...

Dans la résolution de son congrès, on peut ainsi lire :

"A partir de ce cadre, nous intervenons dans les luttes, notamment autour des restructurations industrielles dans les secteurs écologiquement non soutenables

(automobile, par exemple) pour proposer des issues concrètes au choix infernal entre la poursuite de la production et la destruction de l'emploi."

Ainsi, au moment même où l'industrie automobile subit une offensive sans précédent (Ford et General Motors aux Etats-Unis, et ses conséquences mondiales avec Volvo en Suède, Renault en Europe, etc.), où des centaines de milliers d'emplois sont liquidés, le Secrétariat unifié ne se prononce pas pour le maintien des sites et de tous les emplois, mais pour accompagner "écologiquement" les licenciements.

"Nous exigeons des gouvernements qu'ils créent des emplois publics écologiquement utiles dans les secteurs tels que l'isolation des maisons, les transports en commun et le déploiement des sources d'énergie renouvelable."

Les fondements du mouvement ouvrier, c'est l'opposition irréconciliable entre capital et travail, c'est l'existence d'organisations ouvrières, des syndicats, qui ont pour but exclusif la défense des intérêts des salariés contradictoires à ceux des patrons.

La thèse de "l'intérêt général" (en l'occurrence l'écologie, mais, à d'autres époques, ce fut l'unité nationale pour cause de guerre ou la défense de la civilisation occidentale contre les "peuples barbares", celle de la démocratie contre le fascisme...), transcendant les intérêts contradictoires des patrons et des travailleurs n'est que la nouvelle forme d'une idée bien ancienne : le corporatisme. Et cette idée n'est que l'expression d'un phénomène très concret : la recherche par le patronat et par les gouvernements, au nom de la crise économique et maintenant de la "crise écologique", d'associer les syndicats à la mise en œuvre des plans de contre-réformes (destruction de l'emploi, remise en cause des systèmes de retraites, de santé, de protection sociale...).

Et c'est très exactement ce que revendique Joël Decaillon, secrétaire général adjoint de la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES), qui n'est en fait qu'une courroie de transmission de l'Union européenne. Il déclare nécessaire d'ouvrir cette discussion,

"car autant une restructuration boursière est difficilement prévisible, autant la mutation vers une économie durable peut être anticipée. (Il faut) négocier nationalement et dans les territoires les mutations profes-

sionnelles via l'accompagnement et la formation des salariés concernés" (Libération, 6 avril 2010).

Les dirigeants de la CES proposent exactement la même chose que le Secrétariat unifié. La différence est que le Secrétariat unifié parle de "contrôle ouvrier" et que la CES parle de "dialogue".

Annabella Rosenberg, responsable des relations environnementales à la CSI, explique :

"Dialogue entre partenaires sociaux, protection sociale pour les secteurs qui ne pourront pas muter, formation, adaptation locale et investissements sont pour nous les cinq piliers d'une transition juste."

Ce que les chefs du Secrétariat unifié et ceux de la CES proposent, c'est que les organisations syndicales, au nom de la "transition vers le durable", organisent les restructurations et "accompagnent" les licenciements avec des "formations" !

L'idéologie de la décroissance, de l'écologie politique, dont s'inspire le Secrétariat unifié et qui imprègne les appareils du mouvement ouvrier, n'est que la couverture idéologique du capital en crise, qui doit frapper de façon meurtrière la classe ouvrière et les peuples. Et cela implique l'association capital-travail, c'est-à-dire le corporatisme.

Le seul moyen de contrecarrer cette marche destructrice, c'est la lutte des classes, c'est dresser les intérêts propres des travailleurs face à ceux du capital. Cela exige des organisations indépendantes. C'est là la ligne de classe qui sépare la IV^e Internationale du courant petit-bourgeois réactionnaire qu'est le Secrétariat unifié.

LA DÉCROISSANCE AU "SUD" ET LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ

Au nom de leur "théorie", les décroissants ne voient qu'une solution à la crise de la planète : remettre en cause l'agriculture moderne, la technique, le progrès.

On sait très bien que l'agriculture moderne permettrait sans aucun problème de nourrir toute l'humanité. C'est le règne du capital, la recherche du profit qui, d'un côté, par le pillage, l'exploitation, conduit à la misère des continents entiers, et, de l'au-

tre, entraîne la destruction de l'agriculture dans les pays développés comme, par exemple, en Europe, où la politique de l'Union européenne aboutit à un démantèlement de l'agriculture.

Pour les décroissants, il faut également en finir avec le "productivisme" agricole. On produirait trop ! Comme si la réduction de la production et de la consommation "au Nord" allait permettre un développement "au Sud" !

"Les échanges en volume représentent en 2008 pour les céréales 238 millions de tonnes, guère plus de 14 % de la production mondiale. Cette proportion était exactement la même vingt ans plus tôt. Pour le riz, le marché mondial est encore plus étroit. En 2008, il représente environ 7 % de la production mondiale (...). La volatilité des prix est très forte : la spéculation amplifie le phénomène (...). Cette volatilité tend à s'accroître depuis 1974 (...). Avant 1972, le marché mondial est très encadré (...). A partir de 1972, la dérégulation est de mise et la volatilité explose (...). Lorsque les prix sur le marché mondial des céréales sont élevés, c'est la famine qui guette. C'est ce qui s'est passé en 2008 (...). Les émeutes de la faim dans 37 pays en sont la conséquence (...). Lorsque les prix sur le marché mondial des céréales sont bas, les agriculteurs locaux se voient exclus de l'approvisionnement des villes si ces céréales pénètrent sur les marchés locaux sans droits de douane ni contingents quantitatifs. Ils ne sont donc plus incités à produire autrement que pour leur propre subsistance. N'ayant plus de débouchés, la production baisse et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur s'accroît" (Problèmes économiques, février 2010).

Ce qui est en cause, c'est la spéculation, c'est la domination du capital et non la responsabilité des paysans "productivistes du Nord"... La dette du "tiers-monde" était de 67 milliards en 1970, puis de 427 milliards en 1980, de 628 milliards en 1982, et malgré les milliards de remboursements, elle est passée à 1 800 milliards en 1995, à 2 260 milliards en 2004 et à 3 360 milliards en 2007. Durant cette même période, 7 150 milliards ont été remboursés au titre du service de la dette !

Le pillage de ces pays par le capital a détruit les infrastructures publiques, les hôpitaux existants, les écoles, provoque les famines et les guerres.

Les grandes puissances ont renoncé au programme préventif de traitement insecticide des larves de criquet au nom du respect de la planète. C'est pourquoi, ces dernières années, les invasions de criquets pèlerins ont ravagé une bonne partie de l'Afrique, détruisant 50 % de la production céréalière.

De même, faut-il considérer comme positif que, faute de moyens, les paysans africains n'utilisent pas 9 kg d'engrais à l'hectare, contre 200 dans les pays industrialisés ? Le résultat, c'est qu'en moyenne, les paysans d'Afrique récoltent 1 700 kg de blé à l'hectare, contre 5 500 en Chine, par exemple.

On peut gloser sur l'équilibre écologique, mais, au Niger, sévit une famine permanente, qui, tous les ans, tue 160 000 personnes, principalement des enfants. En avril 2010, une alarme internationale vient d'être lancée : 50 % de la population du Niger sont menacés par la famine ! Voilà où conduit la politique de l'impérialisme, qui confine le continent africain "hors développement".

Mais pour Serge Latouche,

"on peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour relever le défi, une fois la créativité et l'ingéniosité libérée du carcan économiste et développementiste".

Créative, la lutte pour la survie quotidienne ? Modèle de recyclage, le recours aux déchets dans les bidonvilles ? Les discours sur la "créativité" et "l'ingéniosité" ne sont que la couverture de cette triste réalité.

L'Afrique subsaharienne avait reçu, jusqu'en 2005, 294 milliards de dollars en prêts et en a remboursé 268 pour le seul service de la dette. Elle se retrouve toujours débitrice de 190 milliards en 2008. C'est là la cause du "sous-développement", et non les théories "productivistes" du "développement". Au nom du paiement de la dette, le FMI et la Banque mondiale ont imposé des restructurations et des privatisations. Entre 1990 et 2000, 3 000 entreprises ont été privatisées en Afrique, les quelques services publics existants ont été liquidés, tandis que le pillage du pétrole et des minerais s'est amplifié. On peut constater ce pillage en suivant la carte des nombreuses guerres provoquées dans ce but. La guerre, le pillage, la famine, les morts de maladies curables ont une même origine : l'impéria-

lisme, et non la "croissance". Il est à noter que pas une seule fois cette question n'est abordée dans la résolution du Secrétariat unifié ; c'est pourtant la seule question qui compte.

Mais le Secrétariat unifié, pour sa part, met en avant l'exemple des peuples indiens, qu'il nomme "indigènes", d'Amérique latine et leurs "pratiques ancestrales" qu'il faut défendre. Il se prononce pour "*la défense de la forêt tropicale dans le respect des droits des communautés indigènes qui vivent de ses ressources*".

Qu'il faille s'opposer aux projets destructeurs et anarchiques des grands trusts à l'encontre de la forêt tropicale, qu'il faille défendre les peuples d'Amazonie contre la violence des gangs financés par les latifundiaires au Brésil, par exemple, ne fait pas débat.

Mais quand Rossetto (alors membre du Secrétariat unifié) s'est retrouvé ministre de la Réforme agraire du gouvernement Lula au Brésil, il s'est refusé à effectuer toute réforme agraire, et donc à défendre ces peuples et les paysans. Alors que les paysans sans terre, en 2004, multipliaient les mobilisations, se saisissant des terres, Rossetto en appelait au respect de la "légalité". La "légalité" ? Pendant ce temps, les hommes de main des latifundiaires se livraient à des exactions contre les paysans sans terre et à un grand nombre d'assassinats. Et au lendemain d'une vague d'assassinats, à propos des occupations de terres par les paysans, le ministre Rossetto déclarait :

"Il ne s'agit pas d'un problème de propriété foncière, mais de sécurité publique"
(Folha de Sao Paulo, 25 novembre 2004).

Il exonérait ainsi la responsabilité des latifundiaires, et jamais, durant les trois années de son ministère, le Secrétariat unifié n'a dit quoi que ce soit contre la politique de Rossetto. Il l'a même soutenu. C'est ce même Rossetto qui, en décembre 2005, coprésidera avec M. Baron (ex-président "socialiste" du Parlement européen) le "Forum mondial de la réforme agraire".

Dans le document de ce forum, on peut lire :

"Une réforme agraire qui distribuerait seulement la terre, même si cette distribution se faisait à grande échelle, n'augmenterait pas en elle-même le pouvoir des paysans."

Cynisme et hypocrisie de Rossetto sur le “pouvoir paysan”, lui qui, dans les faits, s’est opposé à la distribution à grande échelle de la terre aux paysans. Pour ne pas rompre l’unité nationale et compromettre sa participation au gouvernement, il ne fallait pas remettre en cause la propriété privée, le pouvoir des latifundiaires et la domination de l’impérialisme.

VIVE L’“INDIGÈNE” !

“Les peuples indigènes, en défendant leur mode de vie et leur type de relation avec l’environnement, jouent un rôle de premier plan dans la lutte pour la protection de la forêt donc du climat”,

écrit le Secrétariat unifié. Et la résolution poursuit :

“Ils défendent une conception liée à leur civilisation ancestrale, aux antipodes de la vie prônée par l’idéologie bourgeoise. Ils retiennent qu’ils ne sont pas propriétaires de leur terre, mais qu’ils lui appartiennent, une notion qui résume l’axe central de leur philosophie inspirée par le respect de la terre, ce qui explique pourquoi ils appellent leur territoire la Mère Terre, la Pacha Mama. Ils soignent, entretiennent et cultivent un autre modèle de vie, communautaire et solidaire, intensément lié à la nature.”

Que veut ainsi démontrer le Secrétariat unifié ? Qu’un mode de “développement” alternatif au capitalisme “productiviste” existe, que le communisme règne en Amazonie ?

On sait avec Marx qu’à un stade du développement de l’humanité, il y a eu une période de communisme primitif auquel ont succédé les modes esclavagiste, puis féodal et capitaliste. On connaît avec les ethnologues les mythes des populations que le Secrétariat unifié appelle “indigènes” d’Amérique latine. On découvre avec le Secrétariat unifié la distorsion réactionnaire de la pensée scientifique du marxisme, et même tout simplement du développement de l’humanité. Le Secrétariat unifié devrait lire les ouvrages d’ethnologues rendant compte de la vie réelle de ces populations, qui n’a rien à voir avec le paradis !

Déjà, Serge Latouche proposait de “renouer avec l’abondance perdue des sociétés de chasseurs-cueilleurs”. Le mythe

de la nature n’est une nouvelle fois que l’habillage d’une politique réactionnaire. On sait, à la fois par toutes les recherches scientifiques, par l’anthropologie, que l’homme s’est produit par lui-même. Il s’est séparé de la nature, qu’il doit exploiter. A un stade déterminé de l’histoire humaine, après des millions d’années de vie dans le milieu naturel (faite de chasse et de cueillette, qui ne le distingue guère de l’animal), un changement se produit.

L’humanité ne va plus se contenter d’extraire du milieu naturel ce dont elle a besoin, elle va entreprendre peu à peu de transformer le milieu naturel lui-même afin de produire ce dont elle a besoin. L’agriculture et l’élevage vont naître. La longue évolution de l’homme, analysée en premier par Darwin, va conduire l’homme à un nouveau stade de son histoire. Il est désormais “*un animal qui fabrique des outils*” (Benjamin Franklin, l’inventeur du paratonnerre).

Les études d’anthropologie illustrent comment la fabrication d’armes, puis d’outils, est un facteur de la production de l’homme moderne. Mais la production de l’homme, c’est celle de la société humaine. L’homme est un “*animal social*” (Marx). Il ne vit pas seul, mais en société. Les hommes ne produisent qu’en collaborant d’une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités.

“Et ce n’est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s’établit leur action sur la nature” (Marx).

Le développement de l’agriculture, après avoir coexisté avec la chasse et la cueillette, va devenir l’élément majeur et entraîner un bouleversement de l’histoire humaine : la société se divise en classes. Toute l’histoire de l’humanité se caractérise donc par cette scission en classes et la lutte de classes qui en découle : mode de production esclavagiste, mode de production féodal, mode de production capitaliste.

La IV^e Internationale a caractérisé la phase actuelle du capitalisme comme celle de son agonie.

Loin de développer l’humanité, elle l’entraîne à la barbarie. Sous sa domination, les “*forces productives de l’humanité*” ne se développent plus, elles sont détruites, et se créent des forces destructrices.

Le Secrétariat unifié, rappelons-le, s’est toujours opposé à cette analyse, considérant

que les forces productives continuaient à se développer. Pour Marx, pourtant, le seul fondement matériel à la révolution prolétarienne, c'est la contradiction entre les rapports sociaux de production et le développement des forces productives :

"Des formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale" (Contribution à la critique de l'économie politique).

NATURE ET CULTURE

Les forces productives sont certes des moyens de production (outils, techniques, sciences). Ce sont aussi les hommes qui s'en servent, mais ce n'est pas seulement cette addition d'outils, de techniques et de travail humain. Les "forces productives de l'humanité" sont dès l'origine de la révolution paléolithique une expression concrète de la capacité de l'homme à dominer la nature pour satisfaire ses besoins.

De la branche d'arbre transformée en lance à la lance métallique (confectionnée sur la base de l'extraction de minerai qui servira à l'alliage), quelle que soit leur différence de technique, ce sont tous les produits du travail humain, conditionnés par le degré de développement des connaissances et l'organisation du travail.

"La nature ne construit pas de machines, de locomotives, de chemins de fer, de télégraphes électriques, ni de métiers à tisser automatiques, etc. Ils sont le produit de l'industrie humaine, de la matière naturelle transformée en instrument de la volonté de l'homme et de l'activité humaine sur la nature. Ce sont les instruments du cerveau humain créés par la main de l'homme" (Karl Marx, Grundrisse).

Les forces productives sont donc, selon le mot de Marx, "*le médiateur entre l'homme et la nature*". Elles sont le produit du travail humain en rapport avec la nature, mais aussi des rapports des hommes entre eux. Elles sont donc le produit de rapports de production et d'un mode de production déterminé.

C'est pourquoi Marx précise que c'est "*l'individu social qui représente le fondement essentiel de la production des ri-*

chesses". En d'autres termes, c'est l'utilisation par l'homme des techniques, des outils, des machines (qui, rappelons-le, sont déjà le produit du travail humain) qui donne à cet ensemble le caractère de "forces productives de l'humanité".

Pour Marx, "*le travailleur insère à présent le procès naturel qu'il transpose en procès industriel comme intermédiaire entre lui et toute la nature*". Le marxisme ne réduit pas les forces productives à un "progrès technique", mais souligne que la principale force productive, celle qui donne la cohérence à l'ensemble, c'est le travail humain.

A l'inverse, le rapporteur au congrès du Secrétariat unifié voit dans la machine un élément extérieur et dangereux pour l'homme :

"Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services, tels que les soins à la personne, l'enseignement, la santé. Mais pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause."

Bien évidemment, régime à l'agonie, le capitalisme utilise le développement technique et le machinisme pour accroître la rentabilité et détruire des emplois. Pour autant, faut-il condamner la technique et les machines, ou bien le capitalisme ?

Le développement, le progrès au service de l'humain sont remis en cause par le respect des "écosystèmes". Ce n'est plus l'humanité qu'il faut sauver, mais la planète, la "Pacha Mama" du Secrétariat unifié, la "nature", comme si on pouvait saisir la planète indépendamment de l'humanité.

Tous les jours, des planètes disparaissent ou se créent dans l'univers. Ce qui est en cause dans l'action révolutionnaire, c'est sauver l'humanité de la barbarie capitaliste. Mais, selon le rapporteur du Secrétariat unifié,

"la conception même de la nature mérite d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production (...). Nous devons apprendre à

voir la nature aussi du point de vue de la nature elle-même."

Mais qu'est-ce que la nature "du point de vue de la nature elle-même" ? On comprend l'intérêt du Secrétariat unifié pour les mythes "indigènes" de la "Mère Terre" ! Mais pour les marxistes, la nature ne peut être appréhendée indépendamment de l'humanité.

Marx écrit :

"Tant qu'il y a des hommes, l'histoire de la nature et l'histoire des hommes sont interdépendantes (...). La première condition de toute l'histoire humaine est naturellement l'existence d'individus humains vivants (le premier acte historique de ces individus, c'est le fait qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence). Le premier fait à constater est donc l'organisation physique de ces individus et le rapport qu'elle implique avec le reste de la nature (...). Toute recherche historique doit partir de ces fondements naturels et des transformations que leur fait subir au cours de l'histoire l'action des hommes. On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, la religion, par ce qu'on veut. Ils commencent eux-mêmes à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire eux-mêmes leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle, elle-même" (L'Idéologie allemande).

Mais pour les ennemis du progrès de l'humanité, c'est l'homme qui est responsable des catastrophes de la nature.

CONTRE L'HUMANITÉ ET SON ÉVOLUTION

Serge Latouche affirme :

"Les catastrophes sont notre seule source d'espoir, car je suis profondément confiant dans la capacité de la société de croissance à créer des catastrophes."

Effectivement, la société capitaliste ne cesse de provoquer des catastrophes entraînant la mort pour des millions d'êtres humains. Et c'est de cela dont Serge Latouche se félicite !

Il y a bien évidemment des catastrophes naturelles comme le tsunami en Asie, le séisme en Haïti, mais les conséquences humaines ne sont, elles, pas naturelles. Elles sont le produit de la domination impé-

rialiste. On sait que l'entassement de centaines de milliers de Haïtiens dans des constructions bien souvent de fortune, l'absence de normes sismiques dans la construction des bâtiments, l'absence de services adéquats du fait du "sous-développement" dans lequel l'impérialisme maintient ce pays a entraîné la mort de 300 000 personnes. On sait également qu'un séisme de cette magnitude n'aurait pas eu les mêmes conséquences au Japon, par exemple.

De même, le tsunami de décembre 2004, qui a touché l'Indonésie, l'Inde, le Sri Lanka, la Thaïlande, et qui a fait près de 200 000 morts, est bien loin d'être une catastrophe purement naturelle. Il était prévisible.

"Lors d'une réunion de la commission intergouvernementale qui dépend de l'ONU, des experts avaient averti que l'océan Indien était menacé par des tsunamis" (Baltimore Newspaper, 29 décembre 2004).

C'est à la suite de cela que

"la mise en place de deux capteurs dans l'océan Indien (il s'agit d'engins dont dispose le Japon, et qui sont capables de prévoir les tsunamis quelques minutes après une secousse sismique, diffusant aussitôt des bulletins d'alerte) avait été envisagée il y a quelque temps par le Pacific Marine Environmental Laboratory. Mais faute des financements requis, le projet n'a pu être mené à bien (chaque appareil coûte environ 250 000 dollars)" (Le Figaro, 29 décembre 2004).

500 000 dollars pour deux capteurs, c'est la moitié du coût d'un seul missile Tomahawk, missiles lancés en masse sur l'Irak l'année précédente. Des centaines de milliers de vies auraient pu être sauvées.

Les décroissants dénoncent la surpopulation mondiale. Pour Naess, *"la diminution de la population mondiale est impérative"*. Pour sa part, Latouche chiffre au nombre de 3 milliards, soit 50 % de moins qu'actuellement, le nombre souhaitable d'habitants de la planète.

Bien évidemment, aucun d'eux n'ose proposer la "solution" pour y parvenir. Mais la décroissance, l'arrêt du développement, le refus des centres de soins et la guerre pourraient y contribuer fortement !

C'est la reprise des thèses de Malthus, qui, au XIX^e siècle, présentait l'accroissement de la population comme le principal

danger et appelait à restreindre la population.

Pierre Rabhi, un autre idéologue de la décroissance, n'hésite pas à écrire :

"La notion même de développement est la fille du monde industriel productiviste (...). (Elle) a eu pour mission d'exhumer la matière minérale combustible et non combustible comme le charbon et l'acier, et d'instaurer une industrie lourde pour produire des machines."

Précisons que, contrairement à ce que pense ce décroissant de la pensée, l'acier ne s'extrait pas, c'est un alliage principalement de fer et de carbone. C'est le fer qui s'extrait... Précisons également que la période historique désignée sous le nom d'"âge du fer", durant laquelle la métallurgie du fer s'est généralisée, date du VIII^e siècle avant notre ère. Cette période est l'une des étapes du développement humain remontant à peu près de 30 siècles. Elle avait elle-même été précédée plusieurs siècles auparavant par l'âge du bronze dans le pourtour méditerranéen. Précisons que le bronze est lui aussi un alliage de cuivre et d'étain, des métaux qui, comme le fer, sont des minerais extraits du sol.

Ce que remettent en cause les "théoriciens" de la décroissance, ce n'est donc pas seulement le "productivisme" actuel, mais tout le long chemin du développement qui a conduit au monde moderne. Le coupable, c'est l'homme qui, à l'aube de l'humanité, a extrait de la "Mère Terre" des minéraux, du fer, et a ainsi bouleversé les équilibres magiques de la nature !

L'influence de telles thèses conduit le Secrétariat unifié à réviser explicitement le marxisme en écrivant dans sa résolution :

"Un mode de production ne se définit pas seulement par ses rapports de production et de propriété, mais aussi par ses filières technologiques. Le changement climatique le montre clairement : les sources énergétiques utilisées par un mode de production et les méthodes employées pour convertir l'énergie afin de satisfaire les besoins humains (en aliments, en chaleur, en mouvement et en lumière) ne sont pas neutres socialement, mais ont un caractère de classe marqué."

Aberration scientifique et technique, révision du marxisme... C'est ainsi que l'on peut résumer la "théorie" du Secrétariat unifié. Un mode de production ne

se définirait donc plus par les rapports sociaux de production et les forces productives, mais aussi par ses choix énergétiques ! Peu importe le capital, l'important, ce sont les choix énergétiques ! Cela signifierait, par exemple, que la révolution d'Octobre, développant l'extraction des minerais, du charbon, industrialisant le pays, n'aurait été qu'une variante de la théorie "productiviste", le capitalisme en étant une autre.

Pour le rapporteur du Secrétariat unifié, *"se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel, c'est possible"*, et la résolution remplace l'affirmation marxiste de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois par la prise du pouvoir politique du prolétariat par l'objectif suivant :

"La destruction du vieil appareil productif capitaliste et son remplacement par un appareil alternatif mettant en œuvre d'autres sources énergétiques."

On comprend pourquoi alors le Secrétariat unifié remet en cause *"le pur schéma de la révolution d'Octobre"* : il n'y a plus ni définition de classes ni minorité capitaliste exploitant la masse prolétarienne ; il n'y a plus d'Etat ouvrier fondé sur l'expropriation du capital.

Sous le verbiage "anticapitaliste", ne retrouve-t-on pas les thèses chères aux décroissants contre le productivisme, la science et le progrès ? D'ailleurs, *Tout est à nous*, le journal du NPA, dénonce "l'illusion technologique" : *"On assure que la science trouvera une solution au réchauffement climatique comme aux déchets radio-actifs"* et on ne peut laisser croire que *"la solution est d'ordre technique"* (10 décembre 2009). Bien évidemment, ce n'est pas la science ou la technique, de manière désincarnée, qui peuvent régler le problème, mais elles peuvent y contribuer fortement.

Pour le marxisme, dont le Secrétariat unifié se réclame frauduleusement, la science n'est pas "par nature" bourgeoise ou prolétarienne. Les découvertes scientifiques doivent être jugées en fonction du processus d'ensemble du développement de l'humanité. Elles ne sont pas le produit de la nature, mais de la société humaine divisée en classes.

"La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connais-

sance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine, divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante, domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La science, comme la technique, en elle-même, ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme” (Léon Trotsky).

Sur ce terrain-là aussi, la lutte de classe peut permettre de freiner l'emprise du capital sur la science et le mouvement d'émancipation des travailleurs libérera la science de la réaction capitaliste. Mais tout au long de l'humanité, le développement de la science et de la technique a été un facteur du développement de l'humanité. Ce développement n'a pas été rectiligne :

“Tantôt la culture progresse, tantôt elle décline (...). La pensée scientifique et technique avance non sans interruption et défaillance” (Léon Trotsky).

C'est ce qu'on appelle — terme honni par les décroissants — le progrès. Et ce progrès, il ne date pas d'hier !

Dans l'*Anti-Dühring*, Engels dégage la signification fondamentale du “développement” :

*“Les premiers hommes qui se séparèrent du règne animal étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes ; mais tout progrès de la civilisation était un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire de l'humanité, il y a la découverte de la **transformation du mouvement mécanique en chaleur** : la production du feu par frottement ; au terme de l'évolution qui nous a conduits jusqu'à aujourd'hui, il y a la découverte de la **transformation de la chaleur en mouvement mécanique** : la machine à vapeur.*

*Et malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (elle n'est pas encore à moitié achevée), il est pourtant indubitable que le feu par frottement la dépasse encore en efficacité libératrice universelle. Car le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'emprise sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi puissant dans l'**évolution de l'humanité**” (souligné par nous — NDLR).*

Et c'est cette société du “feu” dans laquelle nous vivons toujours que remettent en cause les “théories” de la décroissance. En affirmant que “l'activité humaine” est responsable des malheurs de la planète au lieu du régime capitaliste, les décroissants vont au bout de leur raisonnement et remettent en cause toute l'histoire de l'homme et de son évolution, car, dès sa séparation avec la nature, l'homme, en l'exploitant, l'a modifiée.

UNE IDÉOLOGIE OBSCURANTISTE ET RÉACTIONNAIRE

A prendre comme drapeau l’“écosocialisme”, le Secrétariat unifié rejoint les pires thèses réactionnaires, écologistes et décroissantes, qui tournent le dos au fait que la société est divisée en classes, que la classe capitaliste, pour se défendre, entraîne l'humanité aux plus grandes catastrophes.

Et il rejoint ceux qui, au nom de l'intérêt général (en l'occurrence le climat), se prononcent pour remettre en cause l'opposition irréductible entre capital et travail au profit de leur association, c'est-à-dire au profit d'une nouvelle forme de corporatisme.

Dans une étude rédigée par J.-M. Harribeu, *Les Théories de la décroissance*, on peut lire :

« Le paradoxe est que le courant de la décroissance adopte une posture très critique à l'égard du capitalisme. Mais la critique de celui-ci se fait le plus souvent au nom du passé. Les communautés traditionnelles sont magnifiées, alors qu'elles connaissent pour la plupart des phénomènes de domination, notamment des hommes sur les femmes. Bien que plusieurs théoriciens de la décroissance les plus en vue, notamment les théoriciens français, ne soient aucunement liés au courant de l'écologie profonde, les thèses de celle-ci voisinent avec celles de la décroissance. Si la Terre est un être vivant ressortissant à un ordre cosmique autonome et supérieur à l'espèce humaine, elle est sacralisée, et l'ordre social est biologisé. La société est un corps biologique qui se décompose sous les coups de l'occidentalisation, rongé par le cancer de la modernité. Il y aurait donc une essence humaine dont la science et la modernité nous auraient déposés, en même temps qu'elles nous auraient fait quitter un ordre naturel qu'il s'agit de retrouver (...).

L'un des sous-courants de l'écologie, appelé "écoféminisme", associe la fertilité féminine à la fertilité biologique : ainsi, les femmes sont-elles les mieux à même de respecter la nature malmenée par le système patriarcal et d'aller vers la décroissance. Cette vision naturalise la position de dominé(e) et est à l'opposé de l'idée de genre, qui vise à analyser les constructions socio-culturelles des rapports entre les sexes (...).

Sur quoi fonder l'écologie, demande Goldsmith (2002) ? Pas sur la science, mais sur la foi, répond-il. Il s'agit donc de réenchanter le monde. Alors que la modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains (...).

Pour les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, la coupable est finalement la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste qui a désacralisé, "désenchanté" le monde. La nécessaire critique de l'instrumentalisation de la Raison tombe alors dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. Or s'il existe des croyances au sein de la science — l'économie en est un bel exemple —, la science possède des garde-fous — la Raison, précisément, et la vérification — qui lui évitent de se perdre dans la crédulité. Derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières et de l'idée même que puissent être construits des droits universellement respectés pour tous les humains » (Cahiers français Développement et décroissance, mars 2007).

Rejet des Lumières, du progrès et des droits de l'homme ! C'est le militant libertaire (un vrai, lui) Daniel Guérin qui, avant la Deuxième Guerre mondiale, écrivait :

« Dans les temps modernes, au fur et à mesure que l'homme a su mieux dominer la nature et qu'il a réussi à alléger son fardeau quotidien, la religion parallèlement a reculé. Mais la crise du capitalisme plonge les masses dans une consternation, dans un désarroi analogues à ceux que devaient éprouver leurs lointains ancêtres devant les forces déchaînées et incompréhensibles de la nature. Et comme la religion traditionnelle, usée jusqu'à la corde et trop compromise par ses attaches avec les possédants, ne retrouve pas toujours le chemin de son cœur, on fabrique à l'homme un ersatz de religion modernisée, mise au goût du jour. Mais si la forme en est nou-

velle, le fond n'a pas varié : c'est toujours le vieux opium (...). Comme toutes les religions, celle-ci exige de ses adeptes le mépris absolu du "matériel" (...). Mussolini écrit que "le fascisme croit à la sainteté et à l'héroïsme, c'est-à-dire aux actions dans lesquelles n'agit aucun motif économique proche ou lointain. Il repousse l'idée du bonheur économique, qui (...) transforma les hommes en animaux ne pensant qu'à une chose : être nourris et engraisés." Hitler affirme de même » (Fascisme et grand capital, chapitre 3).

L'exaltation de la nature contre la culture par le nazisme se traduit par :

"Je mets la main à la poche et j'arme mon pistolet quand j'entends prononcer le mot de civilisation."

L'exaltation de la nature, des lois naturelles, les mythes cosmogoniques, la "Mère Nature", la "Mère Terre" et son pendant, la femme allemande comme génitrice, comme mère, constitue l'idéologie du nazisme.

"La terre ne ment pas", disait le dictateur pro-nazi français, le maréchal Pétain, exaltant lui aussi la "nature" en l'opposant à l'homme qui ment.

La défense des "lois naturelles" s'applique à tous, ouvriers et patrons. C'est à ce titre que les paysans, les pêcheurs et les forestiers sont organisés dans la Reichsnahrstand, les ouvriers dans l'Arbeitsfront et la jeunesse dans le Jungvolk (puis, la Hitler Jugend). Pour le fascisme, la nature tend à élever la vie. La sélection de l'espèce se fait dans la lutte "naturelle" pour le pain quotidien, les plus forts survivront. C'est la race supérieure. La race naturelle.

"L'histoire des races est en même temps l'histoire de la nature et la mystique de l'âme" (Rosenberg, théoricien nazi, Mythes du XX^e siècle).

L'exaltation de la "nature" indépendamment de l'humanité conduit à la lutte contre la civilisation humaine.

Alain de Benoist (membre du Club de l'Horloge, un regroupement français d'extrême droite) s'est à son tour converti à la décroissance. Il explique, pour justifier sa conversion :

« Il existe d'évidents points de passage entre les "objecteurs de croissance" et les défenseurs de l'identité des peuples. Ce n'est pas un hasard si de nombreux théoriciens de la décroissance, tel E. Goldsmith, défendent aussi la cause des peuples et citent volontiers en exemple les sociétés

traditionnelles. Serge Latouche souligne que le “local” est un terme qui renvoie de façon non équivoque au territoire, voire au terroir (...). Alors même qu’ils dénoncent les effets pervers de la théorie du progrès, beaucoup d’altermondialistes hésitent encore à rompre avec l’idéologie des Lumières (...). De même que l’universel et l’universalisme ne sont pas synonymes, l’amour de la Terre n’est pas forcément du “cosmopolitisme”. (La décroissance) a une incontestable dimension conservatrice.»

Ce qui est parfaitement exact : la décroissance est conservatrice.

A l’inverse, la IV^e Internationale se tient entièrement sur le terrain du développement de l’humanité. Elle inscrit les Lumières dans ce mouvement du progrès. C’est Goethe, sur son lit de mort, qui réclama “*de la lumière*”. C’est le romantisme allemand qui, avec Goethe au XVIII^e siècle, célébra la figure du mythe de Prométhée, un titan qui créa d’un bloc d’argile mêlée d’eau les premiers hommes. Il déroba au char du soleil une étincelle de feu, qu’il offrit aux hommes. Enchaîné pour cela sur ordre de Zeus sur le mont Caucase, où, chaque jour pendant des siècles, un aigle venait lui dévorer le foie sans cesse renaissant, c’est Héraclès, dans l’un de ses travaux, qui tua le rapace et libéra Prométhée. Symbole de la révolte contre Dieu, de la recherche de la vérité, la figure de Prométhée représente au XVIII^e siècle la marche de l’humanité vers le progrès, le mythe de Prométhée est celui du feu, de la connaissance et de l’humanité. Ce sont les Lumières, au XXI^e siècle, c’est l’époque du socialisme.

LE COMBAT POUR LE SOCIALISME, C’EST LE COMBAT POUR LE PROGRÈS

A l’opposé des “objecteurs de croissance” ou des positions du Secrétariat unifié qui voient dans le capitalisme un horizon indépassable, Marx souligne “*le caractère limité et purement historique, transitoire du système de production capitaliste*”.

C’est pourquoi :

“Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capi-

talisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d’autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d’un nouvel organisateur et d’un nouveau maître ; et l’existence déterminant la science, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, aux prix d’erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s’imposent” (Léon Trotsky, Le Marxisme et notre époque).

Encore faut-il ne pas obscurcir cette conscience en s’opposant à la lutte des classes ou en la détournant vers des voies sans issue.

Ce n’est ni dans le consensus ni dans l’union nationale avec la bourgeoisie sous couvert “d’urgence climatique” que peut aboutir le combat y compris sur les questions d’environnement. Le capital à l’agonie, pour se survivre, est un facteur de destruction. Il cherche à aller plus loin et plus vite en faisant sauter toutes les barrières qui le limitent.

L’offensive de déréglementation est mondiale et vise tous les secteurs de la société. Défendre tout ce qui a été arraché par la lutte des travailleurs et des peuples est très exactement la voie pour freiner l’offensive destructrice du capital. Accepter, au contraire, de nouvelles déréglementations au nom de la crise écologique, c’est ouvrir la voie à déréglementer au service du capital.

Ainsi, la défense des entreprises publiques et de leur monopole public dans des secteurs comme l’énergie et les transports, ou leur (re)nationalisation ne règle certes pas tous les problèmes, mais écarte la mainmise directe du capital, qui conduira inévitablement à des catastrophes. En Europe, une telle revendication se heurte aux exigences de l’Union européenne, qui, au nom de la concurrence libre et non faussée, veut tout livrer à la spéculation. Le combat pour l’existence des services publics s’oppose aux diktats de l’Union européenne.

Le combat des populations d’Inde après la catastrophe de l’usine chimique de Bhopal rejoint le combat des élus de la côte bretonne française en procès avec un grand groupe pétrolier américain faisant dégazer ses tankers en pleine mer pour faire des économies.

LA CATASTROPHE, C'EST LE CAPITALISME À L'AGONIE

La lutte contre la guerre, le pillage, la dette et l'occupation militaire, le militarisme et la courbe ascendante de l'économie d'armement, est-ce que ce ne sont pas aussi des moyens de combattre les tendances dégradantes et destructrices du capitalisme ?

Faut-il ou non soutenir les mobilisations des peuples dans les pays "sous-développés" contre le pillage de leurs richesses, pour qu'ils recouvrent leur souveraineté et puissent développer leur pays ? Ou faut-il, au nom de "l'urgence climatique", s'opposer aux revendications de ces peuples ?

Pour sa part, la IV^e Internationale soutient et participe au combat des peuples opprimés par l'impérialisme pour leur émancipation nationale et appuie les mesures même limitées qui vont dans cette voie, comme la nationalisation ou la prise de contrôle publique du gaz, du pétrole, des mines.

La IV^e Internationale considère que c'est aux peuples de décider de leur sort et de leur avenir, et en aucun cas aux institutions internationales — Fonds monétaire international, ONU, GIEC — à la botte de l'impérialisme. De même, les sections de la IV^e Internationale participent à la lutte des paysans au "Nord" contre le démantèlement de l'agriculture sous le feu des exigences de l'Union européenne. Au "Sud", nous nous prononçons avec les masses paysannes du Brésil, du Zimbabwe, d'Afrique du Sud et d'ailleurs pour la réforme agraire, l'expropriation des latifundiaires et de l'agro-business.

La lutte pour l'interdiction des licenciements dans l'industrie en Europe (y compris automobile), contre les délocalisations, rejoint le combat des travailleurs de Corée pour leurs droits, de Chine pour défendre l'industrie d'Etat et les droits acquis face à l'ouverture au capital étranger, qui surexploite les masses chinoises dans des zones économiques spéciales, zones de non-droits. C'est là le terrain de l'internationalisme prolétarien, à l'opposé de tout chauvinisme réactionnaire repeint au vert de l'écologie politique.

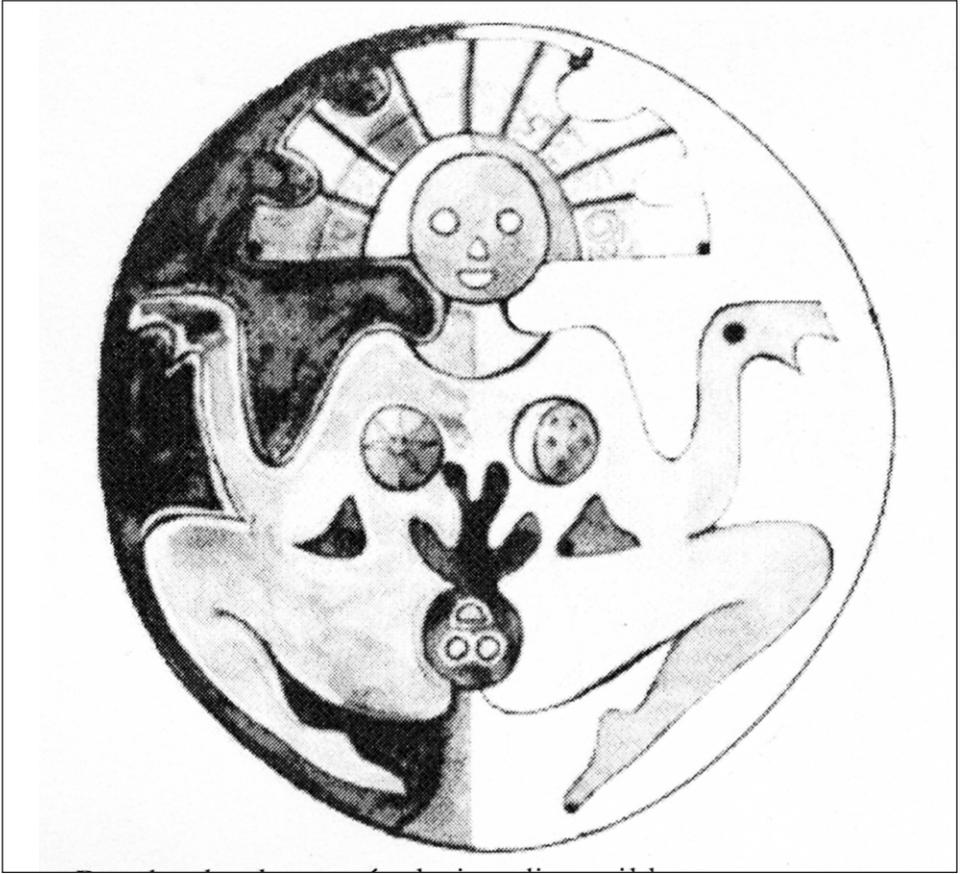
La défense de la santé publique, des hôpitaux, de la protection sociale, participe de cette défense de la civilisation, qui a vu, jusqu'à il y a peu, une progression de l'espérance de vie sur une large partie de la planète et qui peut s'étendre à l'ensemble du globe comme produit de cette lutte des classes et des peuples. La IV^e Internationale appuie et soutient le combat des travailleurs avec leurs organisations syndicales pour la défense des Codes du travail, de tous leurs droits, comme autant de limites à l'exploitation capitaliste.

Le combat pour la défense des universités et de la recherche contre la privatisation pour mettre à l'abri les scientifiques de la mainmise directe du capital dictant sa loi peut laisser espérer de nouvelles découvertes profitables à toute l'humanité, y compris sur le terrain de l'environnement.

Seule la lutte des classes permettra aux exploités et aux opprimés de faire obstacle à la barbarie impérialiste, qui mène l'humanité à sa perte.

A l'inverse, la politique des décroissants, de l'écologie politique et du Secrétariat unifié, qui cherche à concilier les intérêts contradictoires des capitalistes et des ouvriers sous prétexte d'urgence climatique, n'aboutira qu'à de plus grandes catastrophes.

*« Pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer les tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté, crise, exploitation" disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité » (Léon Trotsky, *Le Marxisme et notre époque*).*



La "Pacha Mama" du Secrétariat unifié.

Après le Seizième Congrès mondial du Secrétariat unifié

Par Dominique FERRÉ

Le Seizième Congrès mondial du Secrétariat unifié (SU) (1) s'est tenu fin février en Belgique. Le précédent congrès mondial du SU avait eu lieu en 2003. Le bilan de ce congrès mondial a été tiré, dans un article de la revue du SU, *Inprecor* (558-559, février-mars 2010) par Salvatore Cannavo, sous le titre : *“L'Internationale redevient une perspective.”*

Commençons par nous poser une question : n'importe quel ouvrier, n'importe quel jeune est en droit de demander à une organisation révolutionnaire non seulement ce qu'elle dit, mais aussi ce qu'elle fait.

Or Salvatore Cannavo est, avec Franco Turigliatto, le principal dirigeant du groupe du SU en Italie. Les noms de Cannavo et Turigliatto ne sont pas inconnus des travailleurs italiens. Et pour cause. Alors qu'ils étaient, au titre du courant Sinistra Critica (SU), membres de la direction du Parti de la refondation communiste (PRC), Cannavo et Turigliatto ont été élus, en mai 2006, respectivement député et sénateur, de 2006 à 2008, soit pendant toute la durée du gouvernement Prodi, soutenu par l'ensemble des partis de gauche en Italie.

Ainsi, l'auteur du compte rendu du congrès mondial du SU a été, pendant deux ans, député. Pendant la même période, qui s'est écoulée entre le congrès mondial de 2003 et celui de 2010, un autre groupe membre du SU a participé, au Brésil, au gouvernement Lula.

(1) Rappelons d'où vient le Secrétariat unifié : « C'est dans (1)es conditions dites de “guerre froide” — période que tout le monde désigne sous le terme d'affrontement des “blocs” (soviétique et américain) — que se développe au sein de la IV^e Internationale, impulsée par sa direction (Michel Pablo), une orientation contradictoire au programme de la IV^e Internationale. Dans une situation marquée par le risque d'une troisième guerre mondiale, d'affrontement USA-URSS, Pablo développe l'idée suivante : la bureaucratie stalinienne est contrainte d'aller “à gauche”, elle se retrouve en situation — pour “des siècles de transition” — de devoir réaliser le “socialisme”, certes de manière bureaucratique, consent-il à préciser ! La conclusion qui en est tirée par la direction de la IV^e Internationale est que cette dernière doit s'intéresser aux partis staliniens pour conforter ce prétendu mouvement à gauche. Une telle position, d'une part, substitue à la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie la lutte entre blocs (bloc stalinien et bloc impérialiste) ; d'autre part, elle conduit à la liquidation de la IV^e Internationale. La majorité de la section française, qui combat cette orientation, est exclue bureaucratiquement. Là plonge la racine de la scission avec le courant “pabliste”, qui a rompu avec le trotskysme » (Le XX^e siècle en 20 chapitres, document de formation de la section française de la IV^e Internationale). La destruction de l'URSS en 1991, dont la bureaucratie stalinienne porte l'entière responsabilité, a réglé définitivement son compte à la “thèse” selon laquelle la bureaucratie allait “réaliser le socialisme à sa manière”. Mais le groupe pabliste (Secrétariat unifié) s'est maintenu après 1991, s'intégrant dans les ONG et les “forums sociaux” tout en continuant à se revendiquer de la IV^e Internationale. Ce regroupement est représenté en particulier en France par le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), au Brésil par une des tendances du Parti socialisme et liberté (PSOL), au Portugal dans le Bloc de gauche (BE), au Pakistan dans le Labour Party Pakistan (LPP), pour ne citer que les principaux groupes.

Qu'une organisation qui se dit "révolutionnaire" participe, ici au gouvernement de l'un des principaux pays dominés — le Brésil — et là soutienne le gouvernement bourgeois de l'une des six premières puissances impérialistes... on pourrait s'attendre à ce que le congrès mondial de cette organisation, au minimum, tire un bilan de ces expériences.

Or nulle part dans le compte rendu qui en est fait, nulle part il n'est question une seule fois ni du Brésil ni de l'Italie.

Certains délégués au congrès mondial l'avaient pourtant demandé. Ainsi, dans une contribution préparatoire au congrès, le groupe américain lié au SU, Socialist Action, écrivait :

"En Italie, notre participation au PRC a été un échec patent, avec le mouvement continu et sans principe du PRC vers la droite, conduisant nos camarades à le quitter. Notre expérience du PRC a inclus une erreur majeure de principe lorsqu'un camarade dirigeant de l'Internationale (c'est-à-dire Turigliatto, membre de la direction du SU — La Vérité) a permis par son vote décisif (lors d'un vote de confiance) au Parlement de maintenir le gouvernement capitaliste de coalition au pouvoir."

Des caractérisations extrêmement graves sont portées. Mais force est de constater que la demande de Socialist Action d'un débat sur ces questions n'a pas obtenu de réponse au congrès du SU.

LE BILAN DU SU EN ITALIE

Quel a été le bilan de ces deux années au cours desquelles Cannavo et Turigliatto ont exercé ces hautes fonctions (2) ?

Rappelons tout d'abord que la défaite électorale de Berlusconi en mai 2006 a vu se mettre en place un gouvernement issu de "l'Unione", vaste alliance électorale regroupant plusieurs partis, des démocrates-chrétiens jusqu'au Parti de la refondation communiste.

Au Sénat, où le gouvernement Prodi ne peut compter que sur une voix de majorité, siège le sénateur Turigliatto, membre de la direction du PRC et de Sinistra Critica, section italienne du SU. Dès juillet 2006, Prodi décide d'organiser un vote de confiance sur

la question délicate des crédits de guerre pour les troupes italiennes en Afghanistan. Turigliatto, de Sinistra Critica, vote la confiance, sauvant de justesse le gouvernement Prodi et permettant à celui-ci d'envoyer troupes et armes au service de l'occupation américaine sanglante de l'Afghanistan.

L'organe des pablistes français, *Rouge*, interviewe peu après le sénateur Turigliatto, qui affirme :

"En 2006, j'ai voté la confiance au gouvernement Prodi, conformément au mandat que j'avais reçu et relativement au programme de la coalition gouvernementale de l'Union, qui ne comportait à l'époque ni la guerre sans limites en Afghanistan ni l'agrandissement de la base américaine de Vicenza" (n° 2195).

Pourtant, et Turigliatto le sait parfaitement, Prodi a posé la question de confiance à son gouvernement pour pouvoir envoyer armes et troupes en Afghanistan... C'est pour cela que Turigliatto a voté, et il le sait !

Mais les travailleurs italiens qui avaient élu Turigliatto ont-ils voté, eux, pour la poursuite de la participation italienne à l'occupation militaire de l'Afghanistan ? N'ont-ils pas voté justement pour le contraire ?

La décision de vote de Turigliatto est assumée pleinement par la direction du SU, dans *Inprecor* daté de septembre 2006, sous la plume d'un "membre du bureau exécutif international", qui déclare :

« Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement — qui, paniqués par l'éventualité d'une chute, annonçaient un "changement de perspective des missions" — et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des "missions" devra être soumis au Parlement en décembre. »

Oui, vous avez bien lu : laisser encore six mois à Prodi... qui envoie des troupes italiennes sous l'égide de l'OTAN massacrer le peuple afghan.

Cela est-il autre chose qu'une aide directe à la politique de l'impérialisme américain ?

(2) Lire aussi *La Vérité*, n° 56-57, "Quelques réflexions sur le rôle et la place du Secrétariat unifié aujourd'hui", septembre 2007.

CANNAVO ET TURIGLIATTO (SU) ONT VOTÉ VINGT-TROIS FOIS LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT PRODI

Il faut le préciser ici : ce n'est pas une fois, mais vingt-trois fois que MM. Turigliatto et Cannavo ont voté, au Parlement, la confiance au gouvernement Prodi ! Non seulement ils ont voté la confiance, mais ils ont voté les lois et mesures que le gouvernement Prodi a soumises au Parlement, des lois et des mesures qui découlent directement des exigences réactionnaires et anti-ouvrières de la Commission européenne, servilement appliquées par Prodi...

Par exemple, en décembre 2006 le Sénat vote — avec la voix de Turigliatto — une loi de finance prévoyant : la baisse du “coût du travail” de 5 points, 3,5 milliards d'euros de coupes dans le budget de la santé (aboutissant à l'instauration d'un forfait de 25 euros pour toute consultation dans les services des urgences des hôpitaux pour des actes considérés comme “non vitaux”), la suppression de 50 000 emplois dans l'enseignement, l'augmentation de 13 % des dépenses militaires. Un budget immédiatement salué par la Commission européenne, qui déclare :

“Les mesures contenues dans la loi de finances sont adaptées, pour porter le déficit sous les 3 % en 2007” (La Repubblica, 13 décembre).

Et l'organisation italienne du SU se justifie :

“Pouvait-on faire autrement, voter contre la loi de finances, faire chuter le gouvernement, préparer le retour de Berlusconi ?” (déclaration de Sinistra Critica, le 18 décembre 2006).

La suite a montré que cette politique criminelle des dirigeants des partis “de gauche” en Italie (avec la participation active des Cannavo et Turigliatto) a non seulement abouti au retour de Berlusconi au pouvoir, mais également à la disparition, sur le plan parlementaire, de tout parti se réclamant (ne serait-ce qu'en paroles) des intérêts particuliers des travailleurs !

Pouvait-on faire autrement, demande le SU ? Mais au fait, les travailleurs qui ont voté pour chasser Berlusconi n'ont-ils pas voté, justement, pour des partis qui fassent

“autrement” que la politique anti-ouvrière dictée par l'OTAN et l'Union européenne ? N'ont-ils pas voté contre Berlusconi pour en finir avec les privatisations, les coupes dans les budgets publics, etc. ? N'est-ce pas le mandat qu'ils ont confié, en particulier aux députés et sénateurs du PRC, dont ceux de Sinistra Critica ? N'est-ce pas ce qu'ont demandé des dizaines de fois les travailleurs italiens en grève générale à l'appel des syndicats ?

“DÉPASSER LE CAPITALISME”

Pas un mot, pas une résolution au congrès mondial sur la question de l'Italie, et sur le soutien non seulement de Sinistra Critica, mais de la direction du SU, à un gouvernement qui a mené pendant deux longues années une politique anti-ouvrière de soumission à l'OTAN, de soumission à l'Union européenne et aux capitalistes.

Pas un mot non plus de la participation du ministre Rossetto au gouvernement Lula au Brésil, de 2002 à 2006, comme “ministre du Développement agricole”. Rossetto, dirigeant de Démocratie socialiste, qui était alors la section du SU au Brésil, refusa tout pas en avant vers la réforme agraire, rejetant dos à dos les paysans sans terre qui occupaient les grandes propriétés et les tueurs au service des latifundiaires (3).

Cannavo indique dans son article quelle est sa “conception de l'Internationale” :

“Un organisme fondé sur un programme, une perspective commune (le dépassement du capitalisme), la démocratie interne, l'efficacité sociale et l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements.”

“Indépendance absolue par rapport aux gouvernements” ? Mais entre 2003 et 2010, le Secrétariat unifié a directement participé au gouvernement Lula au Brésil et a soutenu le gouvernement Prodi en Italie ! Des gouvernements “de gauche”, qui ont mené, chacun à sa façon, une politique contraire à ce pour quoi les masses les avaient portés au pouvoir.

(3) Pour ne pas rallonger notre propos, nous renverrons nos lecteurs à *La Vérité*, n° 56-57 (septembre 2007), “*Quelques réflexions sur le rôle et la place du Secrétariat unifié aujourd'hui*”.

Et Cannavo nous dit tranquillement que la conception de l'Internationale, selon le SU, c'est "*l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements*" ?

Mais n'y a-t-il pas un rapport entre cette conception, très particulière, de "*l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements*" et le concept de "*dépassement du capitalisme*" revendiqué par Cannavo ?

Tout travailleur qui s'intéresse à la IV^e Internationale peut constater que celle-ci est fondée sur un programme qui affirme que

"la tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie" (4).

On remarquera qu'est utilisée ici l'expression de "*dépassement*" du capitalisme, et non pas de son "*renversement*", et non pas de l'expropriation de la propriété privée des moyens de production, qui est au cœur du programme de la IV^e Internationale (dans la continuité des Première, II^e et III^e Internationales).

Cette expression a une histoire. Dès les années 1970, elle est adoptée et popularisée par les dirigeants du PCF, le parti stalinien français, pour donner (au compte de l'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin) toujours plus de gages à la défense de l'ordre bourgeois, en renonçant, jusque dans les mots, à toute perspective de prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Récemment encore, la secrétaire générale du PCF écrivait :

"Nous voulons dépasser le capitalisme. Pour arriver à cet objectif, la question ne se pose-t-elle qu'en termes de prise du pouvoir ? Non. Elle se pose en termes de prise de conscience et de prise en main par chaque individu non seulement de son propre destin, mais de celui du collectif, de la société" (Marie-George Buffet, "*Un peu de courage*", 2004).

Il faudrait donc, jusque dans les mots, renoncer au renversement du régime capitaliste, renoncer à la prise du pouvoir par la classe ouvrière (au moment même où la crise insoluble du système fondé sur la propriété privée des moyens de production menace d'entraîner l'humanité tout entière dans la barbarie).

Le rapport au congrès mondial du SU affirmait en ce sens :

"Il est nécessaire d'imposer une distribution des richesses qui remette en cause la logique du profit, en reprenant possession des parts de valeur ajoutée qui ont été prises par le capital dans la poche des salariés ces dernières décennies, en donnant la priorité aux besoins sociaux, à l'emploi, la santé, l'éducation, à un revenu décent, aux loisirs — en procédant à des incursions dans la propriété capitaliste."

Comme chacun pourra le constater, il est question, pour le SU, de "*redistribution des richesses*", "*d'incursions dans la propriété capitaliste*"... mais pas de renversement de ce système, pas d'appropriation collective des moyens de production. Marx considérerait la formule "*Abolition de la propriété privée*" des moyens de production comme étant celle qui résume le programme des communistes, celle qui détermine toutes les autres (*Manifeste du Parti communiste*, 1848). C'est une tout autre direction que nous invite à suivre le SU.

De quoi a-t-il donc été question à ce congrès du SU ?

UNE "SECTION RUSSE DE LA IV^e INTERNATIONALE" ?

Cannavo écrit :

"Pour raconter le XVI^e Congrès de la IV^e Internationale, on pourrait commencer en parlant de la reconstitution de sa section russe, une sorte de retour aux sources : la IV^e Internationale fut fondée à l'initiative de Léon Trotsky en 1938, dans le sillage de la lutte, et de la défaite, de l'Opposition de gauche face au stalinisme, détruite en Russie au cours des années 1920 et 1930."

Une "section russe de la IV^e Internationale" se serait donc constituée dans ce congrès mondial ?

La IV^e Internationale a été constituée en 1938, lors des plus grandes défaites du

(4) "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale. La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*", dit aussi *Programme de transition*, adopté à la conférence de proclamation de la IV^e Internationale (1938).

prolétariat : triomphe du fascisme, montée vers la guerre mondiale et installation en Union soviétique d'une couche parasitaire bureaucratique, qui, au moyen de la terreur stalinienne, a détruit physiquement le Parti bolchevique, pour — tel un cancer sur l'Etat ouvrier — garantir et étendre ses privilèges.

Les militants "bolcheviks-léninistes" de la IV^e Internationale, dans la continuité de l'Opposition de gauche, ont combattu au prix de milliers de leurs vies contre la clique stalinienne bureaucratique, qui, au nom de la prétendue théorie du "socialisme dans un seul pays", préparait les conditions de l'effondrement de l'URSS.

La IV^e Internationale s'est constituée sur la base du programme de la *révolution politique*, c'est-à-dire l'appel aux travailleurs, aux paysans, à la jeunesse soviétiques pour renverser la clique bureaucratique, seul moyen de défendre — et d'étendre — les conquêtes arrachées par la révolution d'Octobre 1917.

La défense de la propriété sociale, des rapports sociaux imposés par Octobre 1917 sur la base de l'expropriation du capital, contre la bureaucratie qui, tôt ou tard, cherchera à rétablir le capitalisme pour transformer ses privilèges en propriété privée : tel est le centre du combat pour la révolution politique.

Certes, le combat pour la révolution politique ne se pose plus dans les mêmes conditions après 1991. La bureaucratie a, en 1991, détruit l'Union soviétique, et, dans une offensive sans précédent de pillage et de privatisations, disloqué la propriété d'Etat au compte du capital international. Mais la continuité du combat pour la révolution politique après 1991 s'incarne dans le combat pour la reconquête des conquêtes d'octobre 1917 (et la défense des segments de ces conquêtes qui ont été préservés).

Mais quelle est la caractéristique du groupe Vperiod, qui, participant au congrès mondial du SU, a été proclamé "section russe de la IV^e Internationale" ?

La caractéristique politique des dirigeants du groupe Vperiod, c'est qu'ils ont combattu, ces derniers mois en Russie, l'exigence de "renationalisation" des entreprises privatisées et pillées par la bureaucratie.

Sur son site, le Mouvement socialiste Vperiod affirme ainsi que

"la question : les entreprises vont-elles être nationalisées ou pas n'est pas la question clé. L'opposition propriété privée-propriété d'Etat est, dans la Russie contemporaine, en grande partie fausse".

Selon le directeur des Etudes russes à l'Institut américain des entreprises dans l'*International Herald Tribune* (17-18 octobre 2009), la Russie a connu un effondrement "de près de 20 % de la production, un taux jamais connu depuis l'invasion nazie en 1941-1942". Et il ajoute : "La faillite des villes-usines menace d'effondrement le pays entier", car ces villes abritent "25 millions de Russes, soit près d'un quart de la population, et produisent 40 % du produit intérieur brut du pays".

Ces villes de mono-industrie, dans le cadre du marché mondial capitaliste en pleine crise, comme le dit l'*International Herald Tribune*, sont condamnées à mort. Et il ne faudrait pas poser le problème de leur renationalisation ?

FAUT-IL COMBATTRE OU NON POUR LA RENATIONALISATION ?

Vperiod écrit :

"La propriété d'Etat est en Russie une forme particulière de la propriété privée."

Mais s'il n'y a pas de différence, alors les travailleurs se sont trompés en s'opposant aux privatisations...

S'il n'y a pas de différence, alors ce serait une erreur que de combattre les nouvelles privatisations annoncées par les gouvernements en Russie, au Kazakhstan, en Moldavie... Pour ne prendre qu'un seul exemple : quel cheminot de Russie peut croire que sa situation ne changera pas si RGD (les chemins de fer russes, qui sont encore propriété de l'Etat) sont privatisés ?

C'est un fait : l'effondrement économique, social, culturel dans les républiques de l'ex-URSS est le résultat des privatisations de Gorbatchev, Eltsine, Poutine, Voronine, Nazarbaev..., tous issus de la bureaucratie et reconvertis, après 1991, à "l'économie de marché".

Or la classe ouvrière soviétique s'est constituée dans le cadre des rapports so-

ciaux instaurés en octobre 1917 (entreprises d'État, conquêtes sociales...). Sa survie est, pourrait-on dire, "dépendante" du maintien des entreprises d'État, de toutes les garanties sociales attachées à ces entreprises (logements, dispensaires, cantines, jardins d'enfants, écoles, etc.).

Ne pas combattre pour la renationalisation (c'est-à-dire pour la reconquête des conquêtes d'Octobre 1917), c'est en définitive accompagner le véritable génocide qui menace la classe ouvrière en ex-URSS.

Faut-il poser ce problème ?

Ou bien faut-il dire, comme l'écrit Vperiod, que la "nationalisation n'est pas la question clé", car

"ce qui est réellement plus important est ailleurs : les travailleurs peuvent-ils ou non mettre en œuvre un contrôle sur les décisions de l'administration de leurs entreprises ? Ce qui nous amène à la plus importante des questions : le rôle et la place des organes des travailleurs dans l'entreprise, c'est-à-dire les syndicats."

Polémiquant contre cette position, un article du journal *Rabochie Izvestiya* (5) écrit :

« Est-ce cela, le rôle des syndicats ? Les syndicats indépendants se sont constitués pour la défense exclusive des intérêts particuliers des travailleurs. Les associer à la gestion des entreprises ne signifierait pas autre chose que leur intégration à la gestion des entreprises, donc de les enchaîner à la gestion des privatisations, à l'organisation des plans de licenciements, à l'organisation de la baisse des salaires... N'avons-nous pas, avec les sommets de la FNPR (6) en Russie, un exemple frappant de ce qu'est un "syndicat" intégré à l'administration des entreprises ? Non, c'est en toute conscience qu'une petite avant-garde de quelques milliers d'ouvriers a commencé à ouvrir la perspective de la reconquête de la propriété d'État. Et ce combat exige que la classe ouvrière dispose de ses propres organisations, à commencer par des syndicats indépendants.

Voilà pourquoi notre journal a inscrit dans sa plate-forme le combat pour la renationalisation, contre les privatisations et pour la reconquête des conquêtes d'Octobre 1917. »

Car non seulement les dirigeants de Vperiod combattent avec acharnement le mot d'ordre de "renationalisation", mais expliquent :

"Pour que les idées d'opposition qui germent en Russie puissent s'exprimer, il est important que la population comprenne qu'elle ne doit pas se contenter de penser, et qu'elle peut aussi agir.

En effet, à l'heure actuelle, la société russe n'a aucune conscience de l'incidence que ses actions peuvent avoir sur celle du gouvernement et de la manière dont elle peut changer le cours des choses" (7).

L'ACTUALITÉ DU COMBAT POUR LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Quel mépris pour la classe ouvrière russe ! Celle-ci serait donc réduite à une masse passive et dénuée de toute conscience. Or depuis août 2007 (et singulièrement depuis la grève de l'usine automobile géante AvtoVaz de Togliatti, le 1^{er} août 2007, où plus de 800 ouvriers ont débrayé quelques heures à l'appel du syndicat indépendant "Edinstvo", alors clandestin, malgré les arrestations préventives des militants), la Russie connaît ce qu'un journal russe avait appelé alors avec dédain "la mode des grèves". Des centaines, des milliers de grèves ont touché des usines, non seulement en Russie, mais plus récemment en Ukraine, en Moldavie, au Kazakhstan. Des noyaux — souvent clandestins — de syndicats indépendants se sont constitués, décimés par la répression, puis inlassablement reconstitués. Des dizaines, des centaines de milliers d'ouvriers se sont engouffrés dans un mouvement de revendications pour le paiement des arriérés de salaires, contre les liquidations d'entreprises et les licenciements. Et

(5) *Rabochie Izvestiya*, "tribune internationale de la lutte des classes", journal en langue russe paraissant depuis septembre 2008, auquel participent les militants de la IV^e Internationale, à égalité avec des militants ouvriers de l'ex-URSS.

(6) FNPR : Fédération des syndicats indépendants de Russie, qui, contrairement à ce que son nom semble indiquer, est l'héritière des anciens "syndicats" verticaux de la bureaucratie, intégrés à la direction des entreprises et de l'État.

(7) Communiqué de « Ilya Boudraïtskis (membre du Mouvement socialiste "Vpered", section russe de la IV^e Internationale) et Matilde Dugauquier (membre de la LCR belge) », suite aux attentats du métro de Moscou qui ont causé la mort de 38 passagers (mars 2010).

— quand bien même cela ne concerne que quelques dizaines d'entreprises — a commencé à surgir l'exigence de la "renationalisation" des entreprises. Une revendication qui fut formulée en particulier par plusieurs milliers d'ouvriers d'AvtoVaz en août et octobre 2009, mais aussi par les grévistes de l'usine de réparation de wagons d'Alma-Ata ou par ceux des mines de Janaozen (Kazakhstan), de l'usine KhMZ de Kherson (Ukraine) et des usines "Moldcarton" et "Glodeni Zahar" en Moldavie.

L'apparition de ce mot d'ordre est d'ailleurs une confirmation de la justesse du combat de la IV^e Internationale pour la révolution politique.

Pour leur propre survie, reconstituant peu à peu leur propre lutte de classe, les travailleurs d'ex-URSS ont été amenés à formuler ce mot d'ordre qui — pour nous — confirme pleinement que, même vingt ans après la destruction de l'URSS, les "conquêtes d'Octobre vivent dans la conscience des masses", tout simplement parce que les masses n'ont pas d'autre choix que de les reconquérir pour pouvoir survivre.

Telle n'est pas la politique du SU ni du groupe Vperiod, qui combattent avec acharnement le mot d'ordre de "renationalisation".

Le SU s'inscrit de ce point de vue pleinement dans sa propre continuité. Au lendemain de la destruction de l'URSS, toutes les directions du mouvement ouvrier (ex-staliniens, social-démocrates) ont saisi ce prétexte pour prétendre que la "chute" de l'URSS était due à la supériorité du capitalisme, lançant une offensive idéologique sans précédent pour justifier leur propre soumission au régime capitaliste.

A la même époque, le "Manifeste programmatique" adopté par le congrès mondial du SU en 1992 affirmait que

"le système capitaliste (...) semble moins contesté dans son ensemble qu'il ne l'était depuis des décennies. L'idée qu'il a remporté définitivement la victoire sur le socialisme faussement identifié avec les sociétés sous domination bureaucratique en URSS et en Europe de l'Est est largement répandue. Cela est avant tout dû à la crise de crédibilité du socialisme."

Et de gloser sur cette prétendue crise de crédibilité du socialisme — socialisme

identifié, bon an mal an, avec la bureaucratie stalinienne.

De ce point de vue, le congrès mondial du SU de février 2010 s'inscrit pleinement dans la continuité des vingt dernières années, revendiquant désormais ouvertement le "dépassement du capitalisme". Il faut bannir, même dans les déclarations, toute référence à l'expropriation du capital, à la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, et cela au profit de la "redistribution des richesses".

On lira dans ce numéro de *La Vérité* la contribution du camarade Lucien Gauthier, qui démontre en quoi les textes adoptés au congrès mondial du SU sur le "changement climatique" s'inscrivent dans le cadre de l'idéologie ultra-réactionnaire de la "décroissance".

"L'AUTOGESTION", RÉPONSE DU SU À LA CRISE

Il est vrai que le groupe Vperiod n'a rien inventé. Le même rapporteur du congrès mondial du SU qui appelle à "dépasser le capitalisme" et à des "incursions dans la propriété capitaliste" déclare :

"Dans une série de secteurs affectés par la crise, il y a eu, comme en Argentine ou au Venezuela, des expériences de contrôle, de relance de la production, de gestion des entreprises. Ces expériences doivent être popularisées."

Les prétendues expériences "d'auto-gestion", de "reprise" par les ouvriers des entreprises liquidées par les capitalistes ont abouti à une catastrophe.

En Argentine, où, après la vague révolutionnaire de 2000-2001, divers courants dits "d'extrême gauche" ont impulsé un mouvement des usines "autogérées", le bilan est sans appel.

Interviewé en 2009 sur le bilan de ce mouvement, un ouvrier de Zanon (qui ne partage pas notre point de vue sur "l'auto-gestion" des entreprises), usine de carrelage "autogérée" depuis 2001 en Argentine, explique ceci :

"Beaucoup d'usines occupées n'ont pas pu survivre (...). Malheureusement, on ne peut pas échapper aux règles du marché du système néo-libéral, car si

nous ne réussissons pas à vendre au gouvernement les 100 000 mètres de carrelage par mois, nous ne pouvons pas survivre.”

Oui, difficile d’échapper aux “lois” du marché...

Une véritable impasse qui fait retomber sur les ouvriers — devenus leurs propres “patrons” — la responsabilité qui incombe aux dirigeants du mouvement ouvrier.

D’un côté, on invite les ouvriers à “autogérer” leur entreprise... c’est-à-dire à réaliser le “socialisme dans une seule usine”.

De l’autre, on dédouane la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont renoncé depuis longtemps à combattre pour la nationalisation et la renationalisation de ces entreprises, pour l’interdiction des licenciements, c’est-à-dire pour un gouvernement qui prenne les mesures élémentaires de sauvetage du peuple travailleur en expropriant les capitalistes incapables d’assurer le maintien de la production.

L’ouvrier argentin (qui ne partage pas notre point de vue sur “l’autogestion” des entreprises, répétons-le) ne peut conclure autrement qu’en reconnaissant :

“Nous avons besoin, en outre, de l’étatisation pour que l’Etat commercialise nos produits et pour mettre de cette façon l’usine au service de la communauté, afin que l’Etat construise des logements dont la population a besoin. Nous réclamons donc un plan d’œuvres publiques, car, à Neuquén, il manque 60 000 logements pour lesquels nous allons fournir le carrelage. En même temps, nous exigerions de l’Etat qu’il garantisse nos salaires, car aujourd’hui avec la crise, la production et les ventes de l’usine ont considérablement chuté.”

Or ce véritable piège tendu aux ouvriers qui font face à une vague de licenciements et de désindustrialisation sans précédent, c’est devenu un leitmotiv de la politique du SU dans tous les pays.

Ainsi, la propre organisation du sieur Cannavo a concentré sa campagne, lors des élections législatives des 28 et 29 mars en Italie, sur la revendication d’*“autogestion des usines en crise”*.

Et cela afin de s’opposer au mot d’ordre d’interdiction des licenciements, seul à même d’ouvrir une perspective d’unité des

travailleurs et de leurs organisations pour sauver les usines, sauver les emplois.

“L’AUTOGESTION” CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

Et cette politique est développée par le SU sous toutes les latitudes. Ainsi, en France, le Nouveau Parti anticapitaliste, qui a refusé pendant des mois les appels du Parti ouvrier indépendant (POI, dans lequel interviennent les militants de la section française de la IV^e Internationale) à organiser une marche unie pour l’interdiction des licenciements, oppose désormais à cette perspective la prétendue solution de l’autogestion.

Ainsi, le 7 janvier 2010, concernant l’usine Philips, à Dreux (France), menacée de liquidation par la multinationale, le NPA écrit :

“Les salariés de Philips EGP, comme ceux de Lip dans les années 1970, en prenant le contrôle de leur entreprise, entament une nouvelle étape de leur lutte pour la défense de l’emploi à Dreux (...). Le NPA soutient totalement la décision des salariés de Philips EGP de remettre en marche leur entreprise sous leur contrôle.”

Le 13 janvier, le NPA en rajoute :

“Par leur action, les salariés montrent qu’ils n’ont besoin de personne pour produire.”

En réalité, les travailleurs de Philips n’ont en rien cherché à “imiter” l’expérience désastreuse de Lip, qui avait conduit, dans les années 1970, à la faillite de cette entreprise d’horlogerie après quelques mois “d’autogestion” (à l’époque totalement soutenue par la Ligue communiste). La réalité, c’est qu’à Dreux, comme dans des centaines d’usines, les ouvriers menacés de liquidation, à qui la direction du groupe “proposait” de partir travailler en Hongrie pour 450 euros par mois, ont cherché à se saisir de leurs organisations syndicales pour imposer l’unité pour *“Pas un seul licenciement”*.

Dans le meeting d’unité qui a suivi la décision du tribunal cassant la décision de fermeture de l’usine, les militants du POI, qui étaient à l’origine d’un tel meeting, déclaraient :

« La nationalisation c'est la seule manière de garantir l'emploi. Cette dette n'est pas la nôtre. Annulation de tous les plans de licenciements. Ne touchez pas à nos retraites.

Ce sont sur ces choses simples et évidentes que l'unité doit se réaliser. La direction s'est vantée d'avoir tenu 16 réunions de dialogue social : mais pas plus avec une ou 16 réunions de dialogue social, on ne peut accepter un seul licenciement, une seule suppression d'emploi. De même pour les retraites, qui peut accepter qu'on puisse discuter d'un calendrier, de sa longueur, des dates des décisions ? (...)

Ce qui vient de se produire à Philips n'est pas le produit du débat-consensus. C'est le produit du combat uni pour le retrait du plan, son annulation. Sur le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, retrait du PSE sur Philips comme partout, comme pour les retraites, nous pouvons nous rassembler (...).

Le patron de Philips vient de publier un communiqué : "Nous prenons acte de la décision du tribunal. Dès lundi, la production reprendra." Par-delà la forme juridique, c'est de lutte de classe qu'il s'agit. Cela montre la capacité de la classe ouvrière à s'unir même si c'est au niveau d'une usine (...).

Il n'y a aucune raison d'accepter le consensus dans les états généraux de l'industrie comme il n'y a aucune raison d'accepter de discuter du calendrier de la prétendue réforme des retraites ! Qu'on ne touche pas aux retraites, interdiction des licenciements, et c'est tout : c'est la base de l'unité.

On a parlé des propositions de reclassement en Hongrie pour jouer sur le sensationnel. Cela fait partie des obligations de reclassement prévues par le Code du travail. En fait, Sarkozy veut casser le droit du travail. Il faut le dire clairement : ce qui est scandaleux, ce n'est pas qu'un Français soit envoyé en Hongrie toucher 450 euros, ce qui est scandaleux, c'est qu'un travailleur hongrois touche 450 euros. »

La remise au goût du jour de "l'auto-gestion" (quand bien même elle est maquillée en "contrôle ouvrier"), c'est la couverture du renoncement à combattre pour le renversement du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Voilà ce qui distingue fondamentalement la IV^e Internationale et le SU pabliste.

IV^e OU V^e INTERNATIONALE ?

C'est sur la base de ces positions particulièrement réactionnaires qu'il faut aborder la question majeure qui a été posée dans ce congrès du SU : que répondre à la proposition du chef d'Etat vénézuélien, Hugo Chavez, de constituer une "V^e Internationale socialiste" ?

Cet appel correspondait, de la part de Chavez (8), à une recherche visant à desserrer l'étau par lequel l'impérialisme américain cherche à étrangler le Venezuela. Dans le même temps, cet appel ne se situe pas sur le terrain du mouvement ouvrier, ne se situe pas dans la continuité des Première, II^e, III^e et IV^e Internationales, qui, toutes, ont inscrit dans leurs principes fondateurs l'indépendance de la classe ouvrière dans l'objectif du renversement du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Rappelons les "principes" sur lesquels Chavez appelle à constituer une "V^e Internationale", tels qu'ils sont repris dans les documents officiels du PSUV, le parti de Chavez :

"La Rencontre internationale de partis de gauche, tenue à Caracas les 19, 20 et 21 novembre 2009, après avoir reçu la proposition du Commandant Hugo Chávez Frías de convoquer la V^e Internationale socialiste en tant qu'instance des partis, courants de socialistes et mouvements sociaux du monde entier, où nous pourrions harmoniser une stratégie commune de lutte anti-impérialiste, dépasser le capitaliser pour le socialisme et l'intégration économique solidaire d'un nouveau genre, décide de valoriser ladite proposition au vu de sa dimension historique qui propose un nouvel esprit internationaliste."

Comme on le voit, il s'agit ici aussi de "dépasser le capitalisme", et non de le renverser. Il s'agit également de promouvoir "intégration économique solidaire d'un nouveau genre". On lira dans ce numéro le dossier consacré à l'ALBA, à laquelle cette phrase fait référence, et qui n'est pas une remise en cause du régime de la propriété privée.

(8) Lire *La Vérité*, n° 67, janvier 2010, "Sabado et la V^e Internationale".

Derrière la réponse en apparence enthousiaste de la direction du SU à la proposition de Chavez, il semble que les choses soient, pour le SU, un peu plus compliquées. Un journaliste invité officiellement à assister au congrès mondial en rend compte ainsi :

“L’embarrassante proposition de Chavez de construire une V^e Internationale : les Européens ne sont pas très chauds, les Latins sont beaucoup plus enthousiastes.”

De l’autre côté, le congrès du SU, nous informe ce journaliste, a été saisi de la proposition de définir le SU

“comme une Internationale anticapitaliste. Cette deuxième proposition française est destinée, sans doute, à permettre l’adhésion du NPA, mais elle lève une multitude de problèmes.”

“L’EMBARRASSANTE PROPOSITION DE CHAVEZ”

La position “officielle” du SU est de saluer la proposition d’une “V^e Internationale”... avec un enthousiasme plus que limité. Cannavo écrit ainsi dans *Inprecor* qu’il s’agit de

“répondre présent aux rendez-vous, tel celui de la possible convocation par le gouvernement vénézuélien d’un débat pour une V^e Internationale. Le caractère propagandiste de cette proposition comme la complexité d’une invitation venant d’un chef de gouvernement n’a échappé à personne. Mais en même temps, ce qui a été souligné à plusieurs reprises, l’hypothèse confère une nouvelle crédibilité et une nouvelle visibilité à la conception de l’Internationale, au fait que cette dimension soit décisive pour affronter la mondialisation capitaliste et sa crise.”

Le dirigeant du SU Eric Toussaint, pour sa part, décrit la conception que devrait avoir cette “V^e Internationale” (9) :

“Selon moi, elle ne constituerait pas une organisation comme les Internationales antérieures, qui étaient — ou sont encore, puisque la Quatrième Internationale existe toujours — des organisations de partis avec un niveau de centralisation assez élevé. Je pense que la Cinquième Internationale ne devrait pas avoir un haut niveau de centralisation et

ne devrait pas impliquer une autodissolution des réseaux internationaux ou d’une organisation comme la Quatrième Internationale. Ceux-ci pourraient adhérer à la Cinquième Internationale en gardant leurs caractéristiques, mais une telle adhésion démontrerait que tous les réseaux ou grands mouvements ont la volonté d’aller plus loin que des fronts ponctuels comme les coalitions sur le climat et la justice sociale, la souveraineté alimentaire, la dette... Nous avons des bannières communes entre beaucoup de réseaux, et c’est positif. Mais s’il était possible d’arriver à un front permanent, ce serait mieux. En employant cette expression, je suis déjà en train de donner un élément de définition. Pour moi, la Cinquième Internationale serait, dans la situation actuelle, un front permanent de partis, de mouvements sociaux et de réseaux internationaux.”

Bref, la “V^e Internationale” pourrait être, selon les dirigeants du SU, quelque chose qui se rapprocherait finalement beaucoup des “forums sociaux”. Ce qui serait d’autant plus souhaitable que les mêmes dirigeants du SU, après avoir été les partisans les plus enthousiastes et les coorganisateur de ces “forums sociaux”, estiment désormais que ceux-ci “ne font plus recette”. Et pour cause : ils apparaissent désormais ouvertement pour ce qu’ils ont toujours été : des rassemblements de “protestation” contre le capitalisme... financés par les capitalistes eux-mêmes. Eric Toussaint, qui dirige l’ONG “Comité pour l’annulation de la dette du Tiers-Monde”, et est à ce titre “membre du Conseil international du Forum social mondial” depuis 2001, indique que

« ce qui me préoccupe, c’est d’arriver à Porto Alegre et de voir que le séminaire “10 ans après” est patronné par Petrobras, Caixa, Banco do Brasil, Itaipu Binacional (10), et avec une forte présence des gouvernements. Cela me préoccupe vraiment. J’aurais de loin préféré un forum avec moins de moyens financiers, mais plus militant.”

Eric Toussaint, en tant que membre du conseil international du Forum social mondial depuis 2001, sait parfaitement que le financement des forums sociaux a toujours bénéficié des largesses de grandes compa-

(9) Dans le magazine brésilien *Brasil de Fato*, février 2010.

(10) Il s’agit là de grandes entreprises brésiliennes.

gnies multinationales, sans parler des gouvernements et des institutions internationales comme le FMI, l'Union européenne ou la Banque mondiale. Mais voilà... cela se voit désormais trop, et l'engouement des débuts n'est plus au rendez-vous (11). Il faut donc passer à autre chose. Une "V^e Internationale" qui serait un nouvel avatar des forums sociaux conviendrait donc parfaitement aux dirigeants du SU. Mais voilà, ce n'est pas forcément exactement ce que Chavez attend, lui, de cette "V^e Internationale". D'où "l'embarras" des dirigeants du SU (12).

LA LIGNE DES "NOUVEAUX PARTIS ANTICAPITALISTES" À L'HEURE DE LA CRISE DU PSOL...

Car pour les dirigeants du SU, l'axe majeur reste

"la naissance du Nouveau Parti anticapitaliste en France, qui, quelles que soient ses contradictions et ses difficultés de jeunesse, constitue la principale nouveauté de la politique européenne".

Cannavo indique :

« Le processus politique qu'il faut regarder avec attention est celui de la construction de "nouveaux partis anticapitalistes", larges et avec une influence de masse, compris comme la réponse actuelle à la crise du mouvement ouvrier et à la nécessité de sa reconstruction. »

Hasard de calendrier, le congrès mondial se déroulait alors que deux des partis mis en avant par la direction du SU pour illustrer cette orientation, le Nouveau Parti anticapitaliste, constitué en France en juin 2008, et le Parti socialisme et liberté (PSOL) du Brésil, s'enfonçaient dans une profonde crise.

Au Brésil, six ans après sa fondation, le PSOL vient d'éclater. Deux réunions séparées ont eu lieu à Rio de Janeiro (10 avril 2010), à la place de la conférence nationale préélectorale convoquée pour désigner le candidat du PSOL à l'élection présidentielle d'octobre 2010.

D'un côté, il y a Heloïsa Helena, la présidente destituée du PSOL, ex-sénatrice du PT (à l'époque membre de Démocratie socialiste [DS], alors section du Secrétariat

unifié pabliste), alliée à la députée Luciana Genro, qui soutiennent Martiniano Cavalcante comme candidat du PSOL à la présidentielle. Mais disons-le, il s'agit d'un candidat plus "fantaisiste" qu'autre chose, car Héloïsa Helena appuie en réalité la candidature de l'ex-ministre de l'Environnement de Lula, désormais membre du Parti vert, Marina Silva. Celle-ci appuyant "en retour" Heloïsa Helena au poste de sénateur dans son Etat. Le Parti vert est, avec un discours "écologiste" à la mode, en réalité un auxiliaire du parti bourgeois de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso (chassé en 2002 par le vote en faveur du candidat du Parti des travailleurs).

De l'autre côté, la conférence "rivale" réunissait Enlace (la section actuelle du SU pabliste) avec le groupe de l'ex-député Baba et tous ceux qui appuient Plínio Sampaio pour représenter le PSOL à la présidentielle. S'il n'y a pas eu de "séparation juridique" entre les deux ailes ennemies du parti, c'est uniquement en raison de la législation brésilienne qui oblige les candidats aux élections à se présenter sous la même étiquette politique pour l'année en cours. Mais la guerre ouverte est déclarée, avec de part et d'autre des accusations de "fraude", de "gangstérisme", dans un climat général de démoralisation de nombreux militants qui avaient rompu avec le PT au motif qu'il fallait créer un parti "éthique" et "radical". Ce dernier prétexte non plus n'a pas résisté à l'expérience.

(11) Ce qui n'empêche pas le SU de s'inscrire dans le long chapelet des forums et contre-sommets, notamment, comme l'indique Cannavo : *"Le sommet de Cochabamba sur le réchauffement climatique, convoqué par le président bolivien, Evo Morales (lire l'article de Lucien Gauthier dans ce numéro) ; les divers forums sociaux — celui des Amériques à Asunción, le Forum social européen à Istanbul et le Forum mondial, en 2011, à Dakar — ; le sommet euro-latino-américain à Madrid en mai prochain et celui contre l'OTAN à Lisbonne, en novembre 2010. »*

(12) Les dirigeants du SU ne sont pas les seuls à répondre favorablement à l'appel à la "V^e Internationale" de Chavez. Ainsi le courant petit-bourgeois capitulaire "Tendance marxiste internationale" (ex-Militant), ravagé par une crise politique sans précédent, et représenté au Brésil par Serge Goulart, vient de déclarer (17 mars 2010) : *"Aujourd'hui, la IV^e Internationale n'existe plus comme organisation. Les groupes qui s'en réclament (et il n'en manque pas) n'ont ni masses, ni idées correctes, ni même un drapeau sans tache. Sur ces bases, il est absolument impossible de refonder la IV^e Internationale."*

L'hebdomadaire *Brasil de fato* (6 avril 2010), qui défend les thèses du PSOL, enregistre le point d'accord entre Plinio et Martiniano :

“Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour, il faut combattre pour la radicalisation de la démocratie.”

Ce qui est un programme similaire à celui de la direction du PT.

Dans les faits, le PSOL a réussi à reproduire tous les défauts du PT, sans aucune de ses qualités (base de masse, lien avec les principales organisations ouvrières et populaires, etc.). La division en cours du PSOL est un chapitre supplémentaire de la décomposition de la section du SU, actuellement connue sous le nom de Enlace, qui porte une responsabilité énorme dans la démoralisation et la dispersion de cadres et de militants formés à l'école du PT pour la lutte des classes.

Démocratie socialiste, dont étaient membre les futurs responsables de Enlace, a participé dès 2002 au gouvernement Lula. Un rôle honteux joué par le ministre Miguel Rossetto, membre de Démocratie socialiste, ministre du Développement agraire de Lula, qui a toujours refusé la réforme agraire et a couvert les assassinats de paysans sans terre par les hommes de main des propriétaires fonciers. Cette politique, dont aucun bilan n'a été tiré, ni lors du congrès mondial de 2003 du SU ni lors du congrès mondial de 2010, a abouti à la décomposition de DS. Une minorité est restée au SU sous le nom de Enlace.

Héloïsa Hélène, alors elle aussi membre de DS, avait suscité d'immenses espoirs lorsque, député du PT, elle avait refusé de voter la contre-réforme des retraites lors du premier mandat de Lula. Mais la politique du SU (couvrant la participation de Rossetto au gouvernement) l'a poussée à renoncer à combattre dans le PT, y compris contre sa propre exclusion du PT. Le SU l'a poussée à s'embarquer dans l'aventure du “nouveau parti”... qui l'amène aujourd'hui à courir derrière la candidature “verte” de Marina Silva, rompant avec Enlace.

Enlace, lors de son dernier congrès en février 2010, s'était d'ailleurs dans un premier temps enthousiasmé pour la candidature de Marina Silva, présentée dans la résolution adoptée comme une *“alternative sociale et environnementale”* (dans la

continuité de la ligne “écosocialiste” du SU), dont la plate-forme se concentre sur la “démocratisation du pouvoir politique”.

... ET DE LA CRISE DU NPA

Cette crise au Brésil coïncide avec, en France, celle du NPA, au lendemain des élections régionales du 14 mars 2010. Une dépêche de l'Agence France Presse indiquait ainsi, le 9 avril 2010, que

« environ 10 % des membres du conseil politique national (CPN, parlement) du NPA ont démissionné récemment de leur fonction, la moitié d'entre eux quittant également le parti, selon la direction du NPA, qui dément toutefois toute “chute vertigineuse” du nombre de ses adhérents (8 000). Sur les 191 membres du CPN du NPA, “18 départs ont été constatés” après les régionales, souvent pour des questions de “divergences politiques”, et “environ la moitié d'entre eux” ont également quitté le parti, a annoncé vendredi Ingrid Hayes, du comité exécutif du NPA, interrogée par l'AFP. “On reste sur l'estimation de 8 000 adhérents”, il n'y a “pas de chute vertigineuse”, a-t-elle fait valoir, tout en reconnaissant “la difficulté de mesurer exactement l'ampleur des départs”. “Une série de gens attendent le congrès (11-14 novembre — NDLR) pour prendre une décision”. »

La dirigeante du NPA indiquant d'autre part que le NPA est dans *“une situation compliquée d'un point de vue financier”*.

Et pour cause, les dirigeants du courant “Convergence et Alternative”, représentant près d'un tiers du NPA, signaient, la veille de ces déclarations, un appel, aux côtés de “personnalités” comme Patrick Braouezec, à *“des assises nationales d'un front ouvert à toute la gauche de transformation sociale, pour un travail d'élaboration et d'action politique en commun, dans les luttes sociales comme dans les prochaines échéances électorales”*. Patrick Braouezec, l'ancien maire de Saint-Denis et ancien membre de la direction du Parti communiste français, est connu pour avoir quitté son parti avec fracas, il y a quelques semaines, appelant les militants du PCF à quitter en masse leur parti. Il s'inscrit pleinement dans l'offensive en cours contre la démocratie politique en contestant non pas l'orientation politique

réelle du PCF, mais en remettant en cause “la forme traditionnelle” des partis. D’ailleurs, l’appel lancé par Braouezec et les dirigeants de la principale tendance du NPA se prononce pour en finir avec les “logiques partidaires”.

D’autre part, le 7 avril, l’un des principaux dirigeants du NPA, mis en avant par la direction de celui-ci car n’étant pas issu de la LCR, l’altermondialiste Raoul-Marc Jennar, rendait publique sa lettre de démission, déclarant :

“Force m’est de constater l’échec du projet NPA. La résolution adoptée à l’issue du conseil politique national (CPN) des 27 et 28 mars est sans appel : son point 8 confirme une ligne politique inchangée : celle de la démarche solitaire d’une avant-garde qui agit conformément à la tradition sectaire d’une faction de l’extrême gauche.”

Lui aussi se prononçant contre “la religion du parti qui sévit dans toutes les formations”, ajoutant que « le temps est venu de s’interroger sur la forme “parti” (qui date du 19^e siècle) de l’action politique ».

Pour comprendre les raisons de cette crise, il est nécessaire de revenir sur les élections régionales du 14 mars 2010, élections au cours desquelles la classe ouvrière a exprimé dans une abstention massive (55 %) son rejet de l’ensemble des représentations politiques institutionnelles. Une abstention dont le contenu de classe ne fait aucun doute (69 % des ouvriers, 64 % des employés se sont abstenus) et qui exprime de la part des travailleurs le rejet du “consensus” entre le gouvernement de Sarkozy et les partis de “gauche” (Parti socialiste, Parti communiste) qui gèrent la politique de Sarkozy et de l’Union européenne dans les conseils régionaux. Le Parti ouvrier indépendant (POI), dans lequel combattent les militants de la section française de la IV^e Internationale, avait choisi, d’un point de vue purement tactique, de ne pas présenter de liste aux élections régionales, concentrant ses efforts dans une campagne politique contre le “consensus” entre le gouvernement et les directions du mouvement ouvrier visant à imposer la “réforme des retraites” exigée par l’Union européenne et le capital financier.

“L’ABSTENTION SERT LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT”

Le NPA, profondément divisé, a présenté dans certaines régions des listes seules et dans d’autres des listes dans le cadre d’une alliance (dite “Front de gauche”) avec le Parti communiste. Alors que tous les “commentateurs” annonçaient depuis des mois une abstention massive de rejet, le NPA a animé une campagne extrêmement électoraliste et réactionnaire, ses principaux dirigeants multipliant les déclarations du type :

“Notre concurrent, c’est l’abstention”
(Olivier Besancenot, sur TF 1, le 5 mars).

Une tête de liste du NPA allant jusqu’à accuser les abstentionnistes d’être responsables de la politique de Sarkozy et des dirigeants du Parti socialiste, déclarant :

“L’abstention (...) sert la politique du gouvernement UMP et d’un PS qui, en région, a multiplié les subventions aux entreprises et accompagne un système capitaliste que nous combattons” (11 mars, *La Dépêche du Midi*).

Dans un département, le NPA affirmait :

“L’abstention ne sert que les partis qui se succèdent au pouvoir et qui portent précisément la responsabilité de la situation dans laquelle se trouvent les classes populaires. S’abstenir pour protester n’est en réalité qu’une autre façon de se résigner” (NPA 31, 12 mars).

Les dirigeants du NPA sont allés très loin dans l’expression de ce qui n’est rien d’autre qu’une politique d’accompagnement de la politique anti-ouvrière dans le cadre des “conseils régionaux”. Ainsi, dans toute une série de régions, les listes auxquelles participait le NPA revendiquaient ouvertement un programme d’*“aides aux entreprises”* (sous prétexte de les contrôler ou de les conditionner), c’est-à-dire d’aide aux capitalistes. En Bourgogne, la profession de foi revendiquée que

“les aides aux entreprises relèveront d’un fonds public régional pour l’emploi, sous contrôle d’une commission, composée majoritairement de syndicalistes, d’experts et de citoyens”.

Dans les Pays de Loire :

“Aucune aide aux entreprises qui ne respectent pas un cahier des charges à la

fois social (l'emploi, précarité), environnemental (conditions de production et de transport) et démocratique (contrôle des comptes, droit de veto des salariés)."

Dans la même région, une plate-forme commune signée par le NPA, le parti stalinien et divers groupes "décroissants" revendiquait le "*développement des transports doux (vélo, marche à pied)*". Les ouvriers jetés de leurs usines par la vague de licenciements sans précédent (plusieurs centaines de milliers en 2009) apprécieront !

Le NPA a systématiquement repeint en rose le rôle des conseils régionaux, leur attribuant des vertus qu'on ne leur connaissait pas. Ainsi, un tract du NPA publié à l'occasion du 8 mars prétend :

"La région peut être un point d'appui pour défendre les droits des femmes. Elle pourrait offrir son aide dans le combat contre les discriminations (...), (elle) pourrait aussi créer un service public régional de formation professionnelle qui s'attaque aux inégalités hommes femmes, notamment en favorisant la mixité des filières."

Or, en France, c'est au nom de la "régionalisation" que se mène depuis vingt ans une offensive contre l'unité de la République et de la nation dans le cadre de laquelle s'est constituée la classe ouvrière par ses organisations et ses conquêtes. Le communiqué du POI traitant des résultats des élections indiquait de ce point de vue :

« Ce 14 mars, s'est exprimé également le rejet de toute l'architecture de la régionalisation mise en place, depuis des décennies, dans le cadre des institutions de la V^e République et de "l'Europe des régions". "Dirigées par nous, les régions sont et seront un bouclier social, une protection pour la population", ont affirmé les dirigeants du Parti socialiste et leurs alliés. Le fait est que si ces partis ont partiellement bénéficié du vote contre le gouvernement, la régionalisation, elle, n'est pas apparue aux yeux des travailleurs et de la population comme une réponse à leur attente. Bien au contraire ! La dislocation des droits, région par région, dans le cadre d'un partage des rôles entre un gouvernement central et des régions mettant en œuvre les mêmes directives de l'Union européenne : la population laborieuse n'en veut pas. »

Tout en ne cessant de dénoncer en paroles la direction du Parti socialiste (qui

dirige 20 régions sur 22), le NPA s'inscrivait lui aussi dans le cadre de la "bonne gestion" des régions.

De tels arguments n'ont semble-t-il pas convaincu les millions d'électeurs — particulièrement dans la classe ouvrière — qui se sont abstenus malgré les appels incessants du NPA à se rendre aux urnes... La direction du NPA, qui n'avait cessé de proclamer qu'elle se fixait de dépasser la barre des 5 %, fut contrainte de constater que ses résultats (moins de 3 %) "*n'étaient pas bons*", le courant "Convergence et Alternative", représentant un tiers de l'organisation, dénonçant "*la posture du NPA, qui a été désavoué*". La crise est d'autant plus profonde que, tout en dénonçant la gestion de la direction du Parti socialiste, la direction du NPA avait annoncé depuis des mois qu'elle envisageait des "*fusions démocratiques*" entre ses listes et celles du Parti socialiste, lui permettant d'obtenir des élus dans les conseils. Ainsi, dès le 18 février, la direction du NPA affirmait :

"Nous avons toujours dit que nous étions prêts à aller dans des exécutifs qui mènent des politiques qui vont dans le bon sens (...). On pourra envisager, après le 1^{er} tour, une alliance démocratique, où la majorité sortante accepte la proportionnalité des voix qu'on a obtenues. En gros, que le PS préfère avoir un contre-pouvoir à sa gauche plutôt que de perdre des voix et éventuellement perdre la région à sa droite."

N'ayant pas réuni les 5 % des voix nécessaires pour passer ce type d'accord, la direction du NPA appela cependant dès le 14 mars au soir à voter pour les listes d'union de la gauche (dont elle avait pourtant dénoncé au cours de la campagne le fait qu'elle "*accompagne un système capitaliste que nous combattons*"). Un grand écart permanent entre un discours en apparence très radical... et des offres de service au "front populaire" dans le cadre de la bonne gouvernance des régions.

Ce "Nouveau Parti anticapitaliste" en décomposition, c'est le "modèle" qui était dressé au centre du congrès mondial par la direction du SU. Une telle politique (qui, on en conviendra, n'a rien à voir avec la IV^e Internationale... tout en s'en réclamant) peut-elle aboutir à autre chose qu'à la démoralisation et à la décomposition ?

Dominique Ferré

Aux militants du CMI qui veulent réfléchir

Alan Woods et Serge Goulart disent : “La IV^e Internationale ne ressuscitera pas !” Jusqu’où vont-ils aller ?

Par João Alfredo LUNA

Le groupe d’Alan Woods (le Courant marxiste international [CMI] créé par Ted Grant dans le giron du vieux “Militant” anglais), représenté au Brésil par Serge Goulart (Gauche marxiste [EM]), vient d’abandonner définitivement toute référence à la IV^e Internationale.

La déclaration “*Pour la V^e Internationale*” du secrétariat du CMI du 18 mars dit que

“la dite IV^e Internationale n’existe pas comme organisation. Ceux qui prétendent parler en son nom n’ont ni les masses, ni les idées correctes, ni même un drapeau sans taches. Sur ces bases, une résurrection quelconque de la IV^e Internationale est totalement exclue.”

Rhétorique mise à part (démarcation de ceux “qui disent parler en son nom”), cette déclaration du CMI va au-delà de la traditionnelle ambiguïté du groupe qui consistait à se revendiquer du trotskysme, mais pas du combat pour la IV^e Internationale — comme si cela était possible —, pour finir maintenant par adopter une position bien plus tranchée.

Le message du 18 mars sur la IV^e Internationale est clair. Il signifie :

*“Commandant Chavez, à vos ordres !
Nous sommes aux côtés de la V^e Internationale !”*

Il n’y a aucun doute : la IV^e Internationale est inconditionnellement solidaire du gouvernement Chavez contre l’impérialisme, mais nous ne sommes pas “chavistes”. En toutes circonstances, nous maintenons notre indépendance politique.

Aujourd’hui, adhérer à une V^e Internationale (plus loin, nous analyserons de quoi il s’agit) en passant par-dessus la IV^e Internationale, “*qui ne ressuscitera pas*”, même pour la CMI qui a opéré une progressive adaptation au “chavisme”, cela représente un saut avec de graves conséquences. Tout militant du groupe Grant-Woods, formé dans une variante “trotskyste”, doit réfléchir : comment peut-on tourner ainsi le dos au programme sans taches du trotskysme, précisément le programme de fondation de la IV^e Internationale ? Plus particulièrement, la question se pose avec acuité aux

militants qui, voilà quatre ans, ont suivi Serge Goulart dans la rupture avec la section brésilienne de la IV^e Internationale, au sein de laquelle ils ont été politiquement formés.

Le comité central de la Gauche marxiste a adopté le 13 mars 2010 une résolution d'adhésion à la Ve Internationale qui soutient la formule selon laquelle

“les trotskystes, fiers de leur programme et de leur combat, affirment que c'est sur ce programme que se reconstruira l'Internationale de Lénine et de Trotsky”.

Mais comment est-ce possible ?

L'Internationale de Lénine et de Trotsky était bien entendu la III^e Internationale, l'Internationale communiste à son époque, avec ses documents programmatiques. Le comité central de la Gauche marxiste propose-t-il donc de reconstruire la III^e Internationale sur la base du programme de la IV^e Internationale de 1938 ?

Faudrait-il faire reculer l'horloge de l'histoire jusqu'aux questions cruciales antérieures à leur fondation, comme le triomphe du stalinisme (à la fin des années 1920) ou les fronts populaires (au milieu des années 1930), qui ont justifié l'élaboration de Trotsky ?

Quelle que soit la confusion du rédacteur, le fait est que, ici aussi, pour aller à la V^e Internationale, on passe par-dessus la IV^e Internationale. Le comité central de la Gauche marxiste ne contredit pas sa direction mondiale, qui a décrété que la IV^e Internationale ne ressusciterait pas.

Les militants de la Gauche marxiste, sommés d'abandonner le combat pour la IV^e Internationale au nom d'une prétendue V^e Internationale, doivent réfléchir. Par ce saut et de cette manière, il est pertinent de se demander : où va encore les entraîner la direction Woods-Goulart ?

LE CMI DANS UNE ÉNORME CRISE

Sur fond d'une situation de crise profonde du système de la propriété privée des moyens de production à l'échelle mondiale, qui ne signifie pas le renforcement automatique du mouvement ouvrier et de ses organisations dans chaque pays, les faits montrent que les pressions semblent avoir mené

le CMI dans une énorme crise sans retour en arrière.

Le CMI est apparu voilà près de vingt ans à partir de la division du Comité pour l'Internationale des travailleurs (CIT, le “Militant” anglais), qui décida de rompre avec le Labour Party. La majorité des groupes satellites dans d'autres pays a cherché à construire “de nouveaux partis” — au Brésil, son groupe s'est joint au PSOL —, alors que le groupe Grant-Woods, le CMI, restait dans le Labour.

Aux antipodes du cours de type gauchiste du CIT, les groupes qui se sont liés au CMI ont à leur tour développé une orientation que l'on peut dire “d'entrisme général”. Une ligne opportuniste qui les a menés à intégrer y compris des partis nationalistes bourgeois corrompus, du PPP de Benazir Bhutto au Pakistan jusqu'au PRD du Mexique, en passant par le Parti “travailleuse” d'Israël, une agence sioniste, et le PCF en France.

Voilà deux ans que cette orientation a commencé à provoquer une crise, à commencer par l'éclatement de la section la plus nombreuse du CMI, le groupe “La Lutte”, à l'intérieur du PPP au gouvernement du Pakistan, où une partie a suivi le député d'alors, Manzoor, et l'autre, liée à Woods, qui survit en prenant le statut d'ONG.

Mais fin 2009, autour de son congrès mondial, de nouvelles ruptures se sont produites, de sorte qu'aujourd'hui le CMI est divisé en trois parties.

Il n'est pas dans notre méthode, il n'est pas dans la tradition de la IV^e Internationale de tromper nos militants avec des images mirifiques de succès réels ou imaginaires dans la construction de sections dans des pays éloignés. Mais les militants du CMI qui savent de quoi nous parlons devraient réfléchir sur la réalité et la cause de la division créée :

- le Courant marxiste révolutionnaire (CMR), en gros les sections de langue espagnole, avec à leur tête les Espagnols et la section vénézuélienne ;

- la Fraction bolchevique internationale (FBI), dirigée par l'ancien militant Maziar Razi, avec la section iranienne et d'autres ;

- le CMI proprement dit, avec les groupes restants.

Curieusement, ni le CMI ni le CMR ne publient les textes ou les fondements de la rupture. Ainsi, en dehors de la presse de la FBI minoritaire, tout se passe comme s'ils considéraient que le mouvement ouvrier n'a rien à voir avec leurs problèmes (ce qui, d'un certain point de vue, ne manque pas d'être vrai). Rappelons que Trotsky et Lénine, dans la tradition de Marx et Engels, ont toujours donné la plus grande diffusion à l'explication des ruptures survenues. C'est ce qui a fait, par exemple, que la IV^e Internationale a publié en 2006 une édition de sa revue *La Vérité* avec l'intégralité des documents de la rupture de Serge Goulart.

Mais comme dans le groupe Woods-Goulart, il n'y a pas place pour un climat de discussion politique ouverte, même âpre, bien au contraire, les militants tendent à être cloisonnés dans l'ambiance de secte du CMI. Ce qui va de pair, en interne, avec un type de "débats" marqué par les insultes effrénées, produits non pas de la force des idées ou des intérêts de classe en jeu — ce qui serait normal —, mais d'une fragilité politique générale.

Ainsi, le document public de la direction du CMI qui informe les militants sur les ruptures "résout" le problème en disant simplement que les leaders des sections espagnole et vénézuélienne sont devenus des "aliens", étrangers à leurs traditions — sans expliquer davantage ce qu'elles sont ni pourquoi ils deviendraient des "étrangers" —, et que le responsable de la section iranienne était un agent de la police de l'Iran, sans aucune preuve. Ces accusations personnalisées et péremptoires du type "voleur", "spéculeur" ou "vendu à un parti bourgeois" sont usuelles dans les sectes qui tentent de résoudre leurs divergences en évitant la discussion politique. Mais ces accusations n'empêchent pas la perplexité des militants.

Mais comme pour le CMI, les deux campagnes permanentes, dans la dernière période, portaient précisément sur le Venezuela et l'Iran, il est probable que l'absence d'explications entraîne de nouvelles couches de militants de divers pays à la démotivation et à la dispersion.

Les divergences profondes de la IV^e Internationale avec le groupe Grant-Woods depuis plus de 60 ans ne nous amènent pas à nous réjouir de la dispersion de centaines de militants qui ont cherché la voie de la révolution, même si c'est à notre avis de manière erronée.

SOUS LE DRAPEAU DE LA IV^e INTERNATIONALE !

La IV^e Internationale vit, 70 ans après l'assassinat de son fondateur, Léon Trotsky, que Woods-Goulart le veuillent ou non, eux qui sont passés dans une nébuleuse V^e Internationale, tout comme le Secrétariat unifié, qui encore aujourd'hui usurpe frauduleusement le nom de la IV^e Internationale.

Il est de notre responsabilité de tenter de préserver les couches de militants déçus par les transfuges de notre mouvement, comme Woods-Goulart, en leur offrant un cadre d'organisation sain et un drapeau sans taches : la IV^e Internationale. Tâche qui s'accompagne de la discussion ouverte et franche sur le terrain des principes, sur les questions centrales comme sur le bilan de la crise finale de la "Cipla, usine occupée sous contrôle des travailleurs", en 1997.

Même si Woods-Goulart continuent, principalement à l'étranger, après la fin des occupations des principales entreprises à partir de 2007 (il ne reste que Flasko, isolée, avec 70 ouvriers, dans la ville de Sumaré), la réalité était déjà tout autre à Joinville, où siégeaient la Cipla et Interfibra avant la fin des occupations.

Pour aider au regroupement d'une couche de militants ouvriers honnêtes, la section brésilienne a publié en juillet 2007, des "Notes pour un bilan de fin de l'occupation de la Cipla-Interfibra", centrées sur la critique de l'abandon de la lutte pour la nationalisation, alors que les ex-dirigeants de l'usine essayaient encore de bercer d'illusions les militants perplexes quant au dénouement et à la démobilisation en annonçant pour très bientôt une "reprise" qui ne devait jamais avoir lieu.

2007 : la faute des “travailleurs fatigués”

Une fois terminée l’occupation de la Cipla et Interfibra, à Joinville (SC), par l’application d’une décision judiciaire de la police fédérale le 31 mai 2007 — la Flasko, à Sumaré (SP), “occupée” mais voyant l’énergie coupée, ne produisait plus —, le groupe de Serge Goulart, qui contrôlait les entreprises, a publié le 17 juin un texte public et un autre interne de bilan de la défaite essuyée par les travailleurs de ces usines.

Nous qui avons participé de ce combat pendant toute une période (fondamentalement jusqu’à ce que le groupe de Serge Goulart se sépare de la IV^e Internationale, en avril 2006), nous considérons cependant qu’il s’agit d’une question qui intéresse tout le mouvement ouvrier.

Des défaites sont inévitables dans la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. La tradition du bolchevisme a toujours été de faire face aux problèmes, dire la vérité sur les difficultés et signaler avec précision la racine des erreurs pour les corriger.

Ce n’est pas là la méthode de Serge Goulart ni la tradition à laquelle il s’est lié (le groupe “Militant” d’Alan Woods).

Les deux textes de ce groupe, la Gauche marxiste du PT, sont d’une impressionnante duplicité visant à bloquer la réflexion de ses propres militants, à induire les travailleurs en erreur et leur fermer la voie des processus de lutte en cours. Ainsi :

— D’un côté, publiquement il est dit, avec une grandiloquence sans commune mesure avec la réalité, que *“sous notre direction politique, des travailleurs de dizaines d’usines se sont lancés dans diverses occupations dans tout le Brésil. Nous inspirons le mouvement ouvrier des autres pays.”*

— D’autre part, ils reconnaissent en interne que *“la Gauche marxiste du PT qui dirige le conseil d’usine s’est jetée dans le combat pour la généralisation du mouvement. Les occupations d’usines, cependant, ne se sont pas généralisées.”*

(...) La recherche “réaliste” de la gestion du marché, puisque Lula ne cédait pas, avec la matière première donnée par le gouvernement Chavez, ne s’est pas révélée être une alternative.

Après la rupture avec la IV^e Internationale, le terme “nationalisation” apparaissait encore ici ou là dans les textes du “Mouvement des usines occupées”, mais sans aucun contenu. Le fait est que, s’étant lié au Venezuela avec le Front révolutionnaire des travailleurs des entreprises en cogestion et occupées (Freteco), dirigé par le groupe anglais “Militant”, et ayant assuré la fourniture de matière première par le gouvernement du Venezuela, le groupe de Serge Goulart a abandonné, depuis la rupture en avril 2006, la voie de la lutte pour la nationalisation.

C’est pourquoi, en termes pratiques, la 2^e Caravane à Brasilia pour la nationalisation, au cours de l’année dernière, a été annulée sans explications et remplacée par une nouvelle conférence pan-américaine, à Joinville, à la fin de l’année, mais cette fois différente des conférences précédentes, contournant l’exigence adressée à Lula de nationalisation (...).

Défaite sans combat

La plus grande surprise s’est produite lorsque la police fédérale est entrée dans les usines et à mis en place un liquidateur judiciaire, lequel n’a rencontré aucune réaction de la part des travailleurs, pas plus lorsqu’il a annoncé 40 licenciements. Rappelons que les tentatives policières précédentes rencontraient une forte résistance des piquets — y compris avec des bennes qui barraient les accès et les dépôts de carburant —, sans parler de la solidarité active de centaines, voire de milliers de travailleurs et de jeunes de la ville.

Aucune explication n’est fournie sur cet élément crucial — l’absence de réaction — dans les textes de bilan du groupe de Serge Goulart. Il est fait mention de “traîtres” qui n’ont pas été licenciés, ce qui, cependant, n’explique rien (il y a des jaunes et des briseurs de grèves même dans les combats victorieux).

Et cependant, cette absence de réaction est directement liée à l’échec des deux meetings publics appelés à la porte de la Cipla : le premier, trois jours après l’intervention, n’a pas eu lieu, et le second, “rassemblement national et international”, deux semaines plus tard, n’a pas rassemblé plus de 80 personnes !

Les travailleurs de l’usine et le peuple de la ville ne se sont pas mobilisés.

Pourquoi l'occupation tenue pour "exemplaire" pendant près de cinq ans, dans une usine "sous contrôle des travailleurs", où un conseil d'usine était censé être démocratiquement élu, modèle qui rayonnait dans le pays, voire dans le monde entier, s'est-elle ainsi achevée ?

L'explication du texte de la Gauche marxiste est une insulte aux travailleurs et une atteinte à l'intelligence de tout militant, quel qu'il soit :

"Les forces du mouvement nécessaires pour obliger le gouvernement à nationaliser les usines et sauver les 1 000 emplois n'ont pas été rassemblées. Pour ce faire, l'action de l'appareil luliste dans le mouvement ouvrier a joué un rôle central. Dans ces conditions, pendant ces cinq années de lutte, les forces du mouvement ouvrier dans la Cipla et Interfibra se sont fatiguées, se sont épuisées et finalement ont été vaincues et paralysées par le choc de l'intervention policière militaire sous commandement de toutes les forces de la réaction, de l'Etat bourgeois dans son ensemble, c'est-à-dire par une action déterminante de l'action du gouvernement Lula" (souligné par nous).

En un mot, la faute revient aux travailleurs "fatigués et épuisés". Mais la direction n'a-t-elle jamais commis aucune erreur ? Tout ce qu'elle a fait était-il toujours juste ? Étaient-ce les travailleurs qui n'étaient pas à la hauteur de la direction ?

Honte à ceux qui écrivent des choses pareilles !

La vérité, c'est que l'usine était devenue "une entreprise dans le marché", dont les travailleurs étaient exploités comme ils le sont tous dans le marché, voire davantage dans le cas de la Cipla et Interfibra, car leurs droits (FGTS, etc.) n'étaient pas respectés, tout comme le font les pires patrons.

La vérité, c'est que Lula ne s'est pas occupé des travailleurs de l'usine, le groupe Serge Goulart a adopté une orientation d'abandon du combat de front unique pour la nationalisation en facilitant l'inacceptable attaque du gouvernement Lula, au service de l'Abiplast (association patronale de l'industrie du plastique) et de la FIESP (fédération des industries). Mais cela, c'est la faute des travailleurs de l'usine !

(...) En tant que militants de la section de la IV^e Internationale, nous assistons sans satisfaction à l'échec de la lutte de ces usines, qui nous avons contribué à dresser et que nous avons soutenue auparavant.

En tant que militants trotskystes, une fois de plus, nous nous adressons à ces militants qui, il y a un an, ont abandonné la section brésilienne de la IV^e Internationale (et ont été intégrés au groupe Militant d'Alan Woods), militants maintenant frappés par la violence des coups qu'on leur porte en tant qu'adversaires de la révolution prolétarienne.

Nous voulons aider tous les militants à réfléchir.

**Direction nationale du courant *O Trabalho*,
section brésilienne de la IV^e Internationale (juillet 2007)**

UNITÉ ANTI-IMPÉRIALISTE ET INDÉPENDANCE DE CLASSE

La IV^e Internationale est solidaire du gouvernement Chavez du Venezuela dans chaque acte concret de résistance à l'impérialisme (nationalisations, réforme agraire, etc.). Mais nous adoptons cette perspective à partir du point de vue des intérêts concrets du prolétariat, qui lutte pour l'emploi, le salaire et les conditions de vie.

Nous ne prenons pas, pour autant, l'ensemble de la politique du gouvernement Chavez à notre compte. Notre orientation indépendante se tourne vers l'organisation de la classe qui peut réaliser une révolution prolétarienne. D'où découle l'axe d'aide à

l'organisation de la classe ouvrière sur le plan syndical, avec la construction engagée de l'Union nationale des travailleurs (UNT), jusqu'à la construction d'un parti propre de la classe ouvrière.

Nous ne confondons ni ne permettons que l'on confonde la classe avec la promotion des coopératives par le gouvernement et le leurre de l'autogestion, qui fragilisent la classe, et jusqu'à menacer son organisation indépendante par l'intégration. C'est le produit de la tentative de contourner le problème central de la rupture avec l'impérialisme, ouvrant à la nationalisation sans indemnité des secteurs clés, ouvrant la voie de l'expropriation de la grande propriété privée.

Comme nous ne sommes pas "chavistes", nous n'avons eu aucune difficulté

de critiquer fraternellement Chavez quand il y a six ans, il a décidé de demander l'intégration du Venezuela à Mercosul, instrument de la politique de libre commerce au service des multinationales dans la région. Nous avons démontré que cela, en réalité, fragilisait la souveraineté du pays et de la révolution vénézuélienne. De la même manière, nous nous sommes délimités d'une "Conférence de Caracas" tenue en octobre 2005 sur les usines occupées et les coopératives dont la résolution finale, soutenue par la CMI et par Serge Goulart, demandait "l'adaptation de la législation dans la perspective d'une économie sociale et solidaire" et "l'incorporation de cette question dans Mercosul".

La IV^e Internationale ne pourra jamais coexister pacifiquement avec "l'économie solidaire" – coopératives, autogestion et cogestion – utilisée pour désorganiser les travailleurs (en les transformant en membres de coopératives) et pour intégrer leurs organisations (dans le conseil de gestion). Dans le cadre du régime général de la propriété privée, ces formes dans l'industrie, sont toujours utilisées contre la lutte émancipatrice de la classe ouvrière.

La IV^e Internationale ne peut pas non plus passer sous silence les conséquences de l'adhésion à Mercosul, consciente de la place que cette institution "moderne" joue dans le démantèlement de la souveraineté nationale, comme l'ont vérifié les pays membres de Mercosul depuis les années 1990, y compris les gouvernements les plus réactionnaires. Toute l'expérience de la lutte contre l'Union européenne, tenant compte des analogies et des différences, a confirmé que cette intégration à Mercosul s'opérait contre les travailleurs et les peuples.

Mais ce n'était pas le point de vue du CMI, qui exprimait la position suivante :

"Nous ne sommes ni pour ni contre se retirer de l'Union européenne dans le cadre du capitalisme. Les intérêts de la classe ouvrière ne sont représentés par aucune de ces deux solutions."

La vérité, c'est que derrière cette "indifférence" d'inspiration doctrinaire, il y avait un grand opportunisme pour cohabiter avec les grands appareils dirigeants des organisations de travailleurs intégrés aux structures de l'Union européenne (comme de Mercosul), ainsi que – et pourquoi pas – partager les formes rémunérées de "l'économie solidaire" associées à ces institutions.

La IV^e Internationale rejette le libre commerce capitaliste sous toutes ses formes et refuse toutes les politiques faussement compensatoires qui cherchent à intégrer les organisations et à dissoudre la classe.

Pour cela, au Brésil, nous ne changeons pas la lutte pour imposer au gouvernement Lula la nationalisation des usines occupées à l'époque par une stratégie dite "réaliste" de financement pour survivre dans le marché, comme l'ont fait les directeurs des usines occupées qui ont rompu avec la IV^e Internationale, et qui ont même été amenés à imposer aux travailleurs la remise en cause de leurs droits à la Sécurité sociale et à d'autres droits pour capitaliser et sauver l'investissement "géré collectivement".

Ce processus a amené Woods-Goulart, dans l'usine qui reste occupée, la Flasko, à s'éloigner encore plus des intérêts des travailleurs, au point que même le combat formel pour la nationalisation a été remplacé par autre chose : ils parlent maintenant de "municipalisation" pour que soit décrétée "l'utilité publique" et de se constituer en coopérative, comme nous l'expliquons dans une publication de la section brésilienne de la IV^e Internationale.

Lettre du courant *O Trabalho* du PT (7 mars 2010)

« (...) Le courant *O Trabalho* a soutenu dès le départ l'occupation de Flasko, lorsque les travailleurs ont décidé ainsi de garantir leurs emplois et leurs droits, concluant comme nous : la seule manière serait la nationalisation de Flasko.

C'est pourquoi les travailleurs ont organisé plusieurs caravanes à Brasilia jusqu'en 2005, avec les travailleurs des usines alors occupées Cipla et Interfibra, de Joinville (SC), pour exiger du président Lula qu'il nationalise les usines occupées.

Mais aujourd'hui, sur le blog de Flasko, on trouve une lettre du comité de mobilisation de Flasko du 18 janvier où il est affirmé : *“Nous avons décidé de lancer une campagne pour le décret de Flasko, déclarée d'utilité publique auprès de la municipalité de Sumaré”,* par un *“projet de loi d'initiative populaire pour la déclaration de l'usine et de tout son environnement comme étant d'utilité publique”*.

Organiser le combat et éviter la confusion

Nous sommes pour la victoire des résidents dans leur lutte pour l'expropriation du terrain de la Ville ouvrière et des travailleurs de l'usine pour la nationalisation de Flasko. Nous savons que la victoire des uns serait un renfort pour la lutte des autres, et vice-versa.

Nous soutenons la pétition de l'Association de la Ville ouvrière.

Mais nous ne pouvons soutenir la pétition du comité de Flasko qui provoque la confusion.

Elle ne demande pas la nationalisation de Flasko pas plus qu'elle ne s'adresse à Lula, et elle confond la lutte de Flasko avec le combat pour le logement dans la Ville ouvrière.

Nationalisation de Flasko !

Nous sommes inconditionnellement pour la victoire des travailleurs, c'est pour cela que nous soutenons le combat pour la nationalisation de Flasko.

La meilleure voie pour obtenir la victoire est de s'adresser au président Lula, puisqu'il a les moyens et toute la légitimité pour le faire.

D'autre part, le maire, Bacchim, peut aider dans ce combat en exigeant l'expropriation du terrain de la Ville ouvrière et populaire, ce qui relève de sa responsabilité comme maire. Et s'adresser au président Lula pour obtenir la nationalisation de Flasko, et non uniquement "l'assistance technique et du crédit", ce qui ne garantit pas aux travailleurs (actifs et licenciés) la récupération des droits volés par le patron ni les emplois de façon durable.

Nous comprenons que la direction de Flasko, lorsqu'elle a cessé de réclamer la nationalisation (en demandant le "décret d'utilité publique") et a changé la cible de la campagne en direction de Lula pour s'adresser au maire Bacchim (PT), a affaibli le combat des travailleurs.

En ce qui nous concerne, nous participerons aux audiences publiques au conseil municipal qui sont prévues pour exiger du maire Bacchim qu'il exproprie le terrain de la Ville ouvrière, et qu'il nous aide à demander au président Lula la nationalisation de Flasko.

Non à la coopérative de recyclage !

Nous ne sommes pas d'accord avec la proposition faite (par la direction de Flasko) à la camarade Neuza, présidente de l'Association de la Ville ouvrière, qu'elle sélectionne dix femmes pour la coopérative de recyclage que la direction de Flako veut organiser pour apporter la matière première à l'usine.

Comment peuvent-ils faire une telle proposition ?

La coopérative a été rejetée maintes fois par les travailleurs de Cipla, d'Interfibra et de Flasko également, précisément parce que la coopérative, ce n'est pas l'emploi, elle ne garantit pas les droits des travailleurs.

Si Flasko a besoin de matériau de recyclage, elle doit embaucher des travailleurs avec tous les droits — congés, treizième mois, FGTS et autres droits — comme tous les travailleurs de l'usine. »

EN GUISE DE CONCLUSION

Jusqu'à un certain point, il est compréhensible que de nombreux militants du CMI, sans autre information que le triomphalisme des dirigeants, accompagnent la décadence du groupe jusqu'à l'impasse complète ; mais il est normal aussi que d'autres cadres contestent et cherchent à comprendre où ils sont arrivés, et tentent de

trouver des issues. Mais avant cela, ils sont expulsés du CMI.

Ainsi, on peut comprendre le cas du vieux responsable, militant iranien, emprisonné à l'époque de la révolution qui a renversé la dictature monarchique du chah d'Iran en 1979, actuel dirigeant de la section iranienne du CMI. Il s'est trouvé confronté au refus du CMI de discuter de la moindre critique envers l'attitude de Chavez, qui s'est aligné totalement sur la

défense du régime d'Ahmadinejad en Iran, régime répressif et hostile à l'organisation de la classe ouvrière, même s'il subit la pression impérialiste qui existe et qui tente de l'étouffer.

Il ne s'agit pas d'être totalement d'accord avec le raisonnement de ce dirigeant, mais il faut comprendre parfaitement comment il explique la relation entre son expulsion et l'alignement sans faille de Woods-Goulart sur Chavez après la proclamation de la V^e Internationale :

“La véritable raison (de l'expulsion de ce dirigeant et de la désaffiliation de la section), c'est que Chavez, le même homme qui soutient totalement le régime iranien qui a tué et massacré des centaines de jeunes, avait proposé de lancer la Ve Internationale. Nous pensons quant à nous que c'est une question extrêmement importante, que le congrès mondial du CMI doit discuter et voter. D'autant que la vraie raison politique de notre rapide expulsion a été le soutien du CEI (la direction du CMI) à Chavez et sa Ve Internationale, ce qu'ils présenteront sans doute au congrès comme un fait acquis” (“On Maziar Razi's expulsion and the IRMT's disaffiliation”, IRMT, 22 mars 2010).

Cela ne s'est-il pas passé ainsi ?

Le “chavisme” fait payer la facture. Ainsi, n'importe quel travailleur des anciennes usines occupées, les militants licenciés peuvent se demander : au Brésil, après toute l'aide que Chavez a donnée à la Cipla (matières premières, contrats, etc.), pourquoi cette aide a-t-elle été utilisée pour constituer un appareil de professionnels, développé par la Gauche marxiste dans le pays sans rapport avec l'implantation dans les masses ? Les licenciés des usines occupées savent qu'ils ont été menés dans une impasse.

Et pour en revenir au Venezuela, qui était présenté avec insistance comme la meilleure preuve du succès de la ligne de construction du CMI, après la rupture de la section, qui peut encore croire aux mirages au Venezuela ? Et qui peut accepter que ce qu'on a appelé “l'Engagement de Caracas” constitue une base suffisante pour construire une V^e Internationale ? L'“Engagement”, seul document de cette proposition encore disponible aujourd'hui, ne fait que constater que “l'un des épicycles de la crise capitaliste se trouve dans le domaine économique, ce qui met en évidence les

limites des marchés libres sans entraves dominés par les monopoles de propriété privée”, généralité que les dirigeants de n'importe quel appareil syndical ou de parti peuvent répéter sans engager le moindre combat concret contre le système capitaliste, si ce n'est de “mettre des freins” aux marchés.

“Engagement” dont l'horizon politique se résume ainsi :

“En synthèse, la crise du capitalisme ne peut se réduire à une simple crise financière, c'est une crise structurelle du capital où se combine la crise économique avec une crise écologique, une crise alimentaire et une crise énergétique, qui, dans son ensemble, représente une menace mortelle pour l'humanité et pour la terre nourricière. Face à cette crise, nous, les mouvements et les partis de gauche, voyons comme axe fondamental de notre combat pour un monde meilleur la défense de la terre nourricière et la construction d'une société écologiste et durable.”

Si le combat pour la “société écologiste et durable” est la perspective de la V^e Internationale — ce qui n'a rien de bien révolutionnaire et qui est religieusement partagé par les institutions de l'actuel ordre international —, cela, en réalité, contredit les aspects anti-impérialistes progressistes du texte, comme cela se passe dans la pratique de Chavez, une pratique inachevée, car il s'agit d'une direction anti-impérialiste petite-bourgeoise qui ne va pas jusqu'au bout dans la rupture avec l'impérialisme.

Est-ce qu'un “engagement” comme celui-ci, concrètement, aide à approfondir le processus révolutionnaire au Venezuela ? La réponse est non.

Il est remarquable de voir comment l'“Engagement de Caracas” est muet sur l'intolérable occupation militaire d'Haïti, par exemple, ce qui veut dire que cette V^e Internationale ne peut apporter la moindre solidarité anti-impérialiste conséquente à son voisin caribéen. Ce qui, répétons-le, ne diminue en rien le soutien total que la IV^e Internationale apporte à toute mesure concrète anti-impérialiste que pourrait prendre Chavez ou la V^e Internationale en tant que telle.

En d'autres termes, nous ne confondons pas la nécessaire lutte pour le plus large front unique anti-impérialiste, avec Chavez et d'autres, avec la nécessaire construction

de l'indépendance de classe. Simultanément, nous combattons pour le front unique ouvrier, qui inclut en particulier la construction de partis ouvriers indépendants comme instruments de la révolution – incluant le combat pour la rupture avec les appareils bourgeois qui étranglent plusieurs organisations construites par les travailleurs, comme le PT brésilien –, donc pour des partis qui ne seront pas dirigés par des leaders petits-bourgeois parlant de “*socialisme du XXI^e siècle*”. Et s'ils ne construisent pas de partis ouvrier indépendants, ils construiront encore moins une Internationale qui se veut l'héritière des traditions de Marx, Engels. Ce qui éclaire le type de travail d'“entrisme général” développé par le CMI. Un prétendu entrisme qui est généralisé dans toute “organisation de masses”, sans critères de classe, comme nous l'avons vu avec les exemples donnés. Entrisme qui est aussi une politique opportuniste par rapport aux appareils qui dirigent ces organisations de

masses. Opportunisme qui prédomine, y compris quand il s'agit d'une organisation de masses d'origine ouvrière, centrale syndicale ou parti, qui intègre des points du programme de l'appareil dirigeant, des coopératives à l'autogestion, en passant par Mercosul.

Ce qui mène, tôt ou tard, à l'impasse et à la destruction des groupes entristes eux-mêmes.

C'est sur cela qu'une fois encore les militants originaires du CMI doivent réfléchir.

Il y a une organisation qui offre le cadre de la libre discussion sur la base de la défense de l'actualité des principes du *Programme de transition*, c'est la IV^e Internationale. C'est le drapeau de votre prochaine victoire !

João Alfredo Luna, 15 avril 2010

Une nouvelle publication de la commission Asie de la IV^e Internationale

Le texte qu'on lira ci-après est la présentation du premier numéro du *Bulletin de formation* édité par la commission Asie du secrétariat international de la IV^e Internationale, en liaison avec des militants du Bangladesh, d'Inde, du Pakistan et d'autres pays du continent.

Ce premier numéro publie trois textes de la IV^e Internationale consacrés au sous-continent indien. D'une part, la *Lettre ouverte aux ouvriers de l'Inde*, publiée par Léon Trotsky en juillet 1939, puis le *Manifeste de la IV^e Internationale — Aux ouvriers et aux paysans de l'Inde*, daté du 26 septembre 1942, et, enfin, la résolution de novembre 1947 du secrétariat international contre la partition de l'Inde organisée sous l'égide de l'impérialisme britannique.

Par François FORGUE

La IV^e Internationale fut construite en 1938 sur la base d'un programme intitulé "*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale : la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir. Programme de transition.*" Son but, comme ce programme l'affirme,

"ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie."

Le programme, après avoir analysé le point atteint par l'impérialisme, par le système capitaliste d'exploitation basé sur la propriété privée des moyens de production, concluait que "*les prémisses objec-*

tives de la révolution prolétarienne" sont non seulement mûres, mais que, "*sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe*".

Le problème principal était la direction de la classe ouvrière au plan international et dans chaque pays. Comme l'exprime le programme :

"La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire."

La IV^e Internationale exprimait la continuité de la lutte de la classe ouvrière. Elle plonge ses racines dans le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels,

dans la Première Internationale, la II^e Internationale, l'Internationale communiste, qui se forma à la suite de la révolution russe. La IV^e Internationale est le produit de toute cette expérience, et surtout des leçons de la révolution russe et du combat du Parti bolchevique.

Ainsi que l'établit son programme de fondation :

“La Quatrième Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La Quatrième Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir.”

Confrontée à la trahison des directions social-démocrate et stalinienne, la classe ouvrière avait besoin qu'une nouvelle Internationale révolutionnaire soit construite, un parti mondial de la révolution socialiste. Cela a été la tâche historique de la IV^e Internationale. Elle a commencé à agir dans une période où la classe ouvrière subissait d'importantes défaites amenées par ses directions faillies, à l'époque où l'humanité était plongée dans le désastre sanglant de la Seconde Guerre mondiale.

Dans les années 1950-1952, une crise destructrice a désorganisé la IV^e Internationale : une partie de sa direction, sous la direction de Michel Pablo et Ernest Mandel, prétendait que le stalinisme aurait la capacité, dans des conditions historiques nouvelles, de parvenir au socialisme “à sa manière”, ce qui liquidait ainsi les bases mêmes sur lesquelles la IV^e Internationale s'était formée et aboutissait à la conclusion que c'était inutile.

Ceux qui, à cette époque, se sont regroupés pour défendre la IV^e Internationale, sa continuité et son programme, se sont engagés dans le combat pour reconstruire la IV^e Internationale en construisant ses sections par une intervention active dans la lutte de classes, tant au plan mondial que dans chaque pays.

La crise et l'anéantissement ignominieux du stalinisme, qui a entraîné dans sa chute le démantèlement de toutes les conquêtes de la révolution russe, suffit à répondre aux chimères idéologiques de

ceux qui attribuaient au stalinisme un rôle révolutionnaire.

Mais il ne suffit pas que les faits vous donnent raison. C'est à la suite d'un combat acharné qu'en 1993, la IV^e Internationale a été finalement reproclamée sur la base de son programme et en intégrant toute l'expérience de la classe ouvrière durant les cinquante dernières années.

La IV^e Internationale, comme le dit son programme, n'a rien à voir avec

“les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste.”

Aujourd'hui, la IV^e Internationale n'a rien de commun avec ceux qui usurpent son nom et ont construit le prétendu Secrétariat unifié, qui, en Italie, couvre le soutien que ses partisans offrent au gouvernement Prodi. Et qui, au Brésil, soutient la politique anti-ouvrière et antipaysane du gouvernement Lula. Elle n'a rien à voir avec ceux qui veulent subordonner le mouvement syndical aux ONG, et donc à ceux qui les ont mises en place.

Le Septième Congrès mondial s'est tenu dans des conditions marquées par une crise sans précédent du système capitaliste.

Les principales résolutions et décisions du Septième Congrès mondial sont à la disposition de tous ceux qui souhaitent en prendre connaissance.

L'initiative a été prise, en conformité avec les décisions du congrès mondial, de publier plusieurs brochures reproduisant des documents de la IV^e Internationale concernant l'Asie, des documents récents, ainsi que des textes plus anciens.

•
• •

Nous commençons cette collection en reproduisant trois documents fondamentaux de la IV^e Internationale directement centrés sur l'Inde et le combat révolutionnaire du peuple indien contre la domination impérialiste.

Le premier de ces documents est la *Lettre ouverte* de Léon Trotsky adressée “Aux travailleurs indiens”, écrite en juil-

let 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Le deuxième est intitulé “*Aux travailleurs et paysans indiens : Manifeste de la IV^e Internationale.*” Ce document fut adopté par le comité national exécutif de la IV^e Internationale le 26 septembre 1942, à l’époque de la révolte du peuple indien contre la domination britannique sur l’Inde.

Et le troisième reproduit certaines des déclarations qui expriment la position de la IV^e Internationale et de ses militants indiens concernant la partition.

Il importe d’abord d’examiner le contexte et les circonstances historiques précises dans lesquels ces documents furent préparés et publiés.

Lorsque Trotsky écrivit cette *Lettre ouverte*, comme il le dit lui-même dans les premières lignes,

“*des événements titanesques et terribles vont survenir avec une force irrésistible. L’humanité vit dans l’attente d’une guerre qui va bien sûr entraîner aussi dans son maelström tous les pays coloniaux et qui va peser sur leur destin de façon vitale.*”

Comme nous le savons, la guerre elle-même commençait deux mois plus tard.

A l’époque où Trotsky écrivait cette lettre, les forces regroupées sous le drapeau de la IV^e Internationale sur le sous-continent indien n’étaient pas très nombreuses. C’était aussi le cas dans le monde entier : la IV^e Internationale était une toute petite organisation confrontée à la répression des États impérialistes et à une chasse aux sorcières acharnée de la part de la direction stalinienne.

Trotsky considérait que la construction d’une organisation révolutionnaire, partie intégrante de la IV^e Internationale en Inde, était essentielle pour la construction d’une Internationale révolutionnaire mondiale parce que le combat des ouvriers et paysans indiens occuperait une position importante dans le développement international de la lutte de la classe ouvrière, directement confrontée à la barbarie créée par le système capitaliste, et qui s’exprimait de manière flagrante dans la guerre qui allait éclater.

A l’opposé de beaucoup de calomnies qui ont non seulement été généreusement

propagées, mais qui, depuis des années, masquent la vérité, Trotsky accordait énormément d’importance à la lutte que menaient les peuples coloniaux pour leur émancipation nationale et au rôle que, non seulement la classe ouvrière, mais les masses paysannes qui formaient l’immense majorité de la population avaient à jouer dans cette lutte. Ce que Trotsky mettait en avant — selon les principes du marxisme et les enseignements de Lénine et de la III^e Internationale — était le fait que, à l’ère de l’impérialisme, le combat pour l’émancipation nationale et une solution au problème agraire ne pouvaient être apportés que par une révolution sociale qui posait la question de la destruction du système capitaliste lui-même et exigeait que la classe ouvrière en prenne la tête. Les tâches qui devaient être accomplies dans un pays comme l’Inde ressemblaient de près à celles qui avaient été réalisées par la bourgeoisie au XVIII^e siècle à l’époque des principales révolutions bourgeoises.

Mais à présent, partout, y compris dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la bourgeoisie locale, qui dépendait de ses maîtres impérialistes, craignait davantage l’irruption de la classe ouvrière et de la paysannerie que le joug de la domination coloniale. Dans les conditions créées par l’impérialisme, seule la classe ouvrière peut mener jusqu’au bout la lutte pour l’émancipation nationale et la réforme agraire. Pour ce faire, et donc, pour mobiliser, elle doit combiner ces objectifs avec ceux des revendications sociales de la classe ouvrière et ouvrir la voie vers le renversement du système capitaliste lui-même.

Le but de la *Lettre ouverte* de Trotsky “*aux travailleurs indiens*” était d’aider à construire et développer le parti révolutionnaire qu’il fallait pour qu’une telle révolution aboutisse. C’est pourquoi il écrivait :

“*Si le peuple indien ne veut pas demeurer esclave pour l’éternité, il faut qu’il démasque et rejette ces prédicateurs mensongers qui affirment que le seul ennemi du peuple, c’est le fascisme. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés (...). En Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie britannique.*”

Le renversement de l'impérialisme britannique serait un coup terrible pour tous les oppresseurs, y compris pour les dictateurs fascistes (...).

Cependant, la guerre apportera peut-être à l'Inde, tout comme aux autres colonies, non pas un surcroît d'esclavage, mais au contraire la liberté totale : la condition en est une orientation révolutionnaire correcte (...). Pour mettre en œuvre une telle orientation, il faut un parti révolutionnaire qui se base sur l'avant-garde du prolétariat (...). Les conditions essentielles pour ce parti sont l'indépendance totale par rapport à la démocratie impérialiste, l'indépendance totale par rapport à la II^e et à la III^e Internationales, et l'indépendance totale par rapport à la bourgeoisie nationale indienne."

Le second document, le manifeste adressé "aux travailleurs et aux paysans indiens", fut écrit en 1942, en pleine Seconde Guerre mondiale, à une époque où, malgré les énormes obstacles, l'avant-garde des travailleurs indiens, emmenant avec eux la paysannerie opprimée, mettait précisément en action ce que Trotsky avait prédit dans sa lettre :

"Au cas où la bourgeoisie indienne se trouverait obligée de faire la plus petite avancée sur la voie de la lutte contre le gouvernement arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement cette petite avancée. Mais il la soutiendra avec ses propres méthodes : les meetings de masse, les mots d'ordre audacieux, les grèves, les manifestations et les actions encore plus décisives, selon le rapport des forces et les circonstances."

À l'époque où le manifeste a été rédigé, une organisation basée sur le programme de la IV^e Internationale existait déjà, produit des développements politiques suivant les lignes indiquées par Trotsky dans sa lettre ouverte. Cette organisation, le Parti bolchevique-léniniste d'Inde, rassemblait des cadres révolutionnaires venus du Sri Lanka et d'Inde.

Alors que les masses indiennes s'engageaient dans la lutte ouverte contre l'impérialisme en combattant directement la domination coloniale britannique, le monde entier était entraîné dans la guerre. Le peuple d'Union soviétique se battait pour son existence, pour ce qui demeurait des conquêtes de la révolution d'octobre

1917, contre les attaques meurtrières de l'impérialisme allemand. Il se battait dans des circonstances terriblement défavorables imposées par la bureaucratie stalinienne : l'économie planifiée et le développement de l'industrie avaient été très gravement dénaturés pour satisfaire la rapacité des bureaucrates au pouvoir ; tous les éléments de la démocratie ouvrière avaient été détruits ; la majorité des cadres du Parti bolchevique, qui avait mené la classe ouvrière russe à la victoire, avaient été soit assassinés, soit étaient emprisonnés dans des camps de concentration ; les états-majors de l'armée elle-même avaient été décimés. Pourtant, partout, les ouvriers et les paysans d'URSS combattaient.

À l'époque, l'immense majorité des peuples d'Europe étaient sous la botte du fascisme. Dans les pays prétendument démocratiques, l'état de guerre était mis à profit pour porter des coups à la classe ouvrière, pour lui interdire de s'organiser et de faire grève. Churchill tout comme Roosevelt proclamaient que leur but dans cette guerre était de prendre le dessus pour préserver le système impérialiste, qui avait apporté avec lui guerres et massacres.

En août 1940, Trotsky avait été assassiné par un agent de la police secrète de Staline. Beaucoup espéraient, y compris bien sûr les assassins, mais aussi toutes les forces qui pourchassaient les militants de la IV^e Internationale, dans les pays dominés par le fascisme ainsi que dans les autres principaux pays impérialistes, que ce meurtre signifiait la mort de la IV^e Internationale.

Mais bien que l'assassinat de Trotsky ait porté un coup terrible au mouvement ouvrier révolutionnaire, de jeunes dirigeants et militants réorganisèrent les rangs de la IV^e Internationale dans les circonstances extrêmement difficiles de la guerre mondiale.

Cela vient renforcer la signification du document publié en 1942 que nous avons reproduit.

Malgré les obstacles suscités par la guerre, par la répression d'Etat, par le fait que les organisations militant dans des pays occupés par l'Allemagne nazie n'avaient que très peu de contacts avec les forces organisées dans les pays alliés, la

IV^e Internationale mena son activité non seulement dans les pays occupés tout comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais aussi dans les pays sous domination coloniale.

Elle ne fut jamais réduite à un simple ensemble d'organisations nationales. Elle a agi en tant qu'Internationale. Cela est apparu clairement dans le fait que le manifeste de 1942, qui fut rédigé par les membres de la direction de l'Internationale qui résidaient aux Etats-Unis, fut publié comme déclaration de la IV^e Internationale et d'abord dans le magazine en langue anglaise *The Fourth International*, de l'American Socialist Workers Party, qui, à l'époque, était confronté à la répression du gouvernement des Etats-Unis.

La preuve que la IV^e Internationale était bien vivante est apportée par le fait d'avoir compris le caractère et la dimension du soulèvement indien de 1942 et d'avoir pris la décision de lancer le manifeste où la IV^e Internationale, en même temps qu'elle expliquait sa position afin d'aider l'avant-garde de la classe ouvrière indienne, lançait un appel à la solidarité internationale du mouvement ouvrier insistant sur le fait que le combat du peuple indien était aussi son combat.

Il est également important de noter que les publications de la IV^e Internationale, celles qui existaient légalement en Grande-Bretagne et dans d'autres pays, mais aussi celles qui étaient publiées clandestinement dans les pays occupés par les nazis, comme en France *La Vérité*, l'organe de la section de la IV^e Internationale travaillant dans la clandestinité, ont soutenu la révolution en Inde.

La IV^e Internationale et ses sections ont été les seules forces politiques qui ont agi ainsi. En Inde, mais aussi dans le monde entier, les forces du stalinisme ont pesé de tout leur poids pour calomnier le combat du peuple indien en le faisant passer pour un coup porté à la lutte de défense de la démocratie. Même si elles n'étaient pas exactement sur la même ligne, toutes les directions social-démocrates et syndicales refusèrent de soutenir le droit du peuple indien à se battre pour son indépendance.

On peut dire que la position prise par la IV^e Internationale sur le soulèvement en Inde peut se comparer avec la position

prise par Lénine et les bolcheviks en 1916 à l'époque du soulèvement en Irlande. Toutes les forces à l'intérieur du mouvement ouvrier qui, d'une manière ou d'une autre, étaient liées à l'impérialisme ont dénoncé le soulèvement de Dublin comme une aide apportée à l'Allemagne. Seuls les bolcheviks ont soutenu le droit inconditionnel de la nation irlandaise à conquérir son indépendance et sa souveraineté. Seuls les bolcheviks firent le lien entre ce combat légitime pour l'émancipation et le combat de la classe ouvrière dans le monde entier contre l'exploitation et la guerre, et seuls les bolcheviks caractérisèrent les événements révolutionnaires qui se déroulaient en Irlande comme des signes avant-coureurs des événements révolutionnaires dans le monde. Cette position fut défendue par la révolution d'Octobre.

Partout dans le monde, lorsque les ouvriers et paysans indiens commencèrent à sérieusement mettre en avant leur revendication "*Hors de l'Inde, maintenant*", on a dit que leur mouvement était irresponsable, destructeur, et qu'il faisait le jeu du fascisme. Bien sûr, l'expression concentrée de cette opposition au droit du peuple indien de décider de son propre destin s'exprima en Inde même par le biais du Parti communiste d'Inde, qui suivait les ordres dictés par la bureaucratie stalinienne. A l'époque où la répression menée par les Britanniques était à son plus haut niveau contre toutes les composantes du mouvement nationaliste, le Parti communiste adopta le 23 mai 1943, à Bombay, une résolution où il était écrit :

"Les groupes qui composent la Cinquième Colonne sont le Forward Bloc, le parti du traître Bose ; le CSP, qui a trahi le socialisme au début de la guerre, a poursuivi une politique d'opportunisme et a fomenté des troubles, et s'est finalement retrouvé dans le camp des traîtres trotskystes ; et finalement, les groupes trotskystes, qui sont des bandes criminelles à la solde des fascistes. Le Parti communiste déclare que ces trois groupes doivent être traités par tout Indien honnête comme les pires ennemis de nation, ils n'ont pas droit de cité en politique et doivent être exterminés."

Seule la IV^e Internationale a apporté un soutien inconditionnel à la révolution indienne et l'a caractérisée comme un chaînon majeur dans la chaîne des événe-

ments politiques qui se développaient au feu de la guerre :

“Proletaires indiens ! Il est en votre pouvoir aujourd’hui d’assumer le rôle glorieux que les ouvriers de la Russie tsariste arriérée ont mené à bien en 1917. Au milieu des ténèbres de la troisième année de la Première Guerre mondiale impérialiste, l’étoile rouge de la révolution russe est apparue. Les ouvriers russes apparurent alors terriblement isolés dans un univers peuplé d’ennemis, mais les masses opprimées du monde entier sont venues à leur aide. L’étoile de la révolution russe a inspiré les soulèvements des masses en Allemagne, en Autriche-Hongrie, et le réveil des plus larges masses partout en Europe, en Afrique et en Asie. Alors, en 1917, la Russie était le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, l’Inde est aujourd’hui ce maillon ! Tout comme en 1917, si ce maillon le plus faible se rompt aujourd’hui, cela suscitera une série de révolutions, qui, à leur tour, viendront en aide à la révolution en Inde contre les impérialistes.”

La vague révolutionnaire de 1942 ne détruisit pas l’emprise britannique sur l’Inde, car la trahison du Parti communiste indien sema la confusion dans les rangs des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, et, de plus, cette trahison permit à la direction du Parti du Congrès de contrôler le mouvement. L’organisation de la IV^e Internationale en Inde, qui s’aligna sur le mouvement des masses dès le début, n’eut pas la force politique de s’opposer efficacement au cours imposé par la direction du Parti communiste et au contrôle exercé par le Parti du Congrès. Le Parti bolchevique-léniniste d’Inde, section indienne de la IV^e Internationale, paya un lourd tribut à la répression exercée par l’impérialisme britannique secondé par la direction du Parti communiste. Cependant, le rôle qu’il joua dans ce combat lui permit d’être au premier rang du mouvement qui, finalement, renversa le gouvernement direct de l’Inde par la Grande-Bretagne : le Parti bolchevique-léniniste d’Inde fut, en 1946, la première organisation à appeler à la solidarité avec la mutinerie de la marine indienne, qui a marqué le début de la fin du système colonial.

Le fait que le mouvement révolutionnaire de 1942 fut incapable d’atteindre son but eut de sérieuses conséquences.

Cela donna un répit à l’impérialisme, imposa un recul aux travailleurs du monde entier engagés dans la lutte contre le système capitaliste, renforça les liens entre la bureaucratie stalinienne et l’impérialisme. En Inde, cela aboutit à une situation où le Parti du Congrès, le parti de la bourgeoisie indienne, prit le contrôle de l’émergence et des premiers pas de l’Etat indien, sur la base d’un compromis avec l’impérialisme. Avec la Ligue musulmane, il contribua à la partition de l’Inde comme elle avait été programmée par l’impérialisme britannique pour garantir ses positions dans tout le continent asiatique.

Le troisième document que nous publions est composé d’extraits des déclarations de la IV^e Internationale et de sa section indienne condamnant sans équivoque la partition, car elle allait contre les intérêts des ouvriers et des paysans indiens, elle était déclenchée par l’impérialisme et acceptée par la direction du Parti du Congrès. Pourtant, le côté positif du soulèvement de 1942 fut que, malgré la trahison, il a définitivement sapé tout ce qui soutenait le gouvernement colonial. Il créa les conditions dans lesquelles, en 1947, dans le cadre de la vague révolutionnaire qui se déroulait dans le monde entier, et où émergeait la révolution en Chine, les Britanniques n’avaient d’autre choix que de partir. Sans le soulèvement des masses, la domination coloniale n’aurait pas pris fin aussi rapidement ; sans la trahison de ce mouvement, les conditions dans lesquelles est né un Etat indien auraient été très différentes.

Publier actuellement ces documents revient bien sûr à obéir à un devoir historique. Il est impératif que tous ceux qui, aujourd’hui, font leurs combats d’émancipation de la classe ouvrière connaissent l’expérience du passé et aient la possibilité de savoir comment les choses se sont déroulées. Cela seul suffirait à justifier cette publication.

Mais nous pensons qu’il existe une raison encore plus importante : le lien avec les problèmes actuels auxquels se heurte la classe ouvrière dans tout le sous-continent, le lien avec les événements présents. Comme toujours en matière de marxisme, on ne peut exprimer les conclusions générales valables pour toute une période de l’histoire que par ces circonstances et des

tâches concrètes. La *Lettre ouverte* de 1939 de Trotsky et le *Manifeste de la IV^e Internationale* de 1942 sont en liaison directe à la situation provoquée par la Seconde Guerre mondiale. Mais leur contenu va bien au-delà et est d'actualité dans la situation et les tâches auxquelles la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire sont aujourd'hui confrontées. Environ soixante-dix ans se sont écoulés depuis que ces documents ont été écrits et soixante ans depuis la fin du gouvernement direct par les Britanniques et depuis la partition de l'Inde. Beaucoup de choses ont changé. Le champ de bataille s'est largement modifié, mais les principaux ennemis sont les mêmes et les mêmes problèmes fondamentaux restent au cœur de la lutte. Cela est vrai dans le monde entier, mais comment cela s'exprime-t-il en Inde et dans le sous-continent indien ?

Les terribles conséquences de la partition ont-elles été surmontées ? L'indépendance a-t-elle apporté la réussite de ce qui était au cœur du combat pour l'indépendance : une rupture véritable avec l'impérialisme ; une vraie transformation des relations agraires permettant un développement de l'agriculture et le contrôle de la terre par ceux qui la travaillent ; le pays a-t-il véritablement été industrialisé, donnant à tous du travail et permettant d'échapper à la misère créée par le pillage colonial ? Les faits parlent d'eux-mêmes.

La partition a eu des conséquences négatives qui se sont aggravées. La partition est à l'origine du conflit permanent entre le Pakistan et l'Inde, de l'existence du problème du Cachemire. L'histoire du Pakistan elle-même montre qu'on ne peut pas construire un Etat sur la base de la religion. La lutte révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la jeunesse du Bengale en 1971, combattant la dictature qui était également l'ennemie des ouvriers et paysans pakistanais, a conduit à la formation du Bangladesh comme Etat indépendant, montrant, dans les faits, que la partition n'offrait aucune issue aux problèmes du sous-continent. La situation au Sri Lanka, où l'on utilise les prétendues divisions ethniques et religieuses pour protéger la classe dominante, indique aussi qu'on ne peut trouver de solution démocratique et de progrès qu'au travers de l'unité des peuples du sous-continent,

peuples qui se sont unis dans le combat contre la domination coloniale.

L'état de choses créé par la partition est mis à profit pour diviser ces peuples et les opposer les uns aux autres. Les conséquences de la partition refont surface actuellement avec plus d'acuité que jamais à cause de la façon dont elles sont instrumentalisées par l'impérialisme, et surtout par l'impérialisme américain, dans le cadre de la guerre sans fin déclenchée par l'impérialisme contre les peuples, l'unité et la souveraineté des nations.

Pas plus que les autres pays résultant de la division de l'Inde (le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka), l'Inde elle-même n'a échappé à l'arriération et à la misère.

Pas plus qu'en 1939 ou en 1942, le sort des ouvriers et des paysans indiens ne peut être séparé des développements au plan mondial. L'offensive généralisée de l'impérialisme contre les acquis des travailleurs, contre leurs droits, la tentative d'intégration du mouvement ouvrier au nom de la gouvernance mondiale, l'attaque contre les droits démocratiques, la souveraineté des nations et leur existence même — cette offensive généralisée s'applique sous des formes spécifiques en Inde en dans le sous-continent indien. La crise économique mondiale, dont le centre se situe aux Etats-Unis et qui ravage tous les continents et tous les pays, n'épargne ni l'Inde ni le sous-continent.

Les problèmes présents dès le début au Pakistan se trouvent aujourd'hui démultipliés par l'intervention directe de l'impérialisme. Le Pakistan est un pays qui, bien que son Etat ne soit en guerre avec aucun autre Etat, est déchiré par la guerre et par l'intervention directe des forces américaines. La guerre en Afghanistan est désormais la guerre au Pakistan. Le pays est menacé d'éclatement dans des conditions où, non seulement aucune des revendications légitimes des différents peuples du Pakistan ne trouvera de réponse positive, mais où tous les problèmes actuels du pays vont être aggravés par l'éclatement du Pakistan. Les porte-parole de la bourgeoisie indienne (comme lors des attentats de Mumbay) disent que l'Inde ne peut pas supporter d'être entourée d'Etats faillis. Des déclarations de cet ordre visent à ser-

vir de couverture, mais indiquent aussi le fait que les développements politiques en Inde ne peuvent pas être séparés de ceux du sous-continent dans son ensemble. La politique de l'impérialisme, rendue encore plus pressante par la crise actuelle, ne peut que conduire tous les pays du sous-continent au désastre. Dans cette perspective, la dislocation de l'Inde est à l'ordre du jour. La bourgeoisie indienne et ses homologues plus faibles au Bangladesh, au Pakistan et au Sri Lanka sont incapables de sauver leurs pays et le sous-continent. La seule force sociale capable d'ouvrir une issue positive est la classe ouvrière de tout le sous-continent unie autour de tous les travailleurs et les opprimés des villes et des campagnes, unissant autour de leurs perspectives propres les peuples du sous-continent, qui avaient été divisés.

Les documents de la IV^e Internationale que nous publions dans cette brochure portent directement sur ces problèmes. L'orientation politique qu'elles indiquèrent au temps de la Seconde Guerre mondiale demeurent, bien sûr sous des formes différentes, parfaitement actuelles dans la situation présente.

Dans sa lettre ouverte de juillet 1939, Trotsky écrivait :

“L'indépendance totale par rapport à la bourgeoisie est indispensable pour le prolétariat surtout pour exercer une influence sur la paysannerie, qui représente la masse prédominante de la population indienne. Seul le prolétariat est capable de mettre en avant un programme agraire révolutionnaire ambitieux, de soulever et de rallier des millions de paysans et de prendre leur tête dans la lutte contre les oppresseurs du peuple indien et contre l'impérialisme britannique, l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres est la seule alliance honnête et sûre qui puisse assurer la victoire finale de la révolution indienne.”

Et Trotsky ajoutait :

“La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante, est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, à un grand nombre de mesures économiques visant à élever le niveau de vie du pays et à rendre les masses laborieuses maîtresses de leur destin. Seul le prolétariat, allié avec la paysannerie, est capable d'exécuter ces tâches.”

Ce problème n'est-il pas aujourd'hui le tout premier auquel sont confrontés les ouvriers et paysans en Inde ?

Seuls quelques secteurs contrôlés par les grandes entreprises ont été industrialisés et sont fortement dépendants des puissances étrangères et des capitaux étrangers. Sur les dizaines de millions de salariés indiens, seule une infime minorité (moins de 10 %) travaille dans ce que l'on appelle le “secteur organisé”. Pour la masse des travailleurs surexploités dans les zones urbaines et rurales, il n'y aurait sûrement aucun espoir si le secteur de la classe ouvrière qui connaît de meilleures conditions perdait ses droits et acquis. Il n'y a d'avenir positif pour toute la classe ouvrière que sur la base du développement du mouvement syndical, qui est l'instrument par lequel une véritable égalité des droits pour tous peut se faire. Tous ceux qui professent du mépris pour le mouvement syndical ne peuvent offrir rien d'autre que l'égalité sur la base de conditions dégradées pour tous : aucun droit et des droits inégaux pour tous. C'est ce qui se trouve au cœur de toutes les tentatives de liquider et se débarrasser des normes actuelles du Code du travail existant, qui impose des limites à la rapacité des exploiters.

Actuellement, en Inde, deux tiers de la population vivent de la terre. Mais le secteur agricole ne produit que 17 % du produit intérieur brut.

Cela est dû aux conditions dans lesquelles l'Inde s'est développée après l'indépendance. La perpétuation de la domination économique par l'impérialisme reposait d'abord et avant tout sur l'absence d'une transformation révolutionnaire des relations d'exploitation de la terre. Cette continuation a signifié qu'il n'était pas possible de développer une réelle industrialisation.

Dans son manifeste de 1942, la IV^e Internationale déclarait que

“la révolution agraire ouvrira la voie à la réorganisation complète de l'agriculture (...) Il est impossible de réorganiser l'agriculture sans industrialisation.”

Aujourd'hui, la base même sur laquelle l'Inde a pu, dans une certaine mesure, jouer un rôle spécifique dans la politique mondiale et sur le marché mondial est me-

nacée par les conditions dans lesquelles le capitalisme au niveau mondial peut se perpétuer. Ainsi, tous les acquis de la classe ouvrière — même s'ils ont été limités à un seul secteur — sont ceux acquis à l'époque de l'indépendance, alors que la classe dirigeante, pour stabiliser son pouvoir, fut obligée d'accorder beaucoup de concessions ; ces acquis sont menacés. Dans ce contexte, les attaques redoublent contre les paysans. Ils sont chassés de force de la terre qu'ils cultivent. Seuls les défenseurs les plus cyniques du capitalisme peuvent prétendre que cela se fait au compte de l'industrialisation. Au contraire, cela se fait pour permettre l'établissement des zones économiques spéciales qui profitent aux capitaux étrangers et à quelques grandes entreprises indiennes qui y sont liées. Les ouvriers qui vont être embauchés dans ces nouvelles usines seront privés des droits qu'avaient auparavant les ouvriers de leur branche d'activité, leurs salaires seront moindres et leurs droits syndicaux seront restreints. Les paysans qui sont chassés ne trouveront pas d'emploi, que ce soit dans ces nouvelles usines ou ailleurs ; au mieux, ils iront grossir les rangs de ceux qui survivent dans les pires conditions dans les bidonvilles des grandes agglomérations.

L'un des aspects essentiels de la politique indienne aujourd'hui est que les zones économiques spéciales ont été garanties et légalisées par une loi adoptée en 2005 par les représentants des Partis communistes, et que le Parti communiste qui a soutenu le pouvoir au Bengale-Occidental a traité les paysans de la même manière que les partis bourgeois dans d'autres États tels que l'Orissa et le Maharashtra.

Ils se justifient en disant que, pour le moment, il faut que le capitalisme se développe avant que la question de liquider le système de l'exploitation capitaliste soit posée. Mais le fait est que la perpétuation du capitalisme aujourd'hui est en contradiction directe avec tout véritable développement et toute réelle industrialisation. La question qui se pose donc est celle que Trotsky soulevait dans sa lettre ouverte. Les classes et les peuples opprimés ont

besoin d'un parti qui exprime et défende leurs intérêts. Trotsky disait en 1939 qu'un tel parti doit être fondé sur

“l'indépendance totale par rapport à la démocratie impérialiste, l'indépendance totale par rapport à la II^e et à la III^e Internationales, et l'indépendance totale par rapport à la bourgeoisie nationale indienne”.

Le parti politique qu'il faut aujourd'hui pour le combat des ouvriers et des paysans indiens doit se fonder sur l'indépendance totale par rapport à l'impérialisme, à ses institutions internationales et nationales, à toutes les formes de gouvernance mondiale. L'indépendance totale par rapport à tous les partis bourgeois soumis à l'impérialisme, indépendance totale par rapport aux ONG, à tous ceux qui, à l'intérieur du mouvement ouvrier, sont liés à ce système capitaliste pourrissant : voilà la base sur laquelle peut se construire un véritable parti des opprimés et des exploités.

Le contenu de cette position indépendante doit s'exprimer dans une orientation concrète. Dans la lettre de 1939 et dans le manifeste de 1942, cela s'est exprimé en liaison avec ce qui était à l'époque la tâche principale, qui consistait à renverser la domination colonialiste britannique.

Aujourd'hui, ce contenu concret d'une politique indépendante doit être défini en relation avec les tâches de la classe ouvrière indienne pour défendre ses acquis, ses emplois, l'existence même de ses organisations et son indépendance nationale. Ce combat, qui comprend le besoin d'une union libre des peuples libres du sous-continent pour établir une paix durable et un véritable développement social qui mette fin à la pauvreté et à la misère, ne peut aboutir dans le cadre du système capitaliste pourrissant. Il exige la construction et l'action de la section de la IV^e Internationale.

Cette brochure se fixe de contribuer à atteindre cet objectif.

François Forgeue

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X